

# RAPPORT D'ACTIVITÉ DU SERVICE DE L'ÉDUCATION

2025



Principales activités,  
programmes et temps forts

# Avant-propos

En 2025, le Service de l'éducation du Conseil de l'Europe a franchi une étape décisive, en donnant une portée concrète et accrue à des principes de longue date à travers des avancées sur les plans politique, juridique et opérationnel au bénéfice des systèmes éducatifs européens.



**G**uidées par la **Stratégie pour l'éducation 2024–2030 « Priorité aux apprenants »**, les activités du Service en 2025 se sont articulées autour de trois piliers prioritaires interdépendants : renouveler la mission démocratique et civique de l'éducation, renforcer la responsabilité sociale et la réactivité des systèmes éducatifs, et faire progresser l'éducation grâce à une transformation numérique fondée sur les droits humains. Ensemble, ces piliers ont offert un cadre d'action cohérent à tous les niveaux et dans tous les secteurs de l'éducation, de la petite enfance à l'enseignement supérieur, et de l'élaboration des politiques à leur mise en œuvre concrète.

L'une des réalisations majeures de l'année a été la consolidation de l'**Espace européen pour l'éducation à la citoyenneté**, dont les trois piliers — principes communs, cadre de qualité et coopération renforcée — sont résolument passés du stade de concept à celui de la cocréation. Grâce à une large mobilisation des États membres, des réseaux d'experts, de la société civile et des apprenants, cette initiative jette les bases d'un véritable espace européen, respectueux de la diversité nationale tout en renforçant des valeurs démocratiques communes.

L'un des temps forts de 2025 a été l'**Année européenne de l'éducation à la citoyenneté numérique**, qui a fourni un cadre politique et opérationnel pour consolider et faire avancer les travaux de longue date du Conseil de l'Europe dans ce domaine. Tout au long de l'Année, l'éducation à la citoyenneté numérique a été clairement reconnue

comme une compétence démocratique essentielle, couvrant non seulement la participation numérique, le bien-être en ligne, les droits et responsabilités dans les environnements numériques, mais aussi la culture numérique et de l'intelligence artificielle (IA).

Cette Année a également renforcé la cohérence avec les travaux plus larges du Conseil de l'Europe sur l'intelligence artificielle et l'éducation, notamment avec le lancement d'une réflexion intergouvernementale structurée dans le cadre du nouveau **Comité d'experts sur l'intelligence artificielle et l'éducation (EDU-IA)**. En mobilisant les États membres, les praticiens, les apprenants et la société civile, l'Année européenne a créé une dynamique durable, contribuant directement à la **Feuille de route pour le renforcement de l'éducation à la citoyenneté numérique** et ancrant plus fermement la culture de l'IA et la gouvernance démocratique des technologies numériques au sein des systèmes éducatifs nationaux en Europe.

Dans le domaine de l'enseignement supérieur, l'année 2025 a été marquée par la publication du **Rapport sur l'érosion de la liberté académique en Europe**, qui propose une analyse complète et fondée sur des données probantes des menaces pesant aujourd'hui sur les communautés académiques, tout en formulant des réponses politiques concrètes pour préserver la liberté académique et l'autonomie des établissements. ►

## RAPPORT D'ACTIVITÉ 2025 DU SERVICE DE L'ÉDUCATION

La reproduction d'extraits (jusqu'à 500 mots) est autorisée, sauf à des fins commerciales, tant que l'intégrité du texte est préservée, que l'extrait n'est pas utilisé hors contexte, ne donne pas d'informations incomplètes ou n'induit pas le lecteur en erreur quant à la nature, à la portée et au contenu de ce texte. Le texte source doit toujours être cité comme suit : « © Conseil de l'Europe, année de publication ». Pour toute autre demande relative à la reproduction ou à la traduction de tout ou partie de ce document, veuillez vous adresser à la Direction de la communication, Conseil de l'Europe (F-67075 Strasbourg Cedex ou à [publishing@coe.int](mailto:publishing@coe.int)).

Toute autre correspondance relative à ce document doit être adressée au Service de l'éducation du Conseil de l'Europe.

Courriel : [education@coe.int](mailto:education@coe.int)

Couverture et mise en page :  
Luna Lazzarini Graphic Design

Illustrations : ©Freepik  
©Envato ©CoE Gallery : Candice Imbert,  
Alban Hefti, Abdesslam Mirdass, Andrea  
Škvareninová, Sandro Weltin

Éditions du Conseil de l'Europe F-67075  
Strasbourg Cedex <http://book.coe.int/fr/>

@ Conseil de l'Europe, mai 2026  
Imprimé dans les ateliers  
du Conseil de l'Europe

*Le présent rapport d'activité [...] reflète une ambition commune, à savoir garantir que l'éducation en Europe demeure solidement ancrée dans la démocratie, les droits humains et l'État de droit, tout en étant en mesure de répondre aux défis du présent et aux incertitudes de l'avenir.*

Parallèlement, la proposition du CDEDU visant à élaborer un nouvel instrument juridiquement contraignant sur la **reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur** a constitué une avancée majeure pour renforcer la confiance, la transparence et la mobilité au sein de l'Espace européen de l'enseignement supérieur, dans le prolongement de la Convention de reconnaissance de Lisbonne.

Les travaux du Service en matière d'éthique, de transparence et d'intégrité dans l'éducation ont également connu un nouvel élan. Dans le cadre de la Plateforme ETINED, de nouvelles données et orientations ont permis d'aborder des questions telles que la fraude dans l'éducation, les données ouvertes sur l'école et la sensibilisation des étudiants, renforçant ainsi les liens entre intégrité, confiance du public et qualité de l'éducation. Une étape majeure en 2025 a été la création du **Centre pour la prévention et la lutte contre la fraude dans l'éducation**, établi en coopération avec le CIMEA (Italie), qui offre une plateforme européenne dédiée au renforcement de la coordination, du développement des capacités et de la cohérence des politiques dans ce domaine.

L'année 2025 a également été marquée par un élargissement significatif des activités normatives et analytiques du Service, accompagné d'avancées majeures en matière d'accès aux connaissances et de leur diffusion. Le **Catalogue des publications du Service de l'éducation 2025** témoigne de l'étendue et de la profondeur de ces travaux, couvrant des thématiques allant de l'éducation à la citoyenneté numérique et de l'intelligence artificielle aux politiques linguistiques, à l'enseignement de l'histoire, aux compétences pour une culture de la démocratie et à l'intégrité académique. Cet effort de publication a été complété par le lancement de

la **Plateforme de connaissances en 2025**, qui regroupe désormais **plus de 4 000 ressources sélectionnées, ainsi que par un nouveau Catalogue d'apprentissage en ligne** destiné à faciliter l'accès aux formations et aux activités de renforcement des capacités. Ensemble, ces outils et publications sont conçus comme des ressources évolutives visant à aider les États membres, les praticiens et les institutions dans la mise en œuvre concrète des normes et principes du Conseil de l'Europe.

Aucun de ces résultats n'aurait été possible sans l'engagement constant des États membres, du Comité directeur de l'éducation (CDEDU), de nos organes directeurs et groupes d'experts, ainsi que des nombreux partenaires et parties prenantes qui apportent leur expertise et leur expérience. Je tiens à exprimer ma profonde gratitude à toutes celles et tous ceux qui ont soutenu et façonné nos travaux tout au long de l'année.

Le présent rapport d'activité offre un aperçu des principales activités, réalisations et partenariats du Service de l'éducation en 2025. Il reflète également une ambition commune, à savoir garantir que l'éducation en Europe demeure solidement ancrée dans la démocratie, les droits humains et l'État de droit, tout en étant en mesure de répondre aux défis du présent et aux incertitudes de l'avenir.

**Villano QIRIAZI**

**CHEF DU SERVICE DE L'ÉDUCATION  
CONSEIL DE L'EUROPE**




# 1

## TROIS PILIERS PRIORITAIRES

Pilier 1	05
Pilier 2	06
Pilier 3	07

# 2

## ACTIVITÉS DES ORGANES DU SERVICE DE L'ÉDUCATION

CDEDU	09
Comité de direction du CELV	14
Comité de direction de l'OHTE	16

# 3

## ACTIVITÉS THÉMATIQUES 2025

Éducation formelle et non formelle	19
Enseignement supérieur et formation continue	22
Politiques et pratiques linguistiques	37
Enseignement de l'histoire	40
Transformation numérique de l'éducation	46



# 4

## PROGRAMMES DE COOPÉRATION ET DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Albanie	58
Bosnie-Herzégovine	60
Géorgie	62
République de Moldova	64
Monténégro	66
Macédoine du Nord	70
Serbie	72
Türkiye	76

# 5

## PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS 2025

Liste des événements	79
Activités phares	96

## PILIER 1

# RENOUVELER LA MISSION DÉMOCRATIQUE ET CIVIQUE DE L'ÉDUCATION

### Mission démocratique de l'enseignement supérieur

Le Service de l'éducation du Conseil de l'Europe a renouvelé son attention portée à la **mission démocratique de l'enseignement supérieur**, et réaffirmé la liberté académique comme un pilier essentiel de la démocratie, des droits humains et de l'État de droit. Cette action s'inscrit dans la continuité des normes établies de longue date par le Conseil de l'Europe, notamment la Stratégie pour l'éducation 2024-2030 « Priorité aux apprenants », le Sommet de Reykjavik de 2023 et le **Nouveau Pacte Démocratique**. Lancé en 2024, le projet « Mission démocratique de l'enseignement supérieur » vise à **renforcer les cadres juridiques et politiques** qui soutiennent la liberté académique et les valeurs fondamentales de l'enseignement supérieur, à améliorer les mécanismes de suivi, à **renforcer la confiance entre le public et les institutions**, et à fournir des outils pratiques permettant aux États membres et aux établissements d'enseignement supérieur de relever les défis actuels. Son axe d'action central est l'initiative **La liberté académique en action**.

### Droits et engagement des apprenants

Soutenir les initiatives qui permettent la **participation démocratique** des apprenants dans des contextes formels et non formels, en protégeant les droits des étudiants, notamment le droit à un **accès équitable à l'éducation, à la vie privée, et à la liberté d'expression**, favorisant ainsi la citoyenneté active et la réflexion critique.

### Démocratie et éducation à la citoyenneté

**Placer la démocratie au cœur** des systèmes éducatifs en promouvant l'éducation à la citoyenneté, en favorisant les **compétences démocratiques et interculturelles**, et en encourageant **le dialogue et la coopération** sur la base de valeurs démocratiques partagées dans toute l'Europe.

### Éducation inclusive et durable

Donner la priorité à des domaines tels que **l'enseignement et la formation professionnels (EFP)** et le **développement durable**, en veillant à ce que l'éducation favorise l'inclusivité, les pratiques durables et l'établissement de **partenariats efficaces entre tous les niveaux d'éducation**.

### Intégrité dans l'éducation et le développement des compétences

**Renforcer les compétences des éducateurs** pour leur permettre de promouvoir la participation, l'inclusion et le développement durable en s'appuyant sur des approches éthiques, transparentes et multilingues, tout en défendant la **liberté académique** et l'intégrité au sein des institutions éducatives.

## PILIER 2

# RENFORCER LA RESPONSABILITÉ SOCIALE ET LA RÉACTIVITÉ DE L'ÉDUCATION

## Inclusion, équité, diversité

Renforcer la dimension sociale de l'éducation en promouvant l'inclusion, l'équité et la diversité à tous les niveaux d'enseignement. **Mettre en œuvre des politiques globales qui valorisent la diversité**, soutiennent les apprenants marginalisés et facilitent l'apprentissage des langues. **Concevoir des curricula** qui favorisent l'autonomie des apprenants, le renforcement de la confiance en soi et le développement de compétences pour une culture de la démocratie.

## Éthique, transparence, intégrité

Garantir un **accès égal à l'éducation** pour tous les apprenants, en mettant l'accent sur l'éthique, la transparence et l'intégrité en tant que composantes essentielles de l'éducation de qualité et de l'assurance qualité. Instaurer une **culture de la confiance et de la responsabilité** chez tous les acteurs de l'éducation et les États membres, tout en proposant un **soutien aux apprenants** et en **sensibilisant à la fraude dans l'éducation**, en particulier dans les périodes d'urgence et les crises.

## Internationalisation et engagement mondial

Soutenir la formation des enseignants pour une éducation inclusive, en les préparant à **gérer une diversité étudiante**. Renforcer le soutien en langue pour les groupes vulnérables, notamment les migrants et réfugiés, et **encourager l'internationalisation des écoles** et des établissements d'enseignement supérieur, en mettant l'accent sur la diversité, l'équité et l'inclusion, réaffirmant ainsi **les principes de l'Espace européen de l'enseignement supérieur (EEES)**, qui vise à instaurer une approche unifiée à l'échelle européenne des réformes de l'enseignement supérieur.

## PILIER 3

# FAIRE PROGRESSER L'ÉDUCATION GRÂCE À UNE TRANSFORMATION NUMÉRIQUE FONDÉE SUR LES DROITS HUMAINS

## Maîtrise du numérique et accès

Renforcer l'éducation à la citoyenneté numérique pour s'adapter aux évolutions technologiques. Assurer un **accès égal pour tous les apprenants aux technologies numériques** et développer leurs compétences numériques. Mettre l'accent sur l'importance de **l'éducation à la citoyenneté numérique**, de la démocratie et de l'État de droit, en favorisant l'autonomie des apprenants et une approche concertée entre les États membres.

## Partenariats et normes

**Encourager les partenariats** entre les institutions éducatives et des acteurs du secteur privé des technologies et de la société civile qui respectent les normes nationales et internationales. Ces collaborations devraient être axées sur **l'innovation**, en garantissant une **éducation de qualité** et équitable qui exploite les technologies numériques de sorte qu'elles bénéficient à tous les apprenants.

## Innovation responsable et éthique des technologies

Promouvoir la **formation continue des éducateurs** pour intégrer de manière responsable les technologies émergentes, comme l'IA, dans l'enseignement. Encourager la **conception et l'utilisation de ressources pédagogiques numériques dans le cadre d'une coopération européenne**, tout en assurant la transparence et la responsabilité pour prévenir la fraude et garantir la qualité dans l'éducation.

# ACTIVITÉS DES ORGANES DU SERVICE DE L'ÉDUCATION

## CDEDU

Le Comité directeur de l'éducation (CDEDU) supervise les programmes du Conseil de l'Europe dans le domaine de l'éducation et conseille le Comité des Ministres sur les questions d'éducation.

**L'objectif global du Programme d'éducation est de soutenir les États membres** dans le développement de leurs politiques, législations et pratiques en vue de promouvoir des systèmes éducatifs démocratiques, de qualité, inclusifs et exempts de corruption. Au niveau de l'enseignement scolaire, une attention particulière est accordée à la promotion du Cadre de référence des compétences pour une culture de la démocratie (CRCCD) du Conseil de l'Europe. **Le CDEDU s'intéresse aux domaines prioritaires du Conseil de l'Europe et couvre tous les niveaux et secteurs de l'éducation.**

Le CDEDU compte 48 membres (États), 16 organisations observatrices et un pays observateur (Israël). **Parmi ses observateurs figurent également plusieurs représentants d'organisations de la société civile.** La composition des observateurs, en termes de nombre d'organisations membres, de pays représentés et de positionnement des organisations dans leurs systèmes éducatifs nationaux respectifs, revêt une importance particulière pour le CDEDU.

### MISSIONS PRINCIPALES



#### Élaboration de recommandations et d'instruments juridiques

Élaborer des recommandations afin d'aider les États à développer des politiques éducatives conformes aux principes et normes de l'Organisation.



#### Conseils en matière de politiques publiques

Apporter des conseils aux décideurs et aux professionnels de l'éducation pour la mise en œuvre des politiques éducatives.



#### Promotion des réformes de l'éducation

Encourager les réformes des systèmes et des politiques d'éducation afin de renforcer les compétences démocratiques et de développer l'Espace européen de l'enseignement supérieur.



#### Promotion de la coopération et de la compréhension

Faciliter la coopération et la compréhension entre les États membres.



#### Cadre de référence pour une culture de la démocratie

Fournir un cadre permettant d'évaluer les acquis des apprenants en matière de citoyenneté, de droits humains et de dialogue interculturel.



#### Échange d'idées et de pratiques

Favoriser l'échange d'idées, d'informations et de bonnes pratiques entre les membres sur les questions éducatives.



#### Promotion d'une éducation de qualité

Promouvoir une éducation de qualité afin de favoriser des environnements d'apprentissage sûrs, l'inclusion sociale, l'égalité de genre et la lutte contre les discriminations.



#### Droit à l'éducation pour tous

Développer des actions visant à garantir le droit à l'éducation pour tous, en particulier pour les groupes vulnérables.

# SESSIONS PLÉNIÈRES DU CDEDU

## Programme d'éducation aux langues

Le CDEDU a salué le lancement en ligne de l'outil d'auto-évaluation (premier cycle de l'enseignement secondaire) destiné aux décideurs politiques, afin de soutenir la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2022)1. Par ailleurs, il a approuvé le contenu provisoire des lignes directrices révisées en matière de politiques concernant les Roms, à la suite du succès de l'initiative d'expérimentation de la politique romani plurilingue (RPPE), et a pris note du projet de soumettre l'ensemble complet des orientations politiques, des orientations pédagogiques et du rapport sur les résultats de la RPPE à la session plénière de mars 2026.

## Intelligence artificielle et reconnaissance des qualifications

Le Comité a approuvé un programme triennal sur l'intelligence artificielle et la reconnaissance des qualifications, prévoyant la mise en place d'un groupe de travail d'experts chargé d'examiner les implications de l'IA dans la reconnaissance des qualifications à la lumière des valeurs du Conseil de l'Europe, d'élaborer des lignes directrices ainsi qu'un livre blanc visant à garantir une intégration de l'IA conforme aux normes éthiques et opérationnelles, et de développer des outils de renforcement des capacités, tels que des modules d'auto-apprentissage, destinés à aider les évaluateurs de qualifications, les responsables des admissions et les autres parties prenantes concernées à maîtriser les processus de travail intégrant l'IA.

## CDEDU : POINTS CLÉS 2025

### 19 MARS – Principaux points issus de la 7<sup>e</sup> réunion plénière du CDEDU

- 01 Approbation d'un projet de recommandation sur les qualifications des réfugiés.
- 02 Progrès dans l'élaboration d'une Charte des droits des étudiants.
- 03 Avancées des travaux sur la liberté académique.
- 04 Évolutions relatives à l'intelligence artificielle dans l'enseignement supérieur.
- 05 Progrès en matière de reconnaissance des qualifications.
- 06 Renforcement de la coopération dans le cadre des réseaux ENIC-NARIC.

### 25 SEPTEMBRE – Principaux points issus de la 8<sup>e</sup> réunion plénière du CDEDU

- 01 Lancement du processus de rédaction d'une nouvelle convention sur la reconnaissance automatique des qualifications.
- 02 Progrès dans l'élaboration de la Charte des droits des étudiants.
- 03 Évolutions relatives à la Convention de reconnaissance de Lisbonne.
- 04 Poursuite des travaux sur l'éthique et l'intégrité dans l'enseignement supérieur.
- 05 Efforts continus en matière de reconnaissance des qualifications des réfugiés.



## Passeport européen des qualifications des réfugiés (EQPR)

Le CDEDU a approuvé, et le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a adopté, la Recommandation relative aux qualifications et aux compétences linguistiques des réfugiés en Europe, qui s'appuie sur les projets éducatifs en cours du Conseil de l'Europe dans le domaine de l'intégration des réfugiés par l'éducation, notamment sur le Passeport européen des qualifications des réfugiés (EQPR), ainsi que le programme Intégration Linguistique des Migrants Adultes (ILMA).

Cette recommandation constitue une étape prometteuse vers une approche globale de la reconnaissance et de la valorisation des qualifications et des compétences linguistiques des réfugiés dans les États membres. Elle vise à établir des procédures de reconnaissance transparentes au sein des États membres et encourage, à ce titre, la mise en place de procédures facilement accessibles, efficaces, flexibles et transparentes, qui permettent d'évaluer rapidement les qualifications académiques, y compris les compétences linguistiques acquises dans un contexte d'apprentissage non formel et informel. En soulignant l'importance de l'intégration académique, professionnelle et linguistique, le texte salue également les contributions plus larges des personnes déplacées en faveur de leur pays d'accueil.

## Éthique, transparence et intégrité

Le Comité a salué le projet de rapport sur l'enquête « Perceptions et sensibilisation des étudiants à la fraude dans l'éducation » et a approuvé sa publication, ainsi que le rapport du Conseil de l'Europe et de l'Institut international de planification de l'éducation de l'UNESCO (IIP-UNESCO) intitulé « Les données ouvertes sur l'école dans les systèmes éducatifs européens », reconnaissant son importance pour le renforcement de la transparence, l'orientation des politiques en matière de données et la promotion du dialogue entre les parties prenantes.

Il a chargé la **plateforme ETINED** d'organiser des discussions approfondies sur les recommandations de l'étude lors de sa réunion plénière de novembre 2025, en vue d'élaborer des lignes directrices politiques concernant les données ouvertes sur l'école. Le Comité a pris note de l'état d'avancement du projet « Centre pour la prévention et la lutte contre la fraude dans l'éducation » ainsi que de l'appel à contributions volontaires, en soulignant l'importance de garantir sa portée européenne et sa complémentarité avec le mandat plus large d'ETINED. Le Comité a également approuvé la prorogation du **mandat de l'ETINED** pour la période 2026–2027.

# Membres du Bureau du CDEDU 2025

## PRÉSIDENTE

**Mme Marie-Anne PERSOONS**  
Conseillère en politique internationale

—  
Département flamand de l'éducation et de la formation  
*Belgique*

## VICE-PRÉSIDENTE

**Mme Mélanie LIZÉ**  
Adjointe au Chef du département de l'Union européenne et des organisations multilatérales

—  
Ministère de l'Éducation nationale  
*France*

## MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ ACADÉMIQUE

**M. Giuseppe RONISVALLE**  
Département des sciences pharmaceutiques et de la santé

—  
Université de Catane  
*Italy*

**Mme Pii Maria SAUGMANN**  
Vice-présidente

—  
EURODOC

## MEMBRES DU BUREAU

**Mme Laura LIMPERK-KÜTARU**  
Conseillère de l'Éducation et des Sciences

—  
Ministère de l'Éducation et de la Recherche  
*Estonie*

**M. Guðni OLGEIRSSON**  
Conseiller principal, département de l'Éducation

—  
Ministère de l'Éducation et de l'Enfance  
*Islande*

**Jusqu'en juillet 2025**

**M. Bernard WICHT**  
Responsable des Affaires internationales

—  
Conférence des directrices et directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP)  
*Suisse*

**Jusqu'en juillet 2025**

**Mme Natia NATSVLISHVILI**  
Responsable des Relations internationales et de la communication stratégique

—  
Centre national pour le développement professionnel des enseignants  
*Géorgie*



**Depuis septembre 2025**

**Mme Isabella BRUNELLI**  
Cheffe suppléante, Politique de l'enseignement supérieur

—  
Secrétariat d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI)  
*Suisse*

## RAPPORTEURE POUR L'ÉGALITÉ DE GENRE

**Mme Snježana Prijic SAMARŽIJA**  
Rectrice

—  
Université de Rijeka  
*Croatie*

## REPRÉSENTANTS D'ONG

**M. Claude VIVIER LE GOT**  
—  
Fédération Européenne Des Écoles (FEDE)

**Jusqu'en juillet 2025**  
**Mme Iris KIMIZOGLU**  
Présidente de l'ESU

**Depuis septembre 2025**  
**M. Arno SCHROOYEN**  
Vice-président de l'ESU

# CELV

Le Comité de direction est l'organe exécutif du Centre, composé d'un représentant de chaque État membre du **Centre européen pour les langues vivantes** (CELV). Le Comité définit et adopte le programme à moyen terme, supervise sa mise en œuvre et la gestion des ressources du Centre, et soumet un rapport sur les activités du Centre au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe.

## PRINCIPALES DÉCISIONS EN 2025

- ↳ Introduction d'une deuxième réunion annuelle du Comité de direction, organisée en ligne, afin d'examiner les principaux sujets d'intérêt concernant l'éducation aux langues.
- ↳ Prolongation jusqu'en 2026 de l'invitation faite aux professionnels de la langue ukrainienne de participer aux activités de programme du CELV à grande échelle, financées par le budget du Centre.
- ↳ Maintien en 2026 d'un « fonds de réserve » destiné au financement de traductions dans d'autres langues (en plus de l'anglais et du français), conformément à la décision du Comité de direction de promouvoir davantage le caractère plurilingue des travaux du CELV.
- ↳ Appui des points de contact nationaux à la création de pages Wikipédia consacrées au CELV dans les langues nationales, par la traduction et/ou la relecture de la page dédiée.
- ↳ Attribution aux organes statutaires du CELV du rôle de groupe de parties prenantes dans le cadre de la préparation de l'évaluation en langues étrangères du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) prévue pour 2033.
- ↳ Le CELV devient partenaire de la Plateforme européenne pour l'éducation scolaire (European School Education Platform), sur la base de la coopération en cours avec la Commission européenne et de la convergence des priorités des deux organisations dans le domaine de l'éducation aux langues.
- ↳ Réintroduction d'accords de partenariat formalisés entre le CELV et les membres du Forum pour le réseau professionnel des OING, afin de conférer à la coopération une plus grande visibilité et un statut renforcé au sein des associations/institutions concernées, tout en assurant une meilleure pérennité.
- ↳ Élection de quatre nouveaux membres au Bureau du Comité de direction pour le mandat 2026– 2027 : Panagiotis Passas (Grèce) en qualité de vice-président, ainsi que Matthias von Gehlen (Allemagne), Nataša Perić (Monténégro) et Eva Tučková (République tchèque) en qualité de membres du Bureau.



↳ [Site web du CELV](#)

# Bureau du Comité de direction

## PRÉSIDENTE

**Mme Pille PÕIKLIK**  
Cheffe experte depuis 2025  
—  
Ministère de l'Éducation et de la Recherche  
*Estonie*

## VICE-PRÉSIDENTS

**M. Matthias VON GEHLEN**  
depuis 2024  
—  
Sprache und Bildungspolitik,  
Goethe-Institut  
*Allemagne*

**M. Eyjólfur MÁR SIGURÐSSON**  
depuis 2025  
—  
*Islande*

## MEMBRES DU BUREAU

**Mme Lourdes BALLESTEROS-MARTIN**  
*Espagne*

**M. Panagiotis PASSAS**  
Chef de la Direction générale depuis 2022  
—  
Ministère de l'Éducation et des Cultes  
*Grèce*

**Mme Nataša PERIĆ**  
Conseillère depuis 2024  
—  
Bureau des services éducatifs  
*Monténégro*

**Mme Wendoline TIMMERMAN**  
Conseillère politique principale depuis 2024  
—  
Ministère de l'Éducation, de la Culture et de la Science  
*Pays-Bas*

## OBSERVATRICE DU BUREAU

**Mme Ursula NEWBY**  
Ancienne présidente depuis 2023  
*Autriche*

# OHTE

Le Comité de direction est l'organe de décision de l'Observatoire, composé d'un représentant de chaque État membre. Le Comité définit et adopte les programmes annuels et à moyen terme, supervise leur mise en œuvre et la gestion des ressources de l'Observatoire. Il se réunit au moins une fois par an.

## PRINCIPALES DÉCISIONS EN 2025

- ↳ Élection du nouveau président du Comité de direction, de deux vice-présidents et de trois nouveaux membres du Bureau pour un mandat de deux ans. Le Comité de direction a décerné le titre honorifique de président fondateur de l'OHTE à Alain Lamassoure, en reconnaissance de son leadership exceptionnel et de sa contribution à la création et au développement de l'Observatoire.
- ↳ Les membres du Comité de direction ont également salué l'adhésion de deux nouveaux États membres à l'OHTE : la République slovaque à compter de janvier 2025 et le Monténégro à compter de mars 2025.
- ↳ Élection de huit nouveaux membres au Conseil scientifique consultatif, choisis pour la diversité de leurs profils et la pertinence de leur expertise professionnelle. Ils ont entamé leur mandat de deux ans en juin 2025, rejoignant les quatre membres déjà en fonction.
- ↳ Approbation du rapport 2024 sur les activités de l'OHTE et instruction donnée au Secrétariat de le transmettre au Comité des Ministres pour examen.
- ↳ Approbation du programme annuel d'activités pour 2025 et instruction donnée au Secrétariat de mettre en œuvre le plan de travail en conséquence et dans la limite des ressources budgétaires disponibles.
- ↳ Accueil favorable de l'état d'avancement de l'étude ad hoc sur l'abolition de la peine de mort dans l'enseignement de l'histoire, ainsi que des orientations fournies pour les futurs travaux de recherche en vue du prochain rapport général de l'OHTE sur l'état de l'enseignement de l'histoire en Europe.



## Bureau du Comité de direction

En 2025, le Comité de direction de l'OHTE a tenu sa réunion annuelle le 27 février à Strasbourg, qui a donné lieu à un échange de vues avec Alain Berset, Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, sur la manière dont l'Observatoire peut contribuer à l'ambition du Nouveau Pacte Démocratique pour l'Europe.

### PRÉSIDENT

**M. Dimitris P. SOTIROPOULOS**  
Grèce

### VICE-PRÉSIDENTS

**M. Suren MANUKYAN**  
Arménie

**M. Mychailo WYNNYCKYJ**  
Ukraine

### MEMBRES DU BUREAU

**M. Semih AKTEKIN**  
Türkiye

**Mme Mária HARMAŇOŠOVÁ**  
République slovaque

**M. Vojko KUNAVAR**  
Slovénie

**Mme Helena RAMOS GARCIA**  
Espagne

**Mme Luisa UCHA**  
Portugal

# ACTIVITÉS THÉMATIQUES 2025



## Éducation formelle et non formelle

Le Conseil de l'Europe a accéléré le processus de cocréation de l'Espace européen pour l'éducation à la citoyenneté, une initiative qui promeut les valeurs et les principes démocratiques à travers une éducation à la citoyenneté de qualité dans toute l'Europe. L'objectif est de lancer cet Espace européen lors de la 27<sup>e</sup> session de la Conférence permanente des ministres de l'Éducation en décembre 2026.

**L**es trois piliers de l'Espace européen pour l'éducation à la citoyenneté, à savoir principes, qualité et coopération, ont été approfondis. Le groupe de travail a identifié dix principes pour l'éducation à la citoyenneté démocratique, fondés sur près de trente années d'acquis du Conseil de l'Europe, tout en prenant en considération les enjeux à venir. Compte tenu de la diversité des systèmes éducatifs en Europe, ces principes sont conçus pour permettre une pluralité d'approches et de pratiques ; il ne s'agit pas d'un programme européen homogène, mais d'un espace européen partagé. Afin de garantir la mise en œuvre de ces principes, un cadre de qualité a été élaboré, reposant sur l'auto-évaluation et le partage de bonnes pratiques. Le pilier consacré à la coopération facilitera la collaboration entre les États membres afin de concrétiser cet espace européen.

Le **Réseau de conseillers en matière de politiques éducatives (EPAN)** continue de jouer un rôle clé dans le processus de cocréation de l'Espace européen pour l'éducation à la citoyenneté, à travers ses réunions annuelles avec des réseaux spécialisés et la société civile. Cette année, l'EPAN s'est réuni à deux reprises, rassemblant 37 pays.

Une conférence majeure est également organisée chaque année afin de contribuer à la cocréation de cet espace, avec le soutien financier de l'Allemagne. En 2025, elle s'est tenue au **Monténégro** du 13 au 14 octobre. Elle a été ouverte par le ministre de l'Éducation, de la Science, de la Culture et des Sports et a réuni des décideurs, des chefs d'établissement, des enseignants, des formateurs d'enseignants, des organisations de la société civile et des étudiants. L'Espace européen pour l'éducation à la citoyenneté a également été présenté et examiné lors du **Forum mondial de la démocratie** le 6 novembre 2025.

Dans le cadre des efforts continus du Conseil de l'Europe pour développer une culture de la démocratie en Europe, le Service de l'éducation s'est concentré sur trois projets visant à compléter les activités de l'Espace européen pour l'éducation à la citoyenneté. Par ailleurs, onze programmes de coopération de grande envergure, financés par des sources externes, viennent compléter le programme intergouvernemental et illustrent la manière dont une culture de la démocratie peut être mise en pratique.

### CHIFFRES CLÉS

**37** États membres et institutions présents aux deux réunions de l'EPAN.

**8** États membres et 10 projets au total.

Nombre total de participants :

**10 247**

### Enseignement et formation professionnels (EFP)

Dans le domaine de l'enseignement et de la formation professionnels (EFP), les travaux se poursuivent sur le rôle essentiel de l'EFP dans la formation de citoyens informés, engagés et responsables, tant pour l'emploi que pour l'exercice d'une citoyenneté active dans des sociétés démocratiques ; une première à l'échelle européenne.

À la suite de la publication d'un document d'orientation, une anthologie intitulée **Apprendre la démocratie dans l'enseignement et la formation professionnels en Europe** a été élaborée, offrant une analyse approfondie de l'intégration des compétences pour la culture de la démocratie dans les systèmes d'EFP. Près de 100 exemples de politiques et de pratiques provenant de toute l'Europe ont été recensés et publiés sur une page web dédiée, couvrant des thématiques clés telles que l'élaboration des programmes, l'évaluation, la formation en entreprise, la formation initiale et continue des enseignants, la mise en œuvre du CRCCD dans les établissements d'EFP, l'implication des partenaires sociaux, l'inclusion et la participation des apprenants.

Dans le prolongement de ces travaux, un groupe d'experts s'attèle à l'élaboration d'un **nouvel instrument juridique** qui formulera des recommandations de politique publique et approfondira les thématiques abordées dans ces publications, en intégrant de nouveaux aspects tels que l'intelligence artificielle dans l'EFP.

### Éducation et accueil des jeunes enfants (EAJE)

Reconnaissant l'importance de développer une culture de la démocratie dès le plus jeune âge, et compte tenu de l'attention encore insuffisante accordée à ce groupe d'âge sur cette question, le Conseil de l'Europe a lancé un nouveau projet couvrant la période allant de la naissance à l'âge de la scolarité obligatoire, afin d'intégrer ces travaux dans l'Espace européen. Cette initiative vise notamment à adapter les principes et les composantes de qualité de la citoyenneté démocratique au domaine de l'éducation et de l'accueil des jeunes enfants.

Dans un premier temps, un groupe de travail restreint a élaboré une note conceptuelle explorant sept thématiques clés liées à l'âge préscolaire, qui doivent être prises en compte pour transposer ces principes au champ de l'EAJE. Ces thématiques incluent notamment l'autonomie d'action, la socialisation et la participation.

### Éducation au développement durable

Un document d'orientation sur l'application du **Cadre de référence des compétences pour une culture de la démocratie (CRCCD)** à l'éducation au développement durable (EDD) a été publié à l'issue d'un projet de deux ans. Cette publication aide les décideurs politiques et le personnel enseignant à relier l'éducation au développement durable à la participation démocratique et aux droits humains, en s'appuyant sur le modèle de compétences du CRCCD.

L'éducation au développement durable est d'autant plus efficace qu'elle permet aux apprenants de développer leur esprit critique, d'agir de manière responsable et de participer pacifiquement à la vie démocratique. Ce document d'orientation montre comment établir ce lien dans les programmes, les classes et les communautés. Le Service de l'éducation a également contribué à la nouvelle Stratégie sur l'environnement du Conseil de l'Europe, une initiative lancée en réponse à la Déclaration de Reykjavik, et cette contribution figure dans le plan d'action de la Stratégie.

### Boîte à outils pour une culture scolaire inclusive et démocratique

Une boîte à outils visant à promouvoir une culture scolaire démocratique et inclusive a été élaborée et sera publiée début 2026. Plus de 65 ressources issues de projets de coopération du Conseil de l'Europe ont été recensées, décontextualisées et actualisées, et une structure a été définie avec un petit groupe de consultants.

La publication couvrira cinq thématiques essentielles à la mise en place d'une culture scolaire démocratique et inclusive : la prévention et la lutte contre la violence et le harcèlement (y compris le cyberharcèlement) à l'école ;

la lutte contre les discriminations fondées sur l'origine ethnique et le handicap ; le développement des compétences pour une culture de la démocratie ; ainsi que l'encouragement de l'engagement et de la participation des élèves.

### Boîte à outils EDURES et résultats de la phase pilote

Fondé sur les six principes de résilience pour l'éducation adoptés par les ministres européens de l'Éducation en 2023, EDURES associe des éléments théoriques, des outils pratiques et des instruments d'auto-évaluation afin d'aider les décideurs politiques, les autorités éducatives et les chefs d'établissement à concevoir des stratégies fondées sur la résilience, en s'appuyant sur des approches participatives et fondées sur des données probantes. Dans cette perspective, la boîte à outils accompagne les parties prenantes des systèmes éducatifs des États membres dans le renforcement de la gouvernance scolaire, en fournissant des orientations et des outils concrets. Elle vise notamment à améliorer la préparation des systèmes éducatifs, à éclairer la planification stratégique, ainsi qu'à soutenir le suivi et l'évaluation, afin de favoriser des systèmes éducatifs plus durables, équitables et inclusifs, grâce à des processus participatifs de conception, de mise en œuvre et de maintien de stratégies de résilience pour l'éducation.

Expérimentée dans plusieurs États membres, notamment en Italie et en Albanie, cette approche a été présentée lors du Forum mondial de la démocratie 2025 comme un cadre pratique et prospectif permettant aux systèmes éducatifs de se préparer, de réagir et de se relever face à des situations d'urgence telles que les conflits, les catastrophes naturelles et les pandémies. La boîte à outils contribue également aux efforts internationaux plus larges visant à transformer l'éducation dans les contextes de crise, en s'alignant sur les engagements du Sommet sur la transformation de l'éducation des Nations Unies, notamment l'initiative spécifique « L'éducation dans les situations de crise : un appel à l'action ».

### Carte d'évaluation de l'égalité de genre dans l'éducation

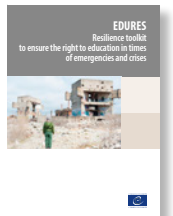
En septembre 2025, la carte d'évaluation de l'égalité de genre dans l'éducation du Conseil de l'Europe a été lancée lors de la session plénière du Comité directeur de l'éducation (CDEDU). L'objectif de cette carte est de fournir aux États membres un instrument concret leur permettant de traduire leurs engagements en actions mesurables et comparables dans le temps en matière d'intégration de la dimension de genre dans l'éducation, contribuant ainsi positivement au fonctionnement des établissements d'enseignement et, plus largement, de la société civile. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2007)13 du Comité des Ministres aux États membres relative à l'approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes dans l'éducation, ainsi que dans le mandat spécifique confié au CDEDU d'élaborer un outil opérationnel permettant de mesurer l'intégration de cette approche dans les systèmes éducatifs, en partenariat avec la Commission pour l'égalité de genre (GEC).



Exemples de politiques et de pratiques dans l'EFP.



Boîte à outils EDURES



Document d'orientation pour l'éducation au développement durable.



### BOÎTE À OUTILS POUR UNE CULTURE SCOLAIRE INCLUSIVE ET DÉMOCRATIQUE



Lutte contre la violence et le harcèlement à l'école.



Lutte contre les discriminations fondées sur l'origine ethnique.



Lutte contre les discriminations et l'exclusion liées au handicap.



Démocratie et compétences pour une culture de la démocratie (CCD).



Renforcement de l'engagement et de la participation des élèves à l'école.

# Enseignement supérieur et formation continue

Le programme d'enseignement supérieur du Conseil de l'Europe aborde les thèmes de la liberté académique, de l'intelligence artificielle, de l'éthique, de la transparence et de l'intégrité dans l'éducation, ainsi que de la reconnaissance des qualifications, y compris la mise en œuvre de la Convention de reconnaissance de Lisbonne. Il réunit des acteurs clés des États membres et des experts internationaux afin d'élaborer des projets et des recommandations de politique publique. Des réunions et des événements réguliers permettent d'examiner et de suivre les processus de mise en œuvre. Les travaux dans le domaine de l'enseignement supérieur sont supervisés par le sous-groupe sur les politiques en matière d'enseignement supérieur, qui comprend 25 membres issus des ministères de l'Éducation chargés de l'enseignement supérieur, ainsi que du monde universitaire et d'ONG internationales. Ce sous-groupe rend compte au Comité directeur de l'éducation (CDEDU) du Conseil de l'Europe.



## Recommandation relative aux qualifications et aux compétences linguistiques des réfugiés en Europe

La Recommandation CM/Rec(2025)6, adoptée par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe le 9 juillet 2025, fournit des orientations aux États membres pour la reconnaissance et la valorisation des qualifications et des compétences linguistiques des réfugiés et des personnes déplacées.

Cette recommandation met l'accent sur des procédures équitables, transparentes et inclusives de reconnaissance des diplômes, y compris dans les cas où la documentation complète n'est pas disponible. Elle souligne également l'importance de soutenir l'intégration linguistique des réfugiés afin de faciliter leur accès à l'éducation, à la formation et à l'emploi. La recommandation propose des mesures de politique publique et des approches coopératives que les États membres peuvent adopter pour renforcer les systèmes de reconnaissance et promouvoir une participation équitable aux sociétés européennes.



← **Recommandation CM/Rec(2025)6 relative aux qualifications et aux compétences linguistiques des réfugiés en Europe.**



### Rapport sur l'érosion de la liberté académique en Europe

Le projet « Mission démocratique de l'enseignement supérieur » a notamment donné lieu au **Rapport sur l'érosion de la liberté académique en Europe**, publié le 25 novembre 2025. Élaboré par des experts indépendants dans le cadre des travaux du groupe d'experts du projet, ce rapport constitue la première analyse consolidée des menaces actuelles pesant sur la liberté académique à travers l'Europe. Il aborde notamment les ingérences politiques et législatives, l'intimidation juridique, y compris les poursuites-bâillons, la censure et l'autocensure, le harcèlement en ligne, ainsi que les pressions liées aux ingérences étrangères et à la répression transnationale.

Au-delà du constat des tendances actuelles, le rapport propose des mesures concrètes visant à renforcer les protections, notamment l'amélioration des garanties juridiques, la mise en place de mécanismes de suivi et d'alerte précoce, ainsi que le renforcement du soutien aux institutions et aux chercheurs. Il constituera un document de référence pour la poursuite de l'élaboration des politiques dans le cadre du projet « Mission démocratique de l'enseignement supérieur » et du Nouveau Pacte Démocratique.



↳  
L'érosion de la liberté académique en Europe

### Série « Perspectives sur la liberté académique »

En complément du rapport, la **série « Perspectives sur la liberté académique »** comprend dix notes d'orientation concises. Chaque note porte sur une thématique prioritaire identifiée par le groupe d'experts et vise à soutenir l'élaboration des politiques, la sensibilisation et le renforcement des capacités des autorités publiques, des établissements d'enseignement supérieur et des partenaires de la société civile. L'ensemble de la série sera disponible sur la page web dédiée.

#### 10 THÉMATIQUES DE LA SÉRIE

- 01 INGÉRENCE POLITIQUE DANS LA LIBERTÉ ACADÉMIQUE.
- 02 POURSUITES-BÂILLONS ET MENACES JURIDIQUES VISANT LES UNIVERSITAIRES.
- 03 LIBERTÉ ACADÉMIQUE DANS UNE PERSPECTIVE DE DROITS HUMAINS.
- 04 RÉPRESSION TRANSNATIONALE ET MENACES À L'ENCONTRE DES CHERCHEURS.
- 05 AUTOCENSURE DANS LE MONDE ACADÉMIQUE : CAUSES ET CONSÉQUENCES.
- 06 INGÉRENCES ÉLECTORALES ÉTRANGÈRES DANS LE MONDE UNIVERSITAIRE.
- 07 HARCÈLEMENT EN LIGNE.
- 08 RESPONSABILITÉS ET OBLIGATIONS DES AUTORITÉS PUBLIQUES.
- 09 RÔLE DU SECTEUR PRIVÉ EN MATIÈRE DE LIBERTÉ ACADÉMIQUE.
- 10 DÉTOURNEMENT DE LA LIBERTÉ ACADÉMIQUE.

#### « PERSPECTIVES SUR LA LIBERTÉ ACADÉMIQUE » S'EST ACCOMPAGNÉE DE DEUX WEBINAIRES

01

02

## Mise en œuvre de la Convention de reconnaissance de Lisbonne

La Convention constitue le principal instrument juridique en matière de reconnaissance des qualifications en Europe. Elle promeut une reconnaissance équitable des qualifications académiques et, à ce jour, elle a été ratifiée par 57 États.

La Convention de reconnaissance de Lisbonne repose sur un ensemble de principes issus de l'acquis du Conseil de l'Europe, notamment la clarté et l'accessibilité, l'inclusivité et la flexibilité, la coordination et la coopération, ainsi que l'intégration facilitée, la portabilité et la continuité. Les sessions du Comité de la Convention se tiennent au moins tous les trois ans. Entre ces sessions, le programme de travail est mis en œuvre par le Bureau de la Convention de reconnaissance de Lisbonne. La dixième session du Comité de la Convention de reconnaissance de Lisbonne s'est tenue le 22 octobre 2025 au siège de l'UNESCO à Paris.

Le Comité a adopté le nouveau Code de bonnes pratiques pour la prestation d'un enseignement transnational. L'enseignement transnational désigne des programmes ou services éducatifs dans lesquels l'apprenant se trouve dans un pays différent de celui où est établi l'établissement diplômant. Le Code révisé traite des défis émergents, notamment la fraude dans l'éducation, l'éthique de l'intelligence artificielle et l'alignement sur les Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies.

Dans une perspective future, le Bureau a annoncé son intention d'élaborer un nouveau texte sur la reconnaissance à l'ère du numérique et de l'intelligence artificielle, en s'appuyant sur le nouveau programme triennal sur l'IA et la reconnaissance des qualifications du Conseil de l'Europe, et en cohérence avec la Convention-cadre sur l'intelligence artificielle et les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit du Conseil de l'Europe.

Le Comité est également convenu de contribuer à l'élaboration de nouvelles orientations dans le cadre de la Convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur de l'UNESCO, afin de clarifier les relations entre les instruments juridiques mondiaux et régionaux en matière de reconnaissance.

Une enquête à venir sur les pratiques nationales relatives aux « différences substantielles » alimentera des recommandations visant à promouvoir des pratiques de reconnaissance plus équitables et plus transparentes dans les différentes régions.



↳ **Convention sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur dans la région européenne.**



↳ **Code de bonnes pratiques pour la prestation d'un enseignement transnational.**



↳ **Convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur de l'UNESCO.**

### Réseaux ENIC et NARIC

Le Réseau européen des centres nationaux d'information sur la reconnaissance et la mobilité académiques (ENIC), géré conjointement par le Conseil de l'Europe et l'UNESCO, travaille en étroite collaboration avec le réseau des centres nationaux d'information sur la reconnaissance académique des diplômés (NARIC), créé en 1984 avec la Commission européenne.

Ensemble, les réseaux ENIC et NARIC forment une communauté professionnelle unique dédiée à la reconnaissance des qualifications. Au fil des années, les centres membres ont développé un langage commun, des pratiques partagées et une solide base de compréhension mutuelle.

La Charte commune **ENIC/NARIC** d'activités et de services, qui définit les principes communs et les normes de qualité des réseaux, a été actualisée et formellement adoptée en 2025 par le Comité de la Convention de reconnaissance de Lisbonne. La gouvernance des réseaux est assurée par le Bureau ENIC et le Conseil consultatif NARIC.

La 32<sup>e</sup> réunion annuelle conjointe ENIC-NARIC s'est tenue à Tirana, en Albanie, du 25 au 27 mai 2025, avec le soutien financier du Conseil de l'Europe. Cette rencontre importante a réuni plus de 150 représentants des réseaux ENIC et NARIC et a constitué un forum essentiel pour l'échange de bonnes pratiques et le renforcement de la coopération dans le domaine de la reconnaissance des qualifications. Le **programme**, particulièrement riche, comprenait une séance plénière et douze ateliers parallèles couvrant un large éventail de thématiques.

Ce format interactif a offert aux participants de précieuses occasions de travailler ensemble sur des défis communs et d'explorer des solutions innovantes dans le domaine de la reconnaissance des qualifications. La 33<sup>e</sup> réunion annuelle conjointe ENIC-NARIC se tiendra du 24 au 26 mai 2026 à Athènes, en Grèce.

### Reconnaissance automatique

Le Comité a décidé de lancer le processus formel de rédaction d'une nouvelle convention, provisoirement intitulée Convention sur les conditions de transparence et d'assurance qualité pour la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur. Son objectif principal est d'établir les conditions et obligations nécessaires pour rendre possible la reconnaissance automatique dans l'ensemble de l'Espace européen de l'enseignement supérieur (EEES).

La nouvelle convention visera à promouvoir le droit des titulaires de qualifications à la reconnaissance automatique et à poser les bases essentielles de transparence, de confiance et de qualité sur lesquelles pourra reposer cette reconnaissance mutuelle. Elle constitue une avancée majeure pour surmonter les obstacles persistants liés au manque de confiance mutuelle dans la qualité des systèmes d'enseignement supérieur et pour renforcer la mise en œuvre des outils du processus de Bologne.

En 2025, le groupe de travail spécial sur la reconnaissance automatique des qualifications, mis en place par le Comité directeur de l'éducation (CDEDU) en 2023, a tenu trois réunions et poursuivi ses consultations avec les parties prenantes concernées. Lors de sa 8<sup>e</sup> session plénière en septembre 2025, le CDEDU a approuvé un projet de texte pour un instrument juridiquement contraignant et a recommandé au Comité des Ministres d'autoriser la rédaction d'un tel instrument, à savoir une convention sur les conditions de transparence et d'assurance qualité pour la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur du Conseil de l'Europe.



↳ **Plus d'informations sur les réseaux ENIC-NARIC**



### IA et reconnaissance des qualifications

Un nouveau programme consacré à l'intelligence artificielle et à la reconnaissance des qualifications a été lancé en 2025. Le groupe de travail établi dans ce cadre a tenu sa première réunion à l'automne 2025. Dans un premier temps, ses membres ont élaboré une enquête visant à analyser l'utilisation des outils d'intelligence artificielle par les centres d'accréditation, les établissements d'enseignement supérieur et les ministères. Cette enquête a pour objectif de cartographier les pratiques actuelles, d'identifier les besoins émergents et d'anticiper les défis potentiels liés à l'intégration de l'intelligence artificielle dans les processus de reconnaissance des qualifications.

### PILIER 2 AMÉLIORER LA RESPONSABILITÉ SOCIALE ET LA RÉACTIVITÉ DE L'ÉDUCATION

## Élaboration de la Charte des droits des étudiants du Conseil de l'Europe

En 2025, le Comité directeur de l'éducation (CDEDU) a poursuivi ses travaux relatifs à l'élaboration de la Charte des droits des étudiants du Conseil de l'Europe, et a approuvé la proposition de créer un groupe de travail de rédaction dédié. La rédaction de la Charte européenne des droits des étudiants sera copilotée par le Conseil de l'Europe et l'Union des étudiants d'Europe, avec une large consultation associant un éventail étendu de parties prenantes.

Un appel à candidatures a ensuite été lancé, et le groupe a été constitué sur la base de propositions émanant à la fois du CDEDU et de l'Union des étudiants d'Europe (ESU). Le groupe de travail a tenu sa première réunion à Paris en juillet 2025. Les premiers résultats de ses travaux ont été présentés au CDEDU en septembre 2025. En particulier, le groupe est convenu que l'élaboration d'une Charte européenne des droits des étudiants permettrait au Conseil de l'Europe de veiller à ce qu'un socle commun de droits, notamment l'accès à une éducation abordable, la liberté académique et une participation effective des étudiants à la gouvernance, soit reconnu, garanti et protégé dans l'ensemble des États membres.

Au cours du second semestre 2025, une série de consultations ciblées des parties prenantes a permis d'affiner les attentes et de préciser les priorités. Ces consultations ont mis en évidence que l'élaboration et l'adoption d'une Charte européenne des droits des étudiants renforcerait la cohérence et la protection

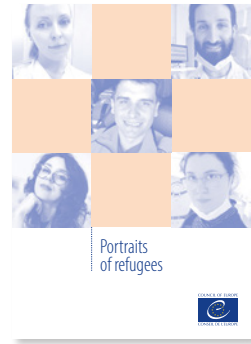
de ces droits à l'échelle européenne, contribuant ainsi à faire progresser les principes démocratiques et les droits humains consacrés par la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH).

Le CDEDU, le groupe de travail et le Secrétariat ont désormais engagé la phase concrète de conceptualisation et de rédaction, avec pour objectif de consolider et de garantir les droits des étudiants à travers l'Europe. Ces travaux visent à faire en sorte que chaque étudiant, indépendamment de son origine ou de son pays de résidence, ait accès à une éducation de qualité, puisse participer de manière démocratique à la vie de sa communauté académique et contribuer aux évolutions de la société, conformément aux valeurs et aux normes du Conseil de l'Europe.

Les travaux se poursuivront tout au long de l'année 2026, en vue de présenter un projet pour première lecture au CDEDU à l'automne 2026.

## Passeport européen des qualifications des réfugiés (EQPR)

Le Conseil de l'Europe gère le **Passeport européen des qualifications des réfugiés (EQPR)** depuis 2017. Cette initiative vise à faciliter la reconnaissance des qualifications des réfugiés en l'absence de documentation justificative complète.



← La publication  
« Portraits de réfugiés »

L'EQPR est un document standard et portable, qui explique les qualifications de son titulaire sur la base des documents disponibles. Même s'il ne constitue pas une reconnaissance formelle des qualifications, l'EQPR présente et résume les informations disponibles concernant le niveau d'instruction de l'intéressé, son expérience professionnelle et ses compétences linguistiques.

En 2025, 24 pays participaient à l'EQPR : Albanie, Allemagne, Andorre, Arménie, Bosnie-Herzégovine, Canada, Croatie, Espagne (depuis 2025), France, Géorgie, Grèce, Irlande, Italie, Lettonie, République de Moldova, Monténégro, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Saint-Marin, Serbie et Royaume-Uni.

Plus de 100 évaluateurs de diplômes des 24 centres nationaux d'information (ENIC) participants sont désormais formés à la méthodologie de l'EQPR fondée sur des entretiens. À ce jour, 1 000 EQPR ont été délivrés.

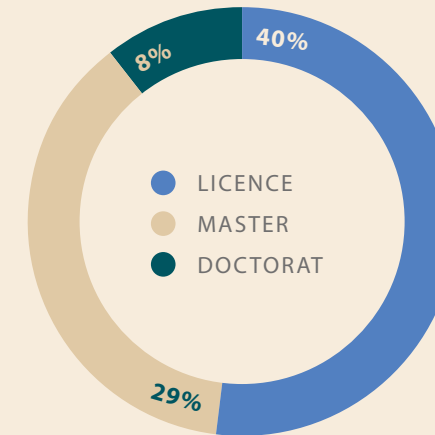
En 2025, le Conseil de l'Europe a mené une enquête sur l'utilisation de l'EQPR, à laquelle ont répondu 336 titulaires d'un passeport représentant plus de 40 nationalités. La plupart des personnes interrogées étaient originaires d'Ukraine, d'Afghanistan, de Syrie, d'Irak, et du Cameroun, et représentaient une population hautement qualifiée : 40 % ont déclaré être titulaires d'une licence, 29 % d'un master et 8 % d'un doctorat. L'enquête a confirmé que l'EQPR était un outil pratique et efficace pour l'intégration dans l'enseignement supérieur et le marché du travail. Selon les résultats, 59 % des personnes interrogées ont utilisé leur EQPR, le plus souvent dans

le pays où il a été délivré. Au total, 65 % des étudiants ont déclaré que l'EQPR les avait directement aidés à accéder à l'enseignement supérieur, tandis que 59 % des personnes interrogées ayant un emploi ont estimé qu'il avait amélioré leurs perspectives d'emploi. Plus de 60 % d'entre elles travaillent aujourd'hui dans leur domaine de qualification initial, ce qui démontre la capacité de l'EQPR à transformer la reconnaissance académique en opportunités réelles. En outre, le taux de satisfaction élevé, 95 % des participants recommanderaient l'EQPR, reflète le succès du programme. L'enquête montre également que plus de 60 % des utilisateurs et utilisatrices de l'EQPR qui travaillent ou étudient sont titulaires d'un certificat linguistique de niveau B2 ou supérieur, ce qui souligne à quel point les compétences linguistiques renforcent l'employabilité et l'intégration.

Le document « Portraits de réfugiés », publié à l'occasion de la Journée mondiale des réfugiés du HCR, est un recueil d'expériences vécues en lien avec l'EQPR. Le récit de chacune des sept personnes interrogées révèle un parcours unique de formation continue et de reprise d'une carrière professionnelle dans le pays d'accueil. Des professionnels de santé fournissant des services essentiels aux communautés jusqu'aux jeunes étudiants poursuivant leurs aspirations dans l'enseignement supérieur, ces parcours illustrent l'impact profond de la reconnaissance des qualifications, de la confiance et du soutien. Les portraits présentés n'offrent qu'un aperçu des multiples façons dont l'EQPR et d'autres initiatives du Conseil de l'Europe ont bénéficié aux personnes ayant dû quitter leur pays d'origine.

### PARTICIPATION ET AMPLEUR

#### NIVEAU DE FORMATION DES PERSONNES INTERROGÉES



# 24

Pays participants en 2025.

# 336

Titulaires de l'EQPR interrogés.

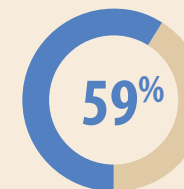
# 100+

Évaluateurs de diplômes des 24 centres ENIC participants.

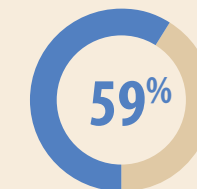
# 1,000+

EQPR délivrés à ce jour.

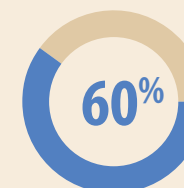
### UTILISATION ET IMPACT DE L'EQPR



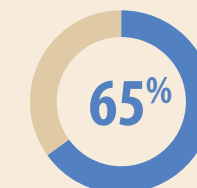
Des personnes interrogées ont utilisé leur EQPR.



Des personnes interrogées ayant un emploi ont déclaré que l'EQPR avait amélioré leurs perspectives professionnelles.



Travaillent aujourd'hui dans leur domaine de qualification initial.



Des étudiants ont déclaré que l'EQPR les avaient directement aidés à accéder à l'enseignement supérieur.

### TAUX DE SATISFACTION

# 95%

RECOMMANDENT L'EQPR



## Plateforme du Conseil de l'Europe sur l'éthique, la transparence et l'intégrité dans l'éducation (ETINED)

La Plateforme **ETINED** est un réseau de spécialistes nommés par les États membres du Conseil de l'Europe et les États parties à la Convention culturelle européenne.

Depuis son lancement en 2015, la plateforme ETINED s'emploie à promouvoir une culture de l'éthique et de l'intégrité dans le secteur de l'éducation. Elle a élaboré des lignes directrices visant à garantir des pratiques éthiques dans la profession enseignante, ainsi que des recommandations ciblées en matière d'intégrité académique, fondées sur des évaluations et des échanges avec les parties prenantes du secteur.

La 9<sup>e</sup> réunion plénière de la plateforme ETINED, tenue les 5 et 6 novembre 2025 à La Valette, a réuni des représentants des États parties, des ONG et des experts de toute l'Europe

afin d'examiner les principaux défis liés à la promotion de l'intégrité et de la transparence dans l'éducation.

Les travaux de la plénière ont notamment donné lieu à un échange approfondi sur les données ouvertes sur l'école, en explorant la manière dont les initiatives de transparence peuvent renforcer les capacités des communautés tout en garantissant le respect de la vie privée et de l'équité. Les discussions ont également porté sur des approches innovantes de prévention et de lutte contre la fraude dans l'éducation, notamment le recours à l'intelligence artificielle pour soutenir l'intégrité académique et l'adoption de mesures juridiques contre les « usines à diplômes », contribuant ainsi aux travaux du Centre pour la prévention et la lutte contre la fraude dans l'éducation. La réunion s'est conclue par un échange prospectif sur les priorités futures d'ETINED, réaffirmant l'engagement de la plateforme en faveur de la coopération, du partage des connaissances et du renforcement de la confiance dans l'éducation en Europe.

### CHIFFRES CLÉS DE LA PLATEFORME ETINED

# 50+

Participants ont assisté à la 9<sup>e</sup> session plénière ETINED, en ligne et en personne.

# 30+

Participants ont pris part à l'atelier « Repérer les faux : lutter contre la fraude dans l'éducation à l'ère du numérique », organisé par la plateforme ETINED dans le cadre de la réunion annuelle ENIC-NARIC à Tirana, 27 mai 2025.

# 100+

Participants en ligne ont pris part à l'EduTalk@CoE sur l'éducation transnationale : défis et opportunités pour l'intégrité académique et l'assurance qualité, organisé en avril 2025.



### Lancement de la série en ligne sur l'enseignement transnational

À la suite de l'EduTalk d'avril 2025, un article corédigé intitulé « In addressing TNE governance challenges, students are key » (Relever les défis de la gouvernance de l'enseignement transnational : le rôle clé des étudiants), avec des contributions de l'UNESCO, de l'ENQA, du CIMEA, du TNE Hub et du Conseil de l'Europe, a été publié dans University World News. Cet article met en évidence la nécessité de dispositifs solides d'assurance qualité, d'une coopération transfrontalière renforcée et de la protection des intérêts des étudiants. En complément, une série de courtes vidéos d'experts a été publiée sur la page LinkedIn dédiée du Service de l'éducation, abordant les principales questions liées à l'enseignement transnational, notamment ses risques, ses opportunités et ses enjeux de gouvernance.



Relever les défis de la gouvernance de l'enseignement transnational : le rôle clé des étudiants.



Garantir la qualité et l'intégrité dans l'enseignement transnational.

### Repérer les faux : lutter contre la fraude dans l'éducation à l'ère du numérique

Lors de la 32<sup>e</sup> réunion annuelle ENIC-NARIC en mai 2025, la plateforme ETINED a proposé un atelier qui a mis l'accent sur la pertinence de ses travaux pour les centres ENIC-NARIC, ainsi que sur l'impact économique et sociétal des « usines à diplômes » et les tendances émergentes liées aux évaluateurs de diplômes frauduleux et aux organismes d'accréditation fictifs.

### EduTalks@CoE

En avril 2025, la plateforme ETINED a organisé un échange en ligne modéré, EduTalks@CoE, intitulé « Garantir la qualité et l'intégrité dans l'enseignement transnational ». Cette discussion a exploré la manière dont les établissements peuvent préserver l'intégrité académique et la qualité tout en développant les opportunités d'enseignement transnational dans un contexte de mondialisation croissante.

## Mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2022)18 sur la lutte contre la fraude dans l'éducation

### Centre pour la prévention et la lutte contre la fraude dans l'éducation

Le Centre a été lancé en juin 2025 dans le cadre d'un protocole d'accord entre le Conseil de l'Europe et le CIMEA (Centre d'information sur la mobilité académique et les équivalences). Il est conçu comme un mécanisme opérationnel commun à tous les États membres du Conseil de l'Europe et s'attaque à un large éventail de pratiques frauduleuses, notamment les usines à diplômes, les fausses qualifications et la déshonnêteté académique. Il fournit des orientations pratiques, des analyses de données et un soutien technique aux autorités nationales et aux acteurs de l'éducation.

### Nouvelle publication : perceptions et sensibilisation des étudiants à la fraude dans l'éducation

Élaboré en partenariat avec le CIMEA (Centre d'information sur la mobilité académique et les équivalences) et la plateforme ETINED, ce rapport s'appuie sur une enquête européenne menée dans 40 pays auprès de plus de 5 000 étudiants de l'enseignement supérieur et examine la manière dont ceux-ci perçoivent, vivent et comprennent la fraude dans l'éducation.

### Nouvelle publication : données ouvertes sur l'école dans les systèmes éducatifs européens

Élaboré en partenariat avec l'Institut international de planification de l'éducation de l'UNESCO (IIPÉ-UNESCO), le rapport analyse la manière dont les données ouvertes sur l'école sont développées et mises en œuvre dans les États parties à la Convention culturelle européenne. Destiné aux décideurs, aux responsables éducatifs, à la société civile et aux partenaires internationaux, il examine les types de données publiques, les modèles de gouvernance, les impacts, les bonnes pratiques ainsi que les obstacles liés aux données ouvertes sur l'école.

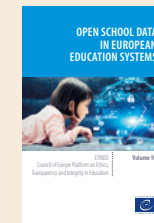
### RESSOURCES EN LIGNE



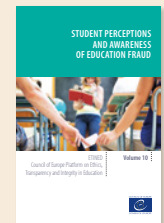
ETINED Vol. 7  
Cadres législatifs, pratiques et instruments.



ETINED Vol. 8  
Glossaire des termes relatifs à l'éthique et à l'intégrité dans l'éducation.



ETINED Vol. 9  
Données ouvertes sur l'école dans les systèmes éducatifs européens.



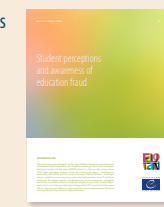
ETINED Vol. 10  
Perceptions et sensibilisation des étudiants à la fraude dans l'éducation.



### FICHES D'INFORMATION SUR L'ÉDUCATION



Données ouvertes sur l'école dans les systèmes éducatifs européens.



Perceptions et sensibilisation des étudiants à la fraude dans l'éducation.



### TRADUCTIONS



Recommandation CM/Rec(2022)18 sur la lutte contre la fraude dans l'éducation  
Anglais · Français · Géorgien · Néerlandais · Hongrois · Italien



Recommandation CM/Rec(2019)9 sur la promotion d'une culture de l'éthique dans le corps enseignant  
Anglais · Français · Géorgien

# Politiques et pratiques linguistiques



L'année 2025 a marqué la deuxième année de mise en œuvre des programmes complémentaires sur quatre ans du Programme des politiques linguistiques et du Centre européen pour les langues vivantes (CELV). Elle a également constitué l'année de clôture de **l'initiative d'expérimentation de la politique romani plurilingue (RPPE)**, lancée en 2022.

La première phase du nouvel outil d'auto-évaluation, destiné à aider les États membres à évaluer leurs points forts et leurs points d'amélioration dans la mise en œuvre de la **Recommandation CM/Rec(2022)1** sur l'importance de l'éducation plurilingue et interculturelle pour une culture de la démocratie, avec un accent particulier sur le premier cycle de l'enseignement secondaire, a été menée à bien. Les travaux se poursuivent actuellement afin de finaliser la version française de cet outil, désormais intitulé « Outil d'enquête pour la réflexion et la planification », et de lancer une campagne de promotion visant à encourager les États membres à l'utiliser, tant pour évaluer l'état des lieux de l'enseignement des langues au niveau national que pour partager des exemples inspirants aux niveaux des politiques publiques, de la formation du corps enseignant et des pratiques de classe. Au total, quinze fiches ont été élaborées pour la boîte à outils associée, couvrant des thématiques allant des langues d'origine à l'évaluation. Une fois finalisées, elles serviront d'éléments de référence pour le Profil européen de l'éducation aux langues et le tableau de bord stratégique, tout en constituant un point d'entrée privilégié pour les États membres en quête de conseils et d'orientations afin de mieux aligner leurs systèmes d'enseignement des langues sur la Recommandation de 2022.

L'aboutissement de l'initiative RPPE a été marqué par un événement d'une journée organisé à Bratislava, réunissant les enseignants des dix établissements participants issus des trois pays concernés (République slovaque, Grèce et Slovénie), les coordinateurs nationaux, le coordinateur académique de l'initiative ainsi que le Secrétariat. Les échanges ont porté sur l'impact, la diffusion et la pérennité du RPPE, et ont inclus un webinaire ouvert au grand public présentant une vue d'ensemble de l'initiative ainsi que

des exemples inspirants d'utilisation de la langue et de la culture romani pour favoriser l'inclusion éducative des élèves roms dans l'enseignement primaire.

Les pages web consacrées au domaine thématique des politiques linguistiques ont été restructurées sur le site du Service de l'éducation afin de mettre à jour les informations, de diffuser les nouvelles publications et de rendre accessibles les différentes versions linguistiques des publications et des outils. Dans ce cadre, sont désormais disponibles sur les pages dédiées : les versions anglaise, française, turque et italienne de la **boîte à outils de soutien linguistique aux migrants (SLM)** publiée en 2024, ainsi que le guide associé ; les versions anglaise, française et néerlandaise des outils et autres ressources développés dans le cadre du projet d'alphabétisation et d'apprentissage d'une seconde langue pour l'intégration linguistique des migrants adultes (**Literacy and Second Language Learning for the Linguistic Integration of Adult Migrants, LASLLIAM**) ; ainsi que les lignes directrices élaborées dans le cadre du **RPPE**. Par ailleurs, le Cadre européen commun de référence pour les langues (CECR) a été mis à jour afin d'intégrer de nouvelles versions traduites du volume complémentaire (2020). Des recueils d'échantillons représentatifs de descripteurs pour jeunes apprenants (7–10 ans et 11–15 ans) ont également été ajoutés au site du **CECR**.

Enfin, une **note conjointe** a été élaborée avec le Réseau européen des migrations (REM) de la Commission européenne et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), intitulée « Mesures de soutien linguistique et d'alphabétisation pour les bénéficiaires adultes de la protection internationale ». Le Programme des politiques linguistiques y a contribué plus particulièrement par ses lignes directrices et ses outils visant à fournir un soutien linguistique aux migrants.

## 2025 : Centre européen pour les langues vivantes (CELV)

La 2<sup>e</sup> année du nouveau programme, l'éducation aux langues au cœur de la démocratie, a été marquée par une intense activité autour des huit projets de développement lancés en 2024. Au total, 216 professionnels des langues, venus de toute l'Europe et au-delà, se sont rendus à Graz pour participer à des réunions de réseaux et à des ateliers de projet portant sur un large éventail de thématiques, notamment la plurilittératie pour la citoyenneté mondiale, la culture de la démocratie pour les jeunes apprenants, les possibilités éducatives offertes par les langues des signes, les compétences du XXI<sup>e</sup> siècle et l'utilisation de l'intelligence artificielle. Au total, 48 activités de renforcement des capacités organisées au niveau national (**Formation et conseil du CELV**) ont été menées dans 29 pays. Par ailleurs, la quatrième édition de l'**Université d'été du CELV** pour les formateurs d'enseignants travaillant dans le domaine des langues, cofinancée par la Commission européenne, a réuni 30 participants issus de 28 pays européens.

Afin d'accroître sa portée et son impact, le CELV a également organisé tout au long de l'année une série de **webinaires** consacrés à des thématiques clés telles que les langues d'origine, l'intelligence artificielle, la médiation, le soutien aux classes multilingues ou encore l'usage des langues dans le milieu professionnel pour les migrants adultes, attirant au total près de 4 000 participants. En février, le Centre a accueilli une délégation turque de haut niveau, conduite par le Président du Conseil de l'éducation, Cihad Demirli, accompagnée de responsables

gouvernementaux et d'experts. Cette visite d'étude, organisée dans le cadre du projet conjoint de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe visant à améliorer la qualité de l'enseignement des langues étrangères en Türkiye, faisait suite à une visite de deux jours au siège du Conseil de l'Europe à Strasbourg. Le volet de la visite à Graz a permis de présenter aux participants l'évolution de l'enseignement des langues au sein du Conseil de l'Europe ainsi que la contribution essentielle du CELV, tout en offrant un retour d'expérience sur la mise en œuvre du Cadre européen commun de référence pour les langues (CECR) et de son volume complémentaire au niveau national, à travers des présentations d'experts d'Autriche, de Slovaquie et de Lituanie. À l'issue de la visite, le Président du Conseil de l'éducation a confirmé le vif intérêt de la Türkiye pour les travaux du Centre ainsi que son intention d'engager les démarches en vue d'adhérer à l'Accord partiel élargi du CELV. Le 25<sup>e</sup> anniversaire de la Journée européenne des langues, célébré le 26 septembre, a été marqué par une forte prise de position politique du Secrétaire Général soulignant l'importance des langues et de leur apprentissage, dans sa déclaration officielle :

*« L'enseignement et l'apprentissage de plusieurs langues ne relèvent pas du luxe culturel, mais d'une nécessité politique : c'est un moyen essentiel de donner vie à l'idéal européen et de renforcer les valeurs pluralistes, inclusives et tournées vers l'avenir qui sont au cœur du projet européen. »*

La devise « Les langues ouvrent les cœurs et les esprits ! » a suscité un intérêt exceptionnel pour la Journée européenne des langues (JEL), avec plus de 8 000 contributions soumises dans le cadre d'un concours d'affiches illustrant ce thème. Par ailleurs, des milliers d'élèves ont participé à l'élaboration et à l'interprétation d'une version véritablement multilingue de l'hymne « Voices of Europe », créé à l'occasion du 25<sup>e</sup> anniversaire de la JEL. Les résultats remarquables de ces initiatives sont disponibles sur le **site web de la JEL**.

Promouvoir l'enseignement et l'apprentissage de plusieurs langues au-delà de l'anglais constitue l'objectif du nouveau **Manifeste de la motivation du CELV**, lancé à l'occasion de la JEL. Ce manifeste est le fruit des travaux d'un groupe de travail conjoint CELV–Commission européenne, qui a analysé les différents facteurs susceptibles d'influencer la motivation des apprenants. Il met en avant la nécessité de créer un écosystème de motivation fondé sur la reconnaissance de la valeur égale de toutes les langues et reposant sur les efforts conjoints et complémentaires d'un large éventail de parties prenantes. Le texte intégral du manifeste est disponible en anglais et en français, et sa brochure en 27 langues.

L'année s'est achevée par un **colloque consacré aux langues régionales et minoritaires (LRM)**, organisé dans le cadre de l'accord de coopération entre le CELV et la Commission européenne. À travers des conférences introductives, des tables rondes, des travaux en groupe et des témoignages vidéo, ce colloque, qui a réuni 50 participants en présentiel et plusieurs centaines en ligne, a examiné l'impact des évolutions démographiques sur la vitalité des LRM dans l'enseignement secondaire. Il a également analysé la manière dont les cadres politiques en mutation influencent leur enseignement et exploré les facteurs susceptibles de motiver les nouveaux arrivants à apprendre ces langues. Cet événement a été suivi de la réunion annuelle du **Forum pour le réseau professionnel**, qui a rassemblé 16 ONG internationales actives dans le domaine de l'enseignement des langues, afin de favoriser

le partage de connaissances et d'informations sur les évolutions majeures avec le CELV. Enfin, à l'approche des fêtes de fin d'année, l'Italie a annoncé son adhésion au Centre, portant ainsi à 37 le nombre total d'États membres : un niveau jamais atteint auparavant.

### CHIFFRES CLÉS

# 163 000+

Ressources du CELV téléchargées.

# 1 750+

Professionnels ont participé aux programmes de développement.

# 4 000

Participants supplémentaires via les webinaires.

# 4.3M

De visiteurs sur le site web en septembre.  
+ 5,2% par rapport à 2024

# 1100

Événements enregistrés dans le calendrier de la JEL.



[www.coe.int/edl](http://www.coe.int/edl)

[f #coeEDL](https://www.facebook.com/coeEDL)

# Enseignement de l'histoire

## PILIER 1

RENOUVELER LA MISSION DÉMOCRATIQUE  
ET CIVIQUE DE L'ÉDUCATION

## PILIER 2

AMÉLIORER LA RESPONSABILITÉ SOCIALE  
ET LA RÉACTIVITÉ DE L'ÉDUCATION

L'année 2025 a marqué le 80<sup>e</sup> anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale, mettant en lumière le rôle essentiel des programmes du Conseil de l'Europe en matière d'enseignement de l'histoire pour favoriser la paix et la compréhension mutuelle en Europe. Dans ce contexte hautement symbolique, les activités de la Division de l'enseignement de l'histoire ont mis l'accent sur la pertinence durable de l'enseignement et de l'apprentissage de l'histoire au XXI<sup>e</sup> siècle. À l'heure d'un monde numérique en rapide évolution et face aux menaces persistantes pesant sur la stabilité démocratique, l'enseignement de l'histoire demeure un fondement essentiel pour développer l'esprit critique des apprenants et renforcer leur attachement à la multiperspectivité et aux droits humains.

## Programme intergouvernemental sur l'enseignement de l'histoire et la mémoire de l'Holocauste

L'année 2025 a vu l'achèvement du sixième Programme intergouvernemental du Conseil de l'Europe sur l'enseignement de l'histoire. Au cours de l'année, les travaux se sont poursuivis sur un nouveau projet de recommandation relatif à l'enseignement de l'histoire à l'ère numérique, qui constitue l'un des principaux résultats de ce programme.

Cette recommandation vise à réaffirmer le rôle de l'enseignement de l'histoire comme pierre angulaire de la promotion des valeurs démocratiques et de la compréhension mutuelle dans les États membres, en proposant des orientations tenant compte des opportunités et des défis spécifiques liés à l'ère numérique.

Le quatrième Forum annuel sur l'enseignement de l'histoire, intitulé « *Où les apprenants rencontrent l'histoire : réaffirmer le rôle de l'enseignement de l'histoire au XXI<sup>e</sup> siècle* », s'est tenu à Budapest du 11 au 13 juin 2025. Cet événement a réuni des autorités publiques, des enseignants, des apprenants, des chercheurs et des associations, qui ont examiné les conditions, les innovations et les cadres nécessaires pour garantir un enseignement de l'histoire de qualité et inclusif.

En ce qui concerne les travaux relatifs à la mémoire de l'Holocauste et à la prévention des crimes contre l'humanité, la Division a participé à plusieurs réunions et événements de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA), représentant le Conseil de l'Europe

en tant que partenaire international permanent de l'IHRA. Lors de la première réunion plénière organisée sous la présidence israélienne en 2025, tenue en ligne du 23 au 26 juin, le comité de l'éducation a examiné des questions telles que la formation des enseignants et les nouveaux défis liés à l'intelligence artificielle. La Division a également pris part à une conférence de l'IHRA coorganisée par le ministère des Affaires étrangères de la République tchèque, les 22 et 23 octobre à Lety (République tchèque), consacrée à la mémoire du génocide des Roms.

Tout au long de l'année 2025, le Secrétariat a également continué de contribuer aux commémorations liées à la mémoire de l'Holocauste dans les États membres, notamment à l'occasion de la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste, le 27 janvier. L'année 2025 a par ailleurs marqué le 10<sup>e</sup> anniversaire de la reconnaissance officielle du 2 août comme Journée européenne de commémoration de l'Holocauste des Roms. Au Conseil de l'Europe, cette journée a été commémorée lors d'une cérémonie organisée le 24 juillet, avec la participation de la présidence maltaise et de la société civile rom.

## Observatoire de l'enseignement de l'histoire en Europe (OHE)

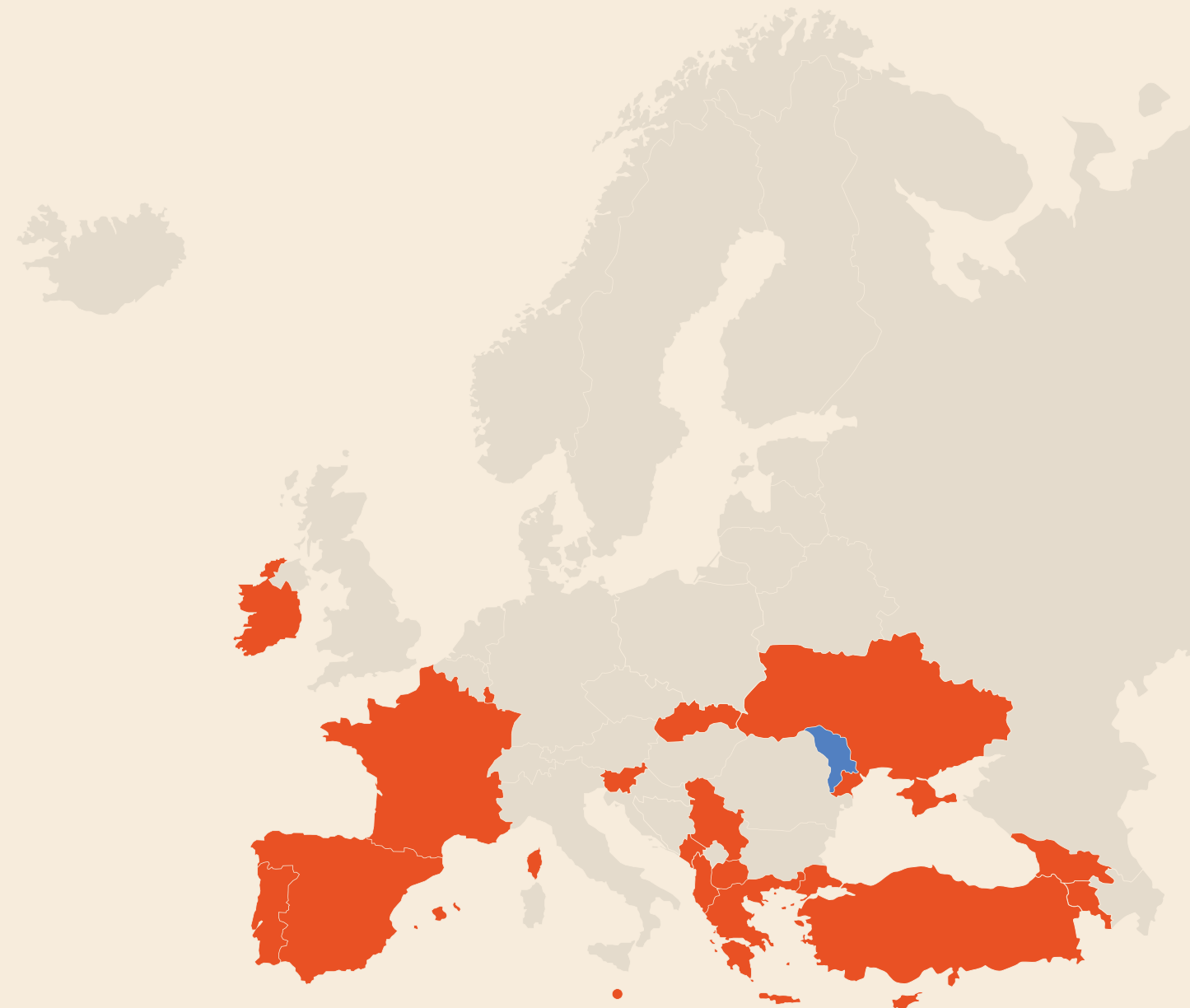
En 2025, l'Observatoire de l'enseignement de l'histoire en Europe a concentré ses travaux sur deux priorités étroitement liées : l'avenir de la démocratie en Europe et la transmission de la mémoire historique.

À l'occasion du 80<sup>e</sup> anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Observatoire a contribué à des commémorations mettant en lumière le rôle de l'éducation et du devoir de mémoire dans le renforcement de la démocratie. Deux initiatives à forte portée symbolique — une visite de travail à Kiev lors du Jour de la Victoire en Europe et un événement intergénérationnel organisé avec la Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe sur le site de l'ancien camp de concentration de Natzweiler-Struthof, en Alsace — ont souligné l'importance durable de l'enseignement de l'histoire en période de conflit et de fragilité démocratique.

L'année 2025 a également été déterminante pour le positionnement stratégique de l'OHE dans la vision plus large du Conseil de l'Europe pour l'avenir de la démocratie. Avec l'adhésion de deux nouveaux États membres (la République slovaque et le Monténégro), l'Observatoire a élargi son champ d'action, renforcé son rôle et contribué activement aux réflexions autour du Nouveau Pacte Démocratique pour l'Europe, en examinant la manière

dont l'enseignement de l'histoire peut soutenir la résilience démocratique et l'engagement civique des jeunes. L'OHE a par ailleurs veillé à associer activement les jeunes à l'ensemble de ses activités, conformément à la stratégie « Priorité aux apprenants » du Service de l'éducation, qui place les apprenants au cœur des politiques éducatives.

Parmi les principales activités menées au cours de l'année figurent la publication d'un rapport thématique sur les crises économiques dans l'enseignement de l'histoire à l'occasion de la 5<sup>e</sup> conférence annuelle de l'OHE, le lancement des travaux de recherche pour le prochain rapport général, ainsi que la préparation d'une étude ad hoc sur l'abolition de la peine de mort telle qu'elle est abordée dans l'enseignement de l'histoire. Parallèlement, les actions de communication, notamment un projet innovant de visualisation de données, ont permis de renforcer la visibilité et l'impact de l'OHE, contribuant ainsi à promouvoir un enseignement de l'histoire éclairé et fondé sur des données probantes au bénéfice des jeunes.



- ÉTATS MEMBRES
- ÉTATS OBSERVATEURS

## Faire progresser l'enseignement de l'histoire grâce à la recherche, aux données et à l'innovation

### Nouveau rapport thématique de l'OHTE : « Les crises économiques dans l'enseignement de l'histoire »

La publication du deuxième rapport thématique de l'OHTE consacré aux crises économiques dans l'enseignement de l'histoire a constitué une étape majeure des travaux de l'Observatoire en 2025. Ce rapport a été officiellement présenté lors de la 5<sup>e</sup> conférence annuelle de l'OHTE.

Il met en évidence que l'étude de ces événements dans une perspective historique permet aux élèves de mieux appréhender des défis similaires aujourd'hui et à l'avenir. L'apprentissage des crises économiques ne se limite pas à l'acquisition de faits et de dates : il contribue également au développement de compétences essentielles à une culture de la démocratie, telles que l'esprit critique, l'empathie à l'égard des personnes confrontées à des situations de difficulté, la tolérance à l'ambiguïté et la capacité à résister aux discours de désignation de boucs émissaires.

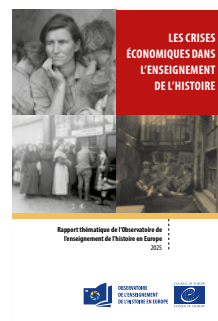
### Visualisation des données : donner une dimension concrète à la mission de l'OHTE

Parallèlement à la publication du nouveau rapport thématique, l'OHTE a lancé son premier tableau de bord interactif, permettant de présenter visuellement les résultats du rapport. Le projet de visualisation des données de l'OHTE rend la mission de l'Observatoire particulièrement concrète : il offre une vue d'ensemble de l'état de l'enseignement de l'histoire en Europe, fondée sur les données recueillies dans le cadre des rapports généraux et thématiques. Cet outil s'adresse en priorité aux chercheurs, journalistes, organisations de la société civile, enseignants et pouvoirs publics souhaitant accéder à des informations détaillées, par pays, sur la manière dont l'histoire est enseignée en Europe. Optimisé pour une utilisation sur ordinateur, il garantit une transparence totale et permet le téléchargement des jeux de données à toutes fins utiles. Tout au long de l'année 2026, d'autres tableaux de bord présentant les rapports précédents de l'OHTE seront progressivement mis en ligne sur le site de l'Observatoire.

### Histolab Digital Hub

Le Histolab Digital Hub, lancé en 2024 dans le cadre du projet conjoint de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe, constitue une plateforme européenne unique favorisant la coopération et l'innovation dans le domaine de l'enseignement de l'histoire. Son réseau, qui compte plus de 250 membres inscrits dans la base de données HISTCONNECT ainsi que près de 500 abonnés à la lettre d'information, témoigne d'un intérêt fort et durable pour l'enseignement de l'histoire en Europe.

Au cœur de cette plateforme se trouve le Resource Hub, qui propose plus de 235 ressources soigneusement sélectionnées couvrant différents aspects de l'enseignement de l'histoire. Les membres contribuent également au calendrier des événements et au tableau d'affichage en partageant des manifestations, des opportunités de recherche et de nouvelles initiatives. L'ensemble de ces informations est compilé dans une lettre d'information mensuelle, principalement destinée aux enseignants, et régulièrement relayé sur les réseaux sociaux.



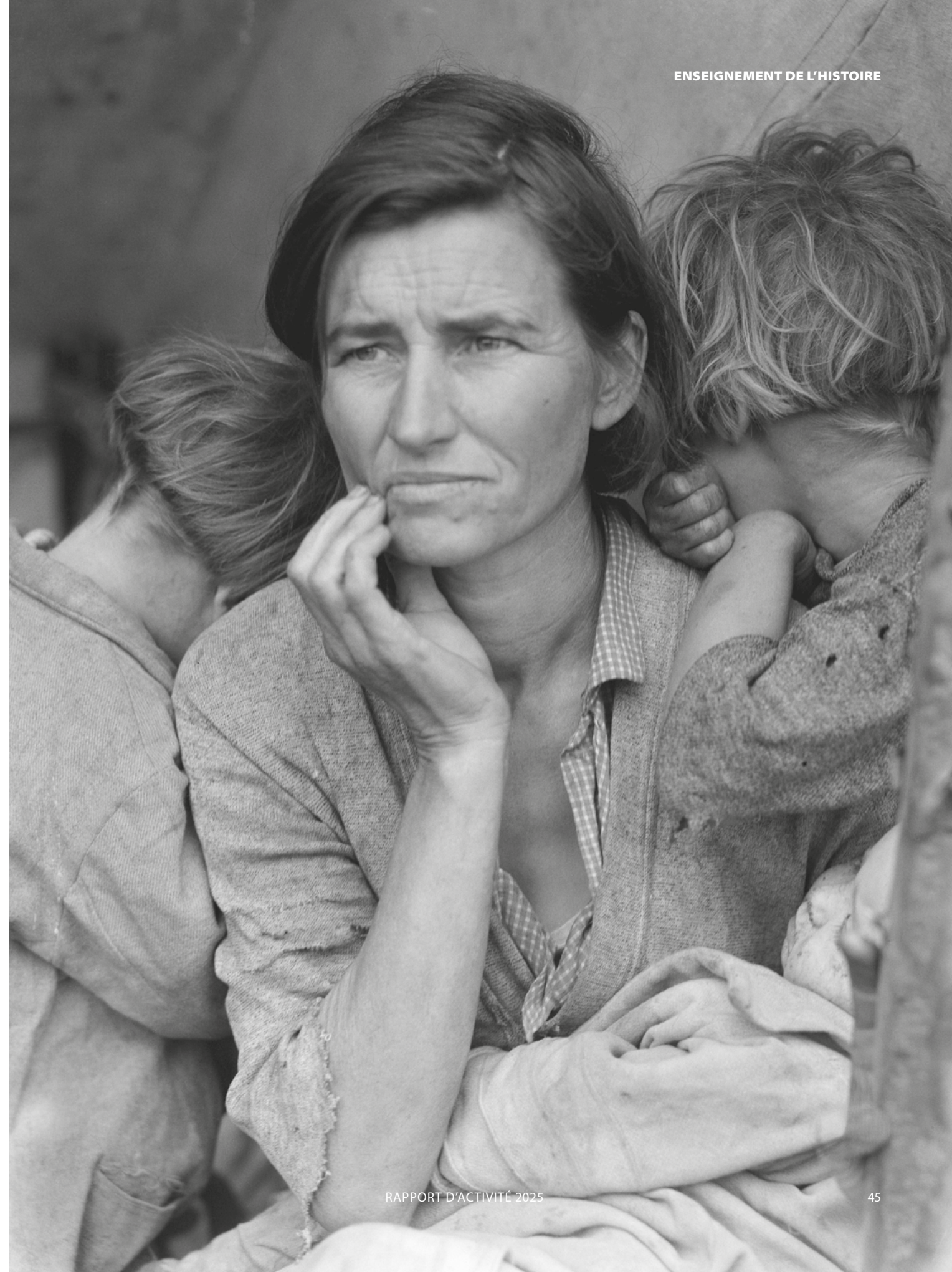
Rapport thématique de l'OHTE 2025



PRINCIPALES CONCLUSIONS



**OHTE**  
dataviz  
www.coe.int/ohte



# Transformation numérique de l'éducation

## Année européenne de l'éducation à la citoyenneté numérique 2025

L'Année européenne de l'éducation à la citoyenneté numérique 2025 a constitué une occasion unique de renforcer la visibilité et l'impact de ce domaine, tout en réaffirmant son importance.

Cette année thématique a offert une plateforme stratégique permettant aux principales parties prenantes issues des secteurs public, privé et de la société civile de collaborer, de définir des objectifs communs et de partager des pratiques porteuses de sens. Elle a également fourni un cadre à la fois ciblé et efficace pour évaluer les avancées réalisées et définir collectivement une feuille de route pour l'avenir de l'éducation à la citoyenneté numérique. Grâce à des efforts coordonnés, l'objectif était de faire progresser ce domaine, en garantissant sa résilience et son efficacité dans un environnement numérique en constante évolution. Dans cette perspective, l'Année européenne 2025 a

réaffirmé la nécessité urgente de faire de l'éducation à la citoyenneté numérique une priorité politique, de renforcer la coopération intersectorielle et de faciliter l'accès de tous les apprenants à des ressources de qualité ainsi qu'à des opportunités d'apprentissage, d'interaction et d'engagement positif. Elle a également servi de vitrine pour l'ensemble des ressources et des connaissances développées à ce jour à l'échelle européenne, tout en appelant à des actions coordonnées et ciblées de la part de l'ensemble des parties prenantes, notamment les jeunes, les décideurs publics, les parents et aidants, les experts et chercheurs, ainsi que les acteurs du secteur éducatif et de la société civile.

*« Le monde numérique n'est pas un avenir auquel se préparer, c'est notre présent commun. La capacité des individus, à tout âge, à y participer de manière éthique, efficace et responsable doit être au cœur de notre agenda démocratique collectif. »*

— **AMB. FRANCESCA CAMILLERI VETTIGER (MALTE)**  
ALLOCATION D'OUVERTURE DU FORUM SUR L'ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ NUMÉRIQUE

### 3 ÉVÉNEMENTS MAJEURS ORGANISÉS DANS LE CADRE DE L'ANNÉE EUROPÉENNE 2025

01

#### Conférence de lancement de l'Année européenne 2025

La conférence de lancement (23-24 janvier 2025, Strasbourg) a permis d'aborder des défis majeurs tels que la communication autour de l'éducation à la citoyenneté numérique, la coopération internationale, la coordination des actions des parties prenantes et l'intégration de la citoyenneté numérique dans les systèmes d'éducation et de formation. Parmi les recommandations formulées figurait l'élaboration d'un document stratégique définissant les orientations futures (« La voie à suivre »).

02

#### Forum européen de l'éducation à la citoyenneté numérique

Le Forum européen (27-28 mai 2025, Strasbourg) s'est concentré sur le renforcement de la coopération entre les différentes parties prenantes afin d'obtenir des résultats concrets, tout en définissant les principaux objectifs stratégiques de la future feuille de route. L'exposition organisée dans ce cadre (DCE Expo) a présenté plus de 100 ressources, imprimées et numériques, visant à soutenir l'apprentissage et le développement des compétences.

03

#### Conférence de clôture «La voie à suivre»

La conférence de clôture (18-19 novembre 2025, Ljubljana) a offert aux partenaires l'occasion de présenter les progrès réalisés en 2025 dans le domaine de l'éducation à la citoyenneté numérique, tout en permettant une première validation, dans un cadre multipartite, du projet de feuille de route pour la période 2027-2031.

Au total, 19 États membres ont présenté des plans d'action comprenant 203 activités à mettre en œuvre dans le cadre de l'Année européenne 2025, par l'intermédiaire du réseau des promoteurs de l'éducation à la citoyenneté numérique. Ces activités se répartissent entre plusieurs axes thématiques : élaboration des politiques et des programmes d'enseignement (14), formation du corps enseignant (34), développement et mise en œuvre de projets (19), sensibilisation et diffusion (117), suivi et évaluation de l'impact (3) et recherche (16).

## Feuille de route du Conseil de l'Europe pour renforcer l'éducation à la citoyenneté numérique (2027-2031)

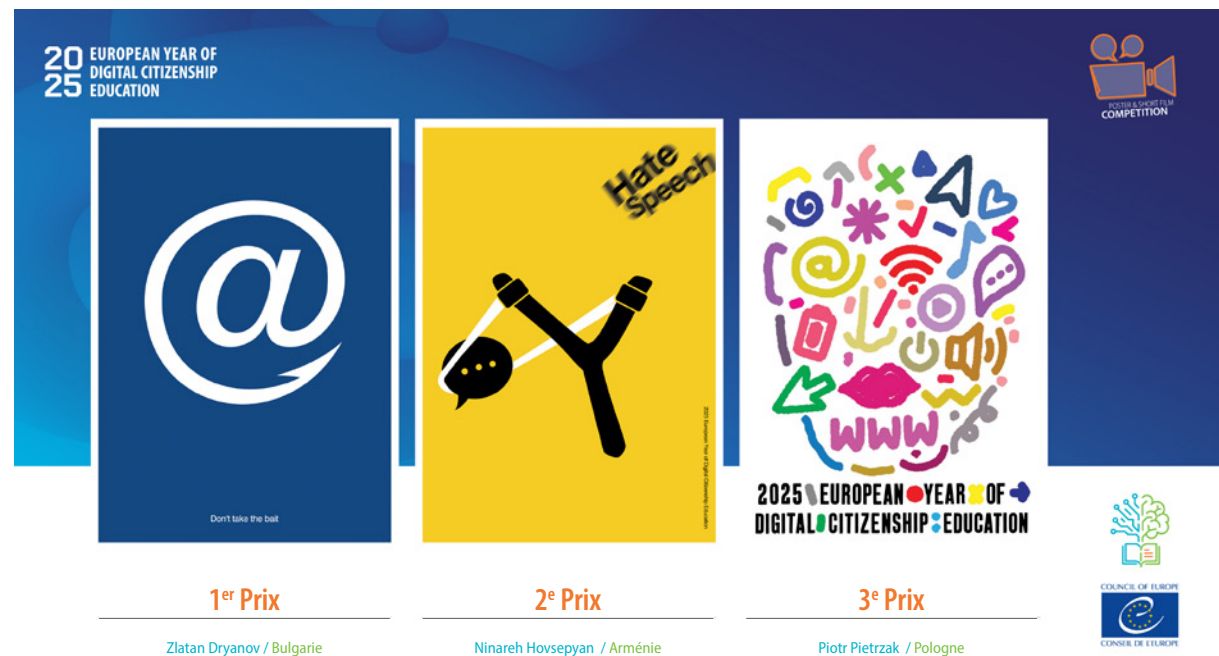
Conformément aux objectifs stratégiques de l'Année européenne 2025, le Service de l'éducation a engagé l'élaboration d'une feuille de route visant à inscrire l'éducation à la citoyenneté numérique en tant que priorité politique à long terme. Cette feuille de route, proposée sur une période de cinq ans, prévoit un ensemble d'initiatives politiques et d'activités programmatiques destinées à autonomiser les apprenants dans l'ensemble des États membres du Conseil de l'Europe, afin qu'ils deviennent des citoyens numériques actifs, responsables et éthiques. La feuille de route s'appuie sur la vision suivante, qui guide son élaboration et sa mise en œuvre :

*Les apprenants en Europe ont les moyens d'agir de manière éthique en tant que citoyens numériques responsables. Ils doivent pouvoir évoluer dans des environnements numériques sûrs, inclusifs et démocratiques, et disposer des compétences nécessaires pour utiliser les technologies avec discernement, établir la confiance et cocréer une société numérique résiliente, caractérisée par une solidarité intergénérationnelle.*

### ACTIONS SPÉCIFIQUES ET ACTEURS RESPONSABLES DÉFINIS SELON QUATRE AXES STRATÉGIQUES :

- 01 RENFORCEMENT DES POLITIQUES EN MATIÈRE D'ECN
- 02 COMMUNICATION ET SENSIBILISATION
- 03 ÉDUCATION ET FORMATION
- 04 ENVIRONNEMENTS D'APPRENTISSAGE ET INFRASTRUCTURES

La feuille de route et sa mise en œuvre s'articulent autour de quatre phases : lancement des politiques, développement des capacités, consolidation et anticipation des évolutions futures.

1<sup>er</sup> Prix

Zlatan Dryanov / Bulgarie

2<sup>e</sup> Prix

Ninareh Hovsepian / Arménie

3<sup>e</sup> Prix

Piotr Pietrzak / Pologne



### Site web de l'Année européenne 2025

Un site internet dédié a été mis en place pour promouvoir l'Année européenne 2025. Il présente les principaux événements, une boîte à outils de communication (incluant les éléments de visibilité tels que logos, charte graphique et bannières), un formulaire de soumission d'actions ainsi qu'un générateur de label permettant aux utilisateurs d'afficher leur soutien à l'Année européenne 2025 sur les réseaux sociaux. Le site met également en valeur les actions soumises et mises en œuvre par les États membres et les autres parties prenantes. Il sera maintenu en 2026 et progressivement transformé en une plateforme virtuelle destinée à soutenir la mise en œuvre de la feuille de route 2027-2031.

### Concours d'affiches et de courts métrages

Un concours d'affiches et de courts métrages créatifs a été lancé afin de favoriser la prise de conscience et l'action autour des enjeux majeurs de la vie numérique. Des esprits créatifs de toute l'Europe se sont attelés à la tâche, ont exploré ces thèmes et ont réalisé des affiches qui reflètent les valeurs et les objectifs de l'éducation à la citoyenneté numérique. Certaines affiches seront exposées en marge du deuxième Forum sur l'éducation à la citoyenneté numérique, qui aura lieu à Strasbourg en mai 2026. Cette exposition entend inciter les enseignants, les responsables politiques et le public à dessiner un avenir numérique plus sûr et plus respectueux.

### PRINCIPALES ACTIVITÉS MENÉES DANS LE CADRE DE L'ANNÉE EUROPÉENNE 2025

- 01 Élaboration du projet de feuille de route 2027-2031.
- 02 Lancement de DCE Planner, outil pratique visant à intégrer la citoyenneté numérique dans les systèmes éducatifs.
- 03 Mise en ligne du site dédié (en anglais et en français) présentant les actualités, profils par pays et cartographie des activités.
- 04 Déploiement d'une stratégie de communication, d'une campagne sur les réseaux sociaux et du label de l'Année européenne.
- 05 Concours international d'affiches et de courts métrages sur la citoyenneté numérique.
- 06 MOOC « Comprendre la citoyenneté numérique ».
- 07 Nouvel épisode de Digi-Nauts consacré à la vie privée et à la sécurité, volume 2 du cahier d'activités et cartes de mise en situation pour deux tranches d'âge (5-9 ans et 10-18 ans).
- 08 Plus de 200 activités dédiées à l'Année européenne, portées par le réseau des promoteurs de l'éducation à la citoyenneté numérique.

## Examen de la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2019)10

Dans sa Recommandation CM/Rec(2019)10 aux États membres sur le développement et la promotion de l'éducation à la citoyenneté numérique, adoptée le 21 novembre 2019, le Comité des Ministres recommande aux gouvernements des États membres « d'examiner au plus tard tous les cinq ans, au niveau du Comité des Ministres, et, si nécessaire, à intervalles plus rapprochés, la mise en œuvre de la présente recommandation et des lignes directrices figurant en annexe... ».

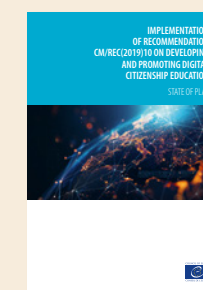
Conformément à cette disposition, le Service de l'éducation a lancé, au dernier trimestre 2024, une étude documentaire et une enquête, afin d'évaluer l'état de mise en œuvre de la Recommandation dans 46 États membres. Les conclusions indiquent que de nombreux États membres, sans nécessairement se référer à la Recommandation du Conseil de l'Europe sur l'éducation à la citoyenneté numérique, ont mis en place des stratégies nationales, des plans d'action, des feuilles de route, des agendas ou des programmes nationaux. Ceux-ci reposent sur divers instruments, notamment des dispositions législatives, des révisions des cadres d'apprentissage, des programmes de financement et des mesures de droit souple. Ces initiatives couvrent des thématiques telles que l'éducation au numérique, les compétences numériques, l'éducation aux médias, la sécurité en ligne, la citoyenneté numérique ou, plus largement, la transformation numérique.

Des efforts notables ont été déployés par les États membres pour recourir à des stratégies variées visant à encourager la participation des parties prenantes dès la phase d'élaboration des politiques d'éducation à la citoyenneté numérique, notamment par le biais de consultations publiques, de groupes de travail représentatifs et de mécanismes de retour d'information associant enseignants, parents et élèves. Néanmoins, les éléments disponibles restent limités quant à l'existence de

mécanismes spécifiques garantissant une représentation équitable et une participation effective de l'ensemble des parties prenantes. L'examen met également en évidence que de nombreux États membres intègrent des dimensions collaboratives dans leurs stratégies numériques globales, en associant souvent des acteurs publics, le secteur privé et la société civile à travers diverses initiatives. Ces démarches constituent des exemples probants de mise en œuvre efficace de l'éducation à la citoyenneté numérique. Par ailleurs, la coopération dépasse le cadre national, les organisations et initiatives internationales jouant un rôle déterminant dans le soutien et la promotion de ces efforts.

Le recours à la formation des enseignants pour promouvoir l'éducation à la citoyenneté numérique demeure encore peu documenté, bien que plusieurs États membres offrent des exemples encourageants. Certains ont intégré ces principes dans des programmes formels, proposant à la fois des formations initiales et continues, tandis que d'autres développent des initiatives ciblées dans le cadre de dispositifs de perfectionnement professionnel ou de stratégies plus larges d'éducation au numérique. De nombreux pays poursuivent actuellement l'adaptation de leurs approches et prévoient de renforcer leurs actions de formation dans les années à venir. Des profils par pays couvrant 38 États membres sont disponibles sur le site de l'Année européenne 2025.

Cinq États membres, à savoir la Belgique, la France, l'Islande, Malte et la Moldova, font explicitement référence à la Recommandation sur l'éducation à la citoyenneté numérique ou aux principes du Conseil de l'Europe dans leurs documents de politique publique ou leurs programmes d'enseignement.



MISE EN ŒUVRE DE LA CM/REC(2019)10



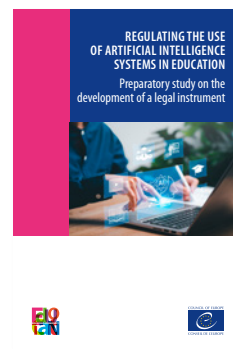
Le Service de l'éducation a organisé sept sessions de consultation en ligne les 5 et 6 mai 2025, réunissant plus de 80 parties prenantes afin de recueillir leurs observations sur le projet de recommandation relatif à la culture de l'intelligence artificielle pour les droits humains, la démocratie et la capacité d'agir. Les participants ont examiné le concept proposé par le Conseil de l'Europe ainsi que les principes d'une approche centrée sur l'humain en matière de culture de l'IA, et ont partagé leurs points de vue au moyen d'un sondage anonyme. Par ailleurs, 120 participants en présentiel ont pris part à des sessions interactives organisées dans le cadre de la conférence.



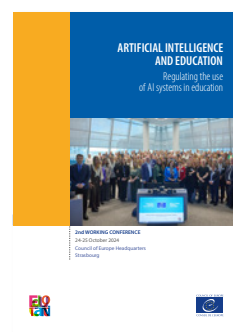
## Compas du Conseil de l'Europe pour l'IA et l'éducation

Les 8 et 9 octobre, le Conseil de l'Europe a organisé sa troisième conférence de travail sur l'intelligence artificielle dans l'éducation, intitulée « Garantir une éducation de qualité à l'ère de l'IA – Présentation du Compas du Conseil de l'Europe pour l'IA et l'éducation ». Cet événement a réuni des experts désignés par les gouvernements, des représentants du monde académique et de la société civile, afin d'affiner les initiatives menées par le Service de l'éducation.

ÉTUDE PRÉPARATOIRE 2024



2<sup>e</sup> CONFÉRENCE DE TRAVAIL



Le Compas du Conseil de l'Europe pour l'IA et l'éducation vise à traduire les normes du Conseil de l'Europe en actions concrètes. Il proposera des orientations structurées destinées à aider les États membres, les établissements d'enseignement, les enseignants, les étudiants et les acteurs du secteur privé à mettre en œuvre des usages de l'intelligence artificielle responsables, éthiques et centrés sur l'humain dans l'éducation, conformément aux principes des droits humains, de la démocratie et de l'État de droit. Le Compas aidera également les États membres à définir des objectifs communs afin d'éviter la fragmentation, tout en clarifiant les orientations à suivre et les articulations entre les différentes actions.



## Quatre principes essentiels pour l'intégration de l'intelligence artificielle dans l'éducation

Quatre axes fondamentaux apparaissent comme déterminants pour garantir que l'intégration de l'intelligence artificielle dans l'éducation contribue à promouvoir et à protéger les droits humains, la démocratie et l'État de droit, tout en donnant aux apprenants, aux éducateurs et aux institutions les moyens d'agir grâce à une utilisation et une compréhension de l'IA responsables, centrées sur l'humain et alignées sur les valeurs.

### 01 — Régulation et gouvernance

Cet axe porte sur la mise en place de garanties appropriées avant l'utilisation des systèmes d'IA dans l'éducation, ainsi que sur l'instauration d'une gouvernance démocratique afin de veiller à ce que les priorités éducatives prévalent sur les logiques d'intégration technologique. Une **étude préparatoire** (2024) et la **2<sup>e</sup> Conférence de travail** (octobre 2024) ont jeté les bases d'un projet d'instrument juridique visant à encadrer l'usage de l'IA dans l'éducation. La boîte à outils sur l'IA et l'éducation (en cours d'élaboration) offre un appui stratégique et opérationnel aux décideurs publics, aux prestataires d'éducation, aux chefs d'établissement et aux administrateurs, ainsi qu'aux enseignants. Structurée autour de trois domaines, à savoir la gouvernance, l'éducation et la culture de l'IA, elle propose des outils permettant aux parties prenantes de répondre aux défis concrets posés par l'IA dans l'éducation.

### 02 — Éducation à l'IA

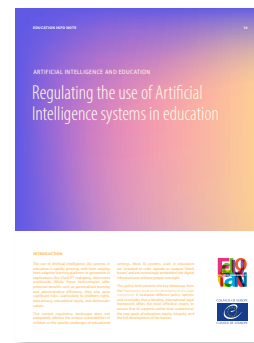
Cet axe renvoie à « l'éducation, la formation et la sensibilisation » et se concentre principalement sur la culture de l'IA, entendue comme reposant sur trois dimensions : technologique (le fonctionnement de l'intelligence artificielle et ses modalités de développement), pratique (les usages efficaces de l'IA) et humaine (l'impact de l'IA sur les individus, les droits humains, la démocratie et l'État de droit). La dimension humaine, souvent insuffisamment prise en compte, est au cœur de la conception proposée de la culture de l'IA, pour

trois raisons : I) garantir que celle-ci intègre pleinement les valeurs fondamentales du Conseil de l'Europe ; II) remédier au manque d'attention qui lui est généralement accordé ; et III) tenir compte du fait que les connaissances techniques et les compétences pratiques en matière d'IA deviennent rapidement obsolètes. Un projet de recommandation du Comité des Ministres sur la culture de l'IA a été élaboré et présenté lors de la 8<sup>e</sup> réunion plénière du CDEDU en septembre 2025.

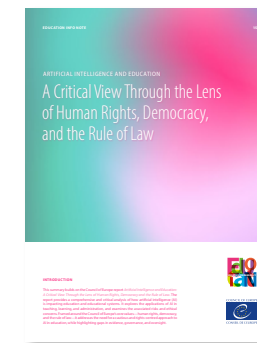
### 03 — Éducation avec l'IA

Cet axe concerne l'élaboration de lignes directrices, ainsi que de ressources et d'outils pratiques, destinés à accompagner les enseignants dans une utilisation de l'IA fondée sur des données probantes et conforme aux principes de responsabilité. Les 8 et 9 octobre 2025, le Conseil de l'Europe a organisé sa troisième conférence de travail intitulée « **Garantir une éducation de qualité à l'ère de l'IA – Présentation du Compas du Conseil de l'Europe pour l'IA et l'éducation** », marquant le lancement officiel de ce Compas. Réunissant des experts gouvernementaux, des représentants du monde académique et de la société civile, la conférence a favorisé l'apprentissage mutuel, le dialogue politique et la planification concrète de la mise en œuvre. Avec 120 participants présents sur place, les échanges ont mis en évidence la nécessité d'un cadre de régulation fondé sur les droits humains, spécifiquement adapté au secteur de l'éducation et orienté vers le renforcement des capacités, en cohérence avec les normes internationales. Les participants ont

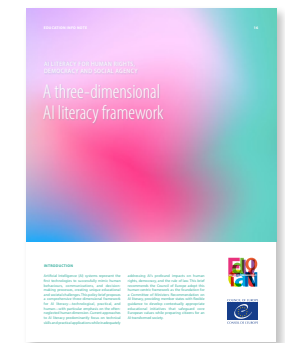
## EDUCATION INFORMATION NOTES



➤ RÉGLEMENTER L'UTILISATION DES SYSTÈMES D'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE DANS L'ÉDUCATION.



➤ UNE VISION CRITIQUE À TRAVERS LE PRISME DES DROITS HUMAINS, DE LA DÉMOCRATIE ET DE L'ÉTAT DE DROIT.



➤ LA CULTURE DE L'IA : UN CADRE EN TROIS DIMENSIONS POUR LES DROITS HUMAINS, LA DÉMOCRATIE ET L'AGENTIVITÉ SOCIALE.



souligné l'importance de disposer d'un cadre commun pour l'IA dans l'éducation, afin d'éviter la fragmentation des normes, de répondre aux inégalités et aux pressions commerciales, et de renforcer la confiance, l'innovation et la compatibilité transfrontalière. Ils ont également relevé plusieurs défis, notamment les fractures numériques, l'évolution du rôle des enseignants et la limitation des ressources disponibles. Les discussions ont insisté sur le fait que la culture de l'IA devrait s'appuyer sur les initiatives existantes en matière de compétences numériques et d'éducation aux médias, afin d'éviter les doublons et la surcharge des programmes. Elles ont également souligné que la régulation de l'IA dans l'éducation doit être ancrée dans les normes relatives aux droits humains et soutenue par la mise en œuvre d'instruments existants tels que la Convention-cadre sur l'intelligence artificielle, le règlement sur l'IA et le RGPD. La conférence a réaffirmé que l'objectif de l'Europe n'est pas de contrôler la technologie, mais d'en orienter l'usage à la lumière de valeurs communes ; que l'éducation doit demeurer un bien public et non un terrain d'expérimentation pour les algorithmes ; et que toute innovation pertinente repose sur la confiance, la transparence, l'inclusion et une coopération intersectorielle renforcée.

Les prochaines étapes pour la période 2026–2027 comprennent la mise en place du comité EDU-IA, la finalisation de la boîte à outils stratégique et du cadre de référence pour la culture de l'IA, l'avancement du projet initial de recommandation, l'élaboration d'un cadre européen de référence pour l'évaluation des technologies éducatives, la préparation d'une proposition d'instrument juridique, le lancement de travaux sur des lignes directrices relatives aux données éducatives et à leur analyse, ainsi que la rédaction d'un livre blanc sur la profession enseignante à l'ère numérique.

### 04 — Recherche et données probantes

Cet axe concerne l'évaluation des technologies éducatives avant leur introduction dans les systèmes d'enseignement public, ainsi que l'étude et l'analyse de leurs effets après leur déploiement. Une **étude de faisabilité** menée en 2025 a recommandé la mise en place d'un cadre européen de référence pour l'évaluation des technologies éducatives, y compris l'intelligence artificielle, afin de garantir des pratiques d'évaluation fondées sur les droits, cohérentes et équitables dans l'ensemble des États membres.

# PROGRAMMES DE COOPÉRATION ET DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS



# Albanie

Le projet « Renforcer l'éducation à la citoyenneté démocratique en Albanie » est mis en œuvre par le Conseil de l'Europe avec le financement de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (Sida) et se poursuivra jusqu'en 2026. Il bénéficie d'un budget total de 2 259 700 euros.



En 2025, le projet est passé d'une phase de renforcement des capacités à une phase axée sur l'harmonisation des politiques publiques de haut niveau, l'intégration du numérique et la résilience du système éducatif. Conformément à la Stratégie pour l'éducation 2024-2030 du Conseil de l'Europe, et en appui à la mise en œuvre de l'Année européenne de l'éducation à la citoyenneté numérique ainsi qu'aux cibles 4.7, 16.7 et 16.a des Objectifs de développement

durable, l'Albanie — avec le soutien du projet — a lancé son premier plan d'action national pour l'éducation à la citoyenneté numérique et célébré la Journée nationale de la citoyenneté le 16 novembre. Le projet a continué d'accompagner les autorités albanaïses et les acteurs de l'éducation afin d'intégrer les compétences pour une culture de la démocratie dans les programmes nationaux et de renforcer la préparation institutionnelle face aux crises.

## PILIERS ET RÉALISATIONS

01

### Appui aux politiques et résilience institutionnelle

#### Modernisation des programmes

La discipline « éducation à la citoyenneté » a été révisée afin de l'aligner sur le Cadre de référence des compétences pour une culture de la démocratie (CRCCD) du Conseil de l'Europe. De nouveaux contenus intégrant l'éducation à la citoyenneté numérique et l'éducation aux médias pour les classes de CP, de sixième et de seconde ont été officiellement adoptés en octobre 2025.

#### Enseignement supérieur

Un document d'orientation a été élaboré pour soutenir l'intégration de l'éducation à la citoyenneté numérique et des normes éthiques dans les stratégies universitaires.

#### Projet pilote EDURES (préparation aux situations de crise)

La boîte à outils « Résilience de l'éducation en période d'urgence et de crise » a été testée auprès de plus de 100 parties prenantes, parmi lesquelles le ministère de l'Éducation, le Médiateur, la municipalité de Durrës, l'Agence nationale de protection civile, la Croix-Rouge albanaïse ainsi que dix établissements scolaires. Ce projet pilote a mis en évidence un fort engagement opérationnel, tout en révélant certaines fragilités financières, ce qui a conduit à l'élaboration d'une feuille de route en faveur d'un financement public durable. Les résultats ont été présentés lors du 13<sup>e</sup> Forum mondial de la démocratie à Strasbourg.

02

### Gouvernance démocratique de l'école

#### Réseau d'écoles

Le réseau d'écoles engagées dans la gouvernance démocratique a été étendu à 75 établissements répartis dans 23 villes, selon le modèle d'école comme centre de la vie communautaire.

#### Laboratoire de culture de la démocratie

Des laboratoires de culture de la démocratie ont été mis en place dans 17 établissements pilotes, servant d'espaces d'expérimentation pour la gouvernance scolaire, la participation des élèves et un engagement sûr dans les environnements numériques.

#### Initiatives portées par les jeunes

« Never Violence » (« Jamais de violence ») : 2 900 élèves ont été mobilisés dans des actions de lutte contre le harcèlement, avec l'appui du Guide professionnel récemment élaboré à destination des équipes de lutte contre le harcèlement. « Learning from the Past » (« Apprendre du passé ») : en partenariat avec l'AIDSSH, cette initiative a favorisé l'éducation aux droits humains par l'histoire, notamment à travers des visites de sites mémoriels tels que la prison de Spaç.

## BUDGET TOTAL

# 2 259 700 €

03

### Développement professionnel des enseignants

#### Institutionnalisation

Dans le prolongement de la coopération active menée dans le cadre du projet, les autorités éducatives ont diffusé des lignes directrices à destination des directions locales de l'éducation en vue d'institutionnaliser le Réseau des enseignants pour la culture de la démocratie (TeacherNet), garantissant ainsi sa pérennité.

#### Renforcement des capacités

La communauté TeacherNet, forte de plus de 400 enseignants, est restée active. Plus de 500 professionnels ont été formés à l'intégration des compétences pour une culture de la démocratie dans les pratiques pédagogiques quotidiennes.

## CHIFFRES CLÉS

### PROFESSIONNELS FORMÉS

**500+** Personnels enseignants et administratifs formés aux compétences pour une culture de la démocratie.

### PARTICIPATION DES ÉLÈVES

**2 900** Élèves directement impliqués dans les actions de lutte contre le harcèlement « Never Violence ».

### ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE

**350** élèves ont participé aux visites de sites dans le cadre de « Learning from the Past ».

### INFRASTRUCTURE

**17** laboratoires de culture de la démocratie créés.

### PORTÉE DU RÉSEAU

**75** établissements appliquant les principes de gouvernance démocratique des écoles.



# Bosnie-Herzégovine

L'initiative « Une éducation de qualité pour tous – Bosnie-Herzégovine » s'inscrit dans le programme conjoint du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne « Facilité horizontale pour les Balkans occidentaux et la Türkiye ».

Ce projet, mis en œuvre de janvier 2023 à décembre 2026, vise à améliorer la qualité de l'éducation par l'intégration d'une culture de la démocratie et la lutte contre les discriminations. Doté d'un budget total de 810 000 euros, il joue un rôle essentiel dans la promotion d'une éducation inclusive et démocratique, ainsi que dans l'intégration du Cadre de référence des compétences pour une culture de la démocratie (CRCCD) au sein du système éducatif, des établissements scolaires

et de leurs communautés élargies. À ce titre, il soutient l'alignement des politiques éducatives du pays sur les normes européennes et vise à renforcer la coordination entre les ministres de l'Éducation concernés et les différentes parties prenantes en Bosnie-Herzégovine. En coopération avec l'Union européenne, les Nations Unies et l'OSCE, le projet participe également à l'élaboration de programmes en faveur d'une éducation de qualité pour la période 2026-2036.

“

Grâce à un engagement politique soutenu, à une coordination accrue entre les autorités éducatives à tous les niveaux et à des actions ciblées de renforcement des capacités des établissements scolaires et des enseignants, le Conseil de l'Europe accompagne la Bosnie-Herzégovine dans la mise en œuvre concrète de politiques éducatives inclusives, en les traduisant en environnements d'apprentissage de qualité pour tous les apprenants.

”

## Dialogue de haut niveau pour améliorer la qualité de l'éducation

En septembre 2025, le Conseil des ministres de Bosnie-Herzégovine a examiné et adopté le rapport sur le niveau de mise en œuvre des recommandations de politique publique assorties d'une feuille de route pour l'amélioration de l'éducation inclusive en 2024. À cette occasion, il a invité les principales autorités éducatives à intensifier leurs efforts en vue de l'application de cette feuille de route, réaffirmant ainsi l'engagement du pays en faveur de l'amélioration de la qualité de l'éducation et du développement de politiques d'éducation inclusive. En amont de ces discussions, le projet a organisé une session de renforcement des capacités à l'intention des autorités éducatives, afin de consolider leurs compétences en matière de suivi de l'application de la feuille de route. Le Conseil de l'Europe continue de réunir les autorités éducatives de l'État, des entités, des cantons et du district de Brčko, en favorisant le dialogue et la coordination, et en veillant au maintien d'un engagement durable en faveur de l'amélioration de la qualité de l'éducation pour tous les apprenants.

## Centres de ressources pour une culture scolaire démocratique : des relais de diffusion des bonnes pratiques

Cinq centres de ressources dédiés à la culture scolaire démocratique ont été mis en place à travers la Bosnie-Herzégovine. Conçus comme des pôles de formation, ils favorisent une éducation de qualité en s'appuyant sur des mécanismes de mentorat entre pairs au sein des établissements scolaires. Ils contribuent également à la diffusion des bonnes pratiques au sein de leurs communautés en soutenant l'élaboration de projets de petite et moyenne envergure, mis en œuvre conjointement par les équipes éducatives et les élèves. Ces initiatives visent à répondre à des défis concrets et à produire des changements positifs tangibles tant au niveau des établissements que dans leur environnement élargi.

## Poursuite du renforcement des capacités des enseignants

Le Conseil de l'Europe a poursuivi les sessions de renforcement des capacités destinées aux enseignants issus de communautés diverses, en les dotant d'outils essentiels pour promouvoir une culture de la démocratie au sein de leurs établissements et au-delà. Une série de formations approfondies, incluant des sessions de formation de formateurs, a été organisée afin de consolider la compréhension du Cadre de référence des compétences pour une culture de la démocratie (CRCCD) par les enseignants et de renforcer la capacité des établissements à devenir des centres de ressources efficaces pour la culture scolaire démocratique.

BUDGET TOTAL

**810 000€**

# Géorgie

La deuxième phase du projet « La démocratie commence à l'école – Faire participer les élèves aux processus de prise de décision dans les écoles et les communautés » a été lancée en janvier 2024 dans le cadre du Plan d'action du Conseil de l'Europe pour la Géorgie 2024-2027. Le projet, financé par la contribution volontaire de la Direction suisse du développement et de la coopération (DDC) à hauteur de 1 500 000 euros, soutient la participation des élèves aux processus décisionnels dans les écoles et les communautés, ainsi que le développement des compétences pour une culture de la démocratie, conformément aux normes du Conseil de l'Europe et aux politiques éducatives de la Géorgie.

## Soutien aux écoles pour la mise en place d'une gouvernance scolaire démocratique

En 2025, le Conseil de l'Europe a continué d'accompagner 61 établissements d'enseignement en Géorgie dans la mise en place d'une gouvernance scolaire démocratique et le renforcement de la participation des élèves. Une série de séances de coaching en ligne adaptées aux besoins individuels des écoles a été organisée pour soutenir la mise en œuvre des plans d'action de chaque école en matière de participation des élèves.

D'après les données recueillies au moyen d'outils de suivi et d'évaluation, depuis mars 2025, 345 projets et activités scolaires ont été mis en œuvre dans les 61 écoles. Parmi eux, 111 étaient des projets menés à l'échelle de la collectivité, offrant aux élèves la possibilité de participer à des processus décisionnels plus larges, au-delà du cadre scolaire. Les élèves ont activement contribué aux dialogues collectifs, aux activités de sensibilisation à l'écologie et aux initiatives conjointes avec les parties prenantes locales. Ils ont ainsi développé des compétences, telles que la responsabilité

sociale et l'engagement civique, y compris la coopération avec les représentants de la collectivité, la participation à des débats et des compétences de communication plus solides pour exprimer leurs idées en public. Afin de réfléchir à cette expérience, à l'apprentissage entre pairs et aux échanges entre pairs, une conférence de travail réunissant 120 représentants de 44 écoles participantes a été organisée les 19 et 20 juillet 2025 à Tbilissi. Les séances interactives et les ateliers thématiques proposés ont couvert des sujets clés, tels que la participation et les initiatives des élèves, l'éducation aux médias, la gestion de projets, l'engagement des parents, l'alignement des plans d'action des écoles sur les normes nationales relatives à la participation des élèves, la mobilisation des ressources et les nouveaux plans d'action.

## Compétences civiques et participation des jeunes

Le Conseil de l'Europe s'est associé à l'ONG Research-Intellectual Club « Dialogue of Generations » (RICDOG), qui a organisé deux séries de stages « Champions de l'éducation civique » afin de renforcer la participation civique des jeunes. 254 jeunes issus de 12 communes de

la région d'Iméréthie ont renforcé leurs compétences en matière de culture de la démocratie en concevant et en mettant en œuvre 235 initiatives et 705 activités dans leurs écoles et leurs collectivités, acquérant ainsi une expérience pratique en matière de leadership, d'engagement civique et de coopération avec les parties prenantes locales.

## Développement professionnel et ressources pour soutenir la gouvernance scolaire démocratique

Le Conseil de l'Europe a lancé le développement d'une série de ressources pour aider les établissements d'enseignement à mettre en pratique des aspects spécifiques de la gouvernance scolaire démocratique. Quatre grands domaines thématiques ont été identifiés sur la base d'enquêtes et de discussions avec les représentants des établissements : la participation des élèves, les partenariats communautaires, les pratiques parentales et inclusives et le développement des ressources numériques. Les ressources sont élaborées dans le cadre d'un processus participatif par des groupes de travail composés d'experts du Conseil de l'Europe et de représentants des écoles, ce qui garantit leur pertinence, leur appropriation et leur durabilité. Les ressources seront distribuées dans les écoles de tout le pays.

En outre, le Conseil de l'Europe a lancé l'élaboration d'un programme de formation sur la gouvernance scolaire démocratique, fondé sur l'approche globale de l'école. Le programme, conforme aux normes du Conseil de l'Europe en matière de gouvernance scolaire démocratique et de compétences pour une culture de la démocratie, intègre le développement professionnel des responsables d'établissement et des enseignants. Il sera expérimenté au début de l'année 2026 et diffusé sous la forme d'une formation en ligne et de nombreuses ressources multimédias.

## BUDGET TOTAL

# 1 500 000€



# Moldova

BUDGET TOTAL

## 1 400 000€

Le Conseil de l'Europe met en œuvre la Phase II du projet « Éducation pour la démocratie en République de Moldova », depuis 2023, dans le cadre de ses plans d'action pour la République de Moldova 2021-2024 et 2025-2028. Le projet est financé par la contribution volontaire de la Direction suisse du développement et de la coopération (DDC) à hauteur de 1 400 000 euros. Il contribue à renforcer la capacité du système éducatif moldave à préparer les élèves à devenir des citoyens engagés qui adhèrent aux valeurs européennes communes dans le contexte des efforts d'intégration du pays à l'UE.

### « Les valeurs qui nous unissent »

#### première leçon de l'année scolaire 2025 – 2026

À la demande du ministère de l'Éducation et de la Recherche de la République de Moldova, le Conseil de l'Europe a soutenu l'élaboration de plans d'action et supports d'information pour la première leçon de l'année scolaire 2025-2026 intitulée « Les valeurs qui nous unissent ». Les ateliers de formation organisés ont réuni près de 3 000 enseignants et responsables d'établissement. Dispensée dans tous les établissements d'enseignement primaire et secondaire de la République de Moldova le premier jour de l'année scolaire, la leçon a encouragé les élèves à réfléchir aux valeurs du Conseil de l'Europe – démocratie, droits humains, diversité, solidarité, et à la manière dont ces valeurs peuvent s'appliquer en milieu scolaire.

#### Intégration des compétences pour une culture de la démocratie dans les politiques et pratiques éducatives

À la suite du lancement d'un nouveau processus de réforme des curricula à la fin de l'année 2024, le Conseil de l'Europe a apporté son soutien au groupe de travail ministériel qui élaborera le nouveau curriculum en matière d'éducation à la citoyenneté, conformément à l'approche

et aux normes du Conseil de l'Europe fondées sur les compétences. Un grand nombre d'experts nationaux formés par le Conseil de l'Europe sur le CRCCD ont participé aux deux premières phases du processus d'élaboration des curricula - l'élaboration du cadre national des curricula et de la méthodologie d'évaluation, ainsi que l'examen et l'évaluation des matières actuelles. Parallèlement, le Conseil de l'Europe a continué de soutenir l'intégration transversale du CRCCD dans différentes matières scolaires. Un projet de lignes directrices méthodologiques comprenant environ 500 sujets interdisciplinaires alignés sur tous les domaines du curriculum pour les niveaux d'enseignement primaire et secondaire a été élaboré et discuté avec les enseignants lors de consultations en ligne en groupes de discussion. Les lignes directrices constituent un outil précieux pour les éducateurs qui cherchent à enrichir leurs pratiques d'enseignement en mettant l'accent sur la culture de la démocratie, ce qui fait du CRCCD une ressource vivante, prête à être utilisée en classe.

Enfin, le Conseil de l'Europe a contribué à l'élaboration de la méthodologie d'évaluation fondée sur les descripteurs de la matière « Développement personnel », sur la base du CRCCD. La méthodologie, officiellement approuvée par le ministère de l'Éducation et de la Recherche, a été déployée dans tous les établissements d'enseignement



### CHIFFRES CLÉS

PROFESSIONNELS FORMÉS

## 3,000

Enseignants et responsables d'établissements formés dans le cadre d'ateliers en ligne.

RÉFORME DES PROGRAMMES

## +500

Thématiques interdisciplinaires élaborées.

INFRASTRUCTURES

## 41

Établissements scolaires accompagnés en Moldova.

CONFÉRENCE DE CLÔTURE

## 100

Participants à la conférence de clôture (directeurs d'établissements, enseignants et élèves).

PORTÉE DU RÉSEAU

## 100%

Des établissements d'enseignement secondaire appliquent les nouveaux descripteurs d'évaluation en « développement personnel ».

secondaire de la République de Moldova. Pour soutenir sa mise en œuvre, le Conseil de l'Europe a formé plus de 5 000 enseignants et directeurs d'établissement dans tout le pays, renforçant ainsi l'éducation démocratique et fondée sur les compétences au niveau national.

#### Soutien aux écoles pour la mise en place d'une gouvernance scolaire démocratique

Le Conseil de l'Europe a continué de fournir un soutien personnalisé à 41 établissements scolaires de République de Moldova pour la mise en œuvre des politiques et des pratiques de gouvernance scolaire démocratique,

conformément aux lignes directrices méthodologiques élaborées au cours de la phase précédente du projet. Il s'est associé à l'ONG Child Rights Information Centre (CRIC), qui a accompagné des établissements scolaires pendant deux ans dans le cadre d'ateliers en ligne, d'un mentorat personnalisé et de séances de réflexion sur des projets communautaires menés par les élèves pour les écoles. En novembre 2025, une conférence de clôture a réuni 100 directeurs d'école, enseignants et élèves des écoles participantes afin de réfléchir aux résultats du projet, à son impact et aux enseignements, ainsi qu'aux moyens de pérenniser les pratiques établies au sein des établissements.

# Monténégro

À travers deux projets complémentaires, le Conseil de l'Europe accompagne le Monténégro dans le renforcement de systèmes éducatifs inclusifs, démocratiques et sûrs, en répondant à la fois à des réformes structurelles et à des défis urgents tels que l'intégrité académique, la citoyenneté numérique, l'inclusion des apprenants vulnérables ainsi que la prévention du harcèlement et de la violence en milieu scolaire. Mis en œuvre dans le cadre de la Facilité horizontale pour les Balkans occidentaux et la Türkiye, ainsi qu'au moyen d'un appui bilatéral ciblé, ces initiatives associent élaboration de politiques publiques, renforcement des capacités, recherche et actions de sensibilisation. Elles visent à promouvoir une éducation de qualité pour tous les apprenants, à renforcer la résilience du système éducatif et à garantir des environnements d'apprentissage sûrs, éthiques et participatifs.

## CHIFFRES CLÉS

BUDGET TOTAL	<b>€1,35 M</b>	Budget global combiné : 850 000 € – Une éducation de qualité pour tous. 500 000 € – Prévenir le harcèlement et la violence à l'école.
ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ NUMÉRIQUE	<b>169,000+</b>	Personnes sensibilisées dans le cadre d'une campagne nationale.
RECHERCHE ET DONNÉES PROBANTES	<b>6,000+</b>	Répondants à une étude nationale sur le harcèlement, le cyberharcèlement et la violence entre pairs.
INNOVATION	<b>2</b>	2 Initiatives d'innovation portées par des jeunes : <b>Equal Hack:</b> Code for Equality. <b>SafeHack:</b> Code for a Space Without Violence (en cours / à venir).
SENSIBILISATION DES MÉDIAS	<b>20</b>	Journalistes formés au traitement responsable des questions de violence en milieu scolaire.

## PROJET N° 1 Une éducation de qualité pour tous

**BUDGET TOTAL 850 000€**

Le projet « Une éducation de qualité pour tous » au Monténégro, mis en œuvre dans le cadre du programme conjoint de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe « Facilité horizontale pour les Balkans occidentaux et la Türkiye », s'étend de 2023 à 2026. Il vise à promouvoir une éducation de qualité, non discriminatoire, pour tous les apprenants au Monténégro, en s'appuyant sur des principes inclusifs, démocratiques et éthiques. Le projet met également l'accent sur le renforcement des mécanismes de réponse aux situations d'urgence, tant dans l'enseignement préuniversitaire que dans l'enseignement supérieur.

### Intégrité académique

Des avancées significatives ont été réalisées dans la consolidation des cadres relatifs à l'intégrité académique dans l'enseignement supérieur. L'Université du Monténégro a finalisé des documents de gouvernance essentiels, assurant une meilleure conformité avec les réglementations institutionnelles et nationales, notamment la législation sur l'intégrité académique. Parallèlement, un programme de formation de formateurs consacré à l'éthique académique a été lancé en coopération avec l'UNESCO et l'IRAFPA, permettant de doter les enseignants d'outils et de méthodologies avancés pour promouvoir l'intégrité et les normes éthiques au sein des établissements d'enseignement supérieur.

### Promotion de l'éducation inclusive et de la citoyenneté numérique

Le projet a contribué à renforcer les compétences inclusives et démocratiques au sein des communautés scolaires grâce à des activités interactives impliquant enseignants, parents et élèves de différentes régions. Ces actions ont permis d'approfondir la compréhension de l'éducation aux médias, de la désinformation, de la violence entre pairs et de l'usage sûr du numérique, tout en favorisant des approches globales à l'échelle de l'établissement. Une campagne nationale de sensibilisation à l'éducation inclusive et aux comportements numériques responsables a touché plus de 169 000 personnes, principalement via les réseaux sociaux, suscitant un fort engagement grâce à des contenus visuels et des messages ancrés dans les droits humains.

### Autonomisation des étudiants ayant des besoins éducatifs particuliers et promotion de l'égalité

En 2025, le Conseil de l'Europe a intensifié son action en faveur des étudiants ayant des besoins éducatifs particuliers à travers deux nouvelles initiatives de sensibilisation dans l'enseignement supérieur : l'une consacrée à la promotion de services de soutien inclusifs, l'autre à l'intégrité académique. Désormais engagées dans leur phase de mise en œuvre, elles ont donné lieu à l'approbation des notes conceptuelles et à la publication des appels d'offres. Ces démarches s'inscrivent dans la continuité de la coopération avec les universités pour améliorer l'accessibilité, promouvoir l'égalité et garantir la pleine participation des étudiants issus de groupes marginalisés à la vie académique. La Journée de l'inclusion ainsi que des activités d'innovation à destination des jeunes ont continué de promouvoir la coopération, l'équité et des environnements scolaires plus sûrs.

### Renforcement de la résilience et systèmes éducatifs

Les travaux visant à renforcer la résilience des établissements scolaires ont progressé avec l'achèvement de l'analyse nationale sur la résilience des écoles en situation d'urgence, qui contribuera à améliorer la préparation du système éducatif monténégrin. Par ailleurs, des activités de renforcement des capacités ont permis d'accroître la capacité des enseignants et du personnel éducatif à appliquer des principes inclusifs et des compétences démocratiques, contribuant ainsi à la création d'environnements d'apprentissage sûrs, participatifs et favorables au bien-être de tous.

## PROJET N° 2 Prévenir le harcèlement et la violence à l'école

Le projet « Prévenir le harcèlement et la violence à l'école », financé par l'Allemagne, a débuté le 1<sup>er</sup> décembre 2024. D'une durée de 24 mois et doté d'un budget de 500 000 euros, il vise à renforcer les dispositifs de protection des enfants contre le harcèlement et la violence entre pairs. Le projet favorise la coopération, renforce les politiques publiques et développe les capacités des acteurs concernés grâce à des consultations d'experts, des réunions de parties prenantes ainsi que des visites dans les établissements scolaires et les centres sociaux. Une feuille de route, couvrant le court, le moyen et le long terme, permettra d'assurer un impact durable, en contribuant à la création d'un environnement scolaire sûr et bienveillant pour tous.

### Lancement du projet à haut niveau

Le projet a été officiellement lancé à Podgorica le 30 janvier 2025. Plus de 60 participants – représentants des ministères et institutions publiques concernés, du Parlement, du corps diplomatique, ainsi que d'organisations internationales et non gouvernementales – ont pris part à cet événement. Celui-ci a été marqué par les interventions du ministre de l'Éducation, des Sciences et de l'Innovation du Monténégro, du chef du Service de l'éducation du Conseil de l'Europe et d'autres hauts responsables, qui ont souligné l'importance des enjeux traités par le Conseil de l'Europe.

### Analyse documentaire sur la violence en milieu scolaire

Un état des lieux des parties prenantes, des recherches existantes, des analyses, des conclusions, des rapports et d'autres documents pertinents relatifs à la violence en milieu scolaire au Monténégro a été réalisé. Cette analyse a permis d'identifier les actions déjà menées dans ce domaine, ainsi que de définir des priorités pour la période à venir et pour la mise en œuvre du projet.

### Renforcement de la coopération intersectorielle

Afin de renforcer la coopération entre les secteurs, un groupe de travail élargi a été constitué, réunissant des représentants des institutions et organisations concernées.

Sa première réunion s'est tenue le 11 avril 2025 ; elle a permis de présenter les résultats de l'analyse documentaire et d'annoncer le lancement de la préparation de l'étude nationale. Les réunions de ce groupe de travail ont vocation à favoriser les échanges d'informations et d'expériences, ainsi qu'à définir des actions conjointes pour la prévention de la violence en milieu scolaire.

### Renforcement des données pour la prévention du harcèlement et de la violence

Une étude nationale sur le harcèlement, le cyberharcèlement et la violence en milieu scolaire au Monténégro a été menée. L'objectif était d'évaluer la prévalence, les formes et les facteurs du harcèlement et de la violence entre pairs parmi les élèves des établissements d'enseignement primaire et secondaire. L'étude a concerné plus de 6 000 répondants et servira de base à l'élaboration de politiques publiques et de lignes directrices fondées sur des données probantes pour prévenir la violence. Elle s'est appuyée sur des méthodes de recherche quantitatives et qualitatives, impliquant des élèves, des enseignants et des parents, ainsi que des représentants des institutions et organisations concernées. Le processus a inclus l'élaboration d'une méthodologie complète ainsi que l'organisation de six réunions régionales réunissant les chefs d'établissement et les coordinateurs de l'ensemble des écoles du Monténégro.

### Journée de l'inclusion célébrée à Podgorica

Le Bureau du Conseil de l'Europe à Podgorica, en coopération avec l'Assemblée de la capitale Podgorica, et en partenariat avec le ministère de l'Éducation, des Sciences et de l'Innovation ainsi que l'ONG Parents Association, a célébré la Journée de l'inclusion. À cette occasion, une table ronde a été organisée sur le thème de la violence entre pairs en milieu scolaire et de ses effets d'exclusion des enfants de leur environnement scolaire et social. L'objectif était d'attirer l'attention sur l'ampleur croissante de ce phénomène dans les établissements scolaires et leurs alentours, tout en soulignant l'importance d'une action concertée pour y faire face. Le phénomène a été examiné sous différents angles, et des pistes de solutions ainsi que des recommandations ont été conjointement formulées en vue de renforcer les actions de prévention et de réponse à la violence. L'événement a été organisé en synergie avec le projet de la Facilité horizontale « Une éducation de qualité pour tous ».

### Renforcement des capacités des médias en matière de traitement de la violence

Environ 20 journalistes monténégrins ont bénéficié d'une formation consacrée au traitement médiatique des questions de violence entre pairs et de violence en milieu scolaire. Cette formation visait à fournir aux professionnels des médias des lignes directrices claires afin de ne pas porter atteinte aux droits de l'enfant dans leur travail, mais aussi de garantir une couverture adaptée, évitant d'alimenter la violence ou d'influencer négativement le développement des enfants.

### Mobiliser la technologie, l'espace numérique et la créativité pour réduire la violence

Dix équipes de lycéens monténégrins ont participé au hackathon « SafeHack : Code for a Violence-Free Space ». Grâce au travail en équipe et à la créativité, les élèves

ont développé des solutions innovantes, numériques et autres, visant à promouvoir des comportements positifs et à favoriser des environnements scolaires exempts de violence. Par cette initiative, les jeunes ont contribué à la construction de communautés où chacun se sent en sécurité, respecté et libre d'exprimer ses opinions sans crainte de violence ou de harcèlement. Cette activité a été mise en œuvre en partenariat avec le projet de la Facilité horizontale « Une éducation de qualité pour tous ».

**BUDGET TOTAL 500 000€**



# Macédoine du Nord

Le projet « Une éducation de qualité pour tous – Macédoine du Nord », doté d’un budget total de 800 000 euros et financé par l’Allemagne, a permis au Conseil de l’Europe de poursuivre, en 2025, la promotion d’une éducation démocratique, inclusive et multiculturelle, en cohérence avec les réformes nationales et les normes du Conseil de l’Europe. S’appuyant sur le rapport de situation, le projet a apporté un soutien ciblé à l’élaboration de la nouvelle Stratégie nationale pour l’éducation 2026–2032, en formulant des recommandations d’experts portant notamment sur la gouvernance démocratique des établissements scolaires, la non-discrimination, les programmes d’enseignement et le développement professionnel des enseignants. Ces contributions ont été examinées et adoptées avec les parties prenantes nationales lors du deuxième atelier national, organisé en novembre 2025.

## Renforcement des capacités et accompagnement des établissements scolaires

Tout au long de l’année 2025, le projet a proposé des formations avancées et un accompagnement à plus de 250 enseignants issus de 25 écoles pilotes, renforçant ainsi les compétences nécessaires à la promotion d’une culture de la démocratie et d’une pédagogie inclusive. Les supports de formation nationaux, destinés à être mis à disposition du public, sont en phase finale de préparation et de diffusion en ligne, afin d’en permettre une utilisation élargie au-delà du réseau pilote. En septembre 2025, le c a été officiellement créé, offrant un cadre pérenne d’échange entre pairs et de soutien à une approche globale de la gouvernance démocratique des établissements.

## Réforme des programmes d’enseignement

Le projet a poursuivi son appui à la réforme des programmes de l’enseignement primaire en intégrant le

Cadre de référence des compétences pour une culture de la démocratie (RFCDC) dans l’ensemble des disciplines, et en fournissant des orientations ainsi que des exemples d’activités pédagogiques pour faciliter leur mise en œuvre au niveau des établissements scolaires.

## Suivi de l’arrêt de la Cour européenne des droits de l’homme dans l’affaire Elmazova et autres c. Macédoine du Nord

En 2025, le projet a intensifié son soutien aux autorités nationales et locales pour l’exécution de cet arrêt. Une deuxième table ronde, organisée à Veles en juin 2025, a permis de formuler des recommandations concrètes visant à prévenir la ségrégation et à renforcer l’égalité d’accès à une éducation de qualité. Le projet a également contribué, par des analyses de politiques publiques, un appui à la coordination et des recommandations, à une étude de faisabilité menée à Bitola et Štip, renforçant ainsi la coopération institutionnelle dans ce domaine.

## PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS 2025

- 01 Contribution à l’atelier national des parties prenantes sur la nouvelle Stratégie pour l’éducation 2026–2032.
- 02 2<sup>e</sup> table ronde consacrée à l’arrêt Elmazova de la Cour européenne des droits de l’homme.
- 03 Création du Réseau des écoles démocratiques et inclusives.
- 04 Universités d’été à destination des enseignants et des élèves.
- 05 Élaboration et promotion de supports de formation nationaux accessibles au public, en collaboration avec les écoles pilotes.

## BUDGET TOTAL

800 000€

## CHIFFRES CLÉS

- 250+ ENSEIGNANTS FORMÉS ET ACCOMPAGNÉS.
- 25 ÉCOLES PILOTES IMPLIQUÉES.
- 2 TABLES RONDES ORGANISÉES.
- 3 SITES CONCERNÉS PAR LES ACTIONS DE SUIVI VELES · BITOLA · ŠTIP
- 1 ATELIER NATIONAL DES PARTIES PRENANTES SUR LA STRATÉGIE POUR L’ÉDUCATION.



# Serbie

En République de Serbie, le projet est reconnu comme revêtant une importance majeure (les formations officielles ayant été inscrites sur la liste des priorités nationales du ministre). Les décideurs politiques et les autorités publiques se sont pleinement appropriés ses résultats, en assurant leur financement, en proposant leur intégration à plus grande échelle et en s'appuyant sur les acquis du projet.

## CHIFFRES CLÉS

BUDGET TOTAL	<b>€1,65 M</b>	Budget combiné : 1 000 000 € – Une éducation de qualité pour tous. 650 000 € – Prévenir le harcèlement et la violence entre pairs dans les écoles.
RECHERCHE ET DONNÉES PROBANTES	<b>5,200+</b>	Répondants à l'étude nationale sur la violence entre pairs et le bien-être des élèves.
PROFESSIONNELS FORMÉS	<b>80+</b>	Enseignants, psychologues et membres du personnel scolaire formés.
IMPACT AU NIVEAU DES ÉTABLISSEMENTS	<b>95%</b>	Des participants déclarent une amélioration de leur confiance et de leurs compétences.
GOUVERNANCE	<b>20</b>	Conseillers externes pour la culture de la démocratie reconduits dans leurs fonctions.
RÉSEAUX SCOLAIRES	<b>36</b>	Établissements mentors chargés de la diffusion, et 180 établissements supplémentaires identifiés pour le déploiement du CRCCD (2025).

## PROJET N° 1 Une éducation de qualité pour tous BUDGET TOTAL 1 000 000€

Le projet « Une éducation de qualité pour tous » en Serbie s'inscrit dans le cadre du programme conjoint de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe « Facilité horizontale pour les Balkans occidentaux et la Türkiye » (2023-2026), doté d'un budget de 1 000 000 euros. Il vise à améliorer la qualité de l'éducation en favorisant une culture de la démocratie et l'inclusion dans le système éducatif formel.

### Intégration durable du CRCCD dans le système éducatif et les programmes scolaires

Le ministère de l'Éducation a reconduit 20 conseillers externes pour la culture de la démocratie à l'école, issus de 36 établissements mentors, témoignant d'une appropriation pleine et entière par l'État et d'une approche systémique de la mise en œuvre du CRCCD. En collaboration avec des acteurs locaux, le Conseil de l'Europe a adapté les descripteurs du CRCCD au contexte national serbe, établissant une bonne pratique en matière d'intégration du Cadre dans les États membres du Conseil de l'Europe telle que présentée dans les **Lignes directrices stratégiques pour l'intégration du Cadre de référence dans certaines disciplines des programmes nationaux**. Le ministère de l'Éducation a également créé une **page consacrée à la culture de la démocratie dans l'éducation**, tandis que le Conseil de l'Europe soutient la pérennité des actions via le **portail national de l'éducation**. Cette plateforme centralise les ressources pertinentes et propose un outil reposant sur l'intelligence artificielle permettant de générer des plans de cours personnalisés favorisant les compétences pour une culture de la démocratie. Par ailleurs, le ministère de l'Éducation a adressé une lettre à l'ensemble des établissements scolaires, soulignant l'importance du CRCCD du Conseil de l'Europe.

### Actions de terrain et diffusion à l'échelle nationale des principes du CRCCD

Un nouveau programme de formation consacré au CRCCD et aux compétences transversales a été élaboré, en présentiel et en ligne, afin de soutenir l'éducation à la démocratie à tous les niveaux. En 2025, les 36 écoles mentors ont identifié 180 établissements supplémentaires afin d'assurer la diffusion des formations relatives au

CRCCD et d'accompagner la mise en œuvre d'une approche globale à l'échelle de l'établissement.

### Commémoration d'un événement tragique en Serbie

En mai 2025, le ministère de l'Éducation de la République de Serbie a organisé la Semaine du souvenir et de la solidarité, inspirée par la recommandation ministérielle de 2024 relative au CRCCD. À cette occasion, des établissements mentors, tels que l'**école primaire Radoje Domanović à Niš**, ont promu l'empathie et la tolérance à travers des activités à fort impact.

### Intégration du CRCCD dans l'enseignement supérieur

La matière optionnelle « Droits de l'enfant et compétences pour une culture de la démocratie dans les écoles maternelles », dispensée dans les établissements d'enseignement supérieur, a été soumise à accréditation afin de garantir que les futurs enseignants acquièrent les compétences nécessaires à la mise en œuvre du CRCCD avant leur entrée dans la profession. Par ailleurs, le programme de troisième cycle « Culture, identité et apprentissage interculturel », destiné aux enseignants en formation initiale, contribuera à un effet multiplicateur et soutiendra une approche systémique de l'intégration du CRCCD.

### Visibilité et rayonnement

Le Conseil de l'Europe a maintenu une forte présence au niveau local et sur les réseaux sociaux, et a produit des récits d'impact humain avec deux écoles mentors, mettant en lumière les effets du projet sur les enseignants, les élèves, les parents et les communautés locales. Les activités menées en Serbie ont également suscité un intérêt au-delà de l'Europe, avec la visite de deux universités japonaises venues étudier l'intégration du CRCCD.



## PROJET N° 2 Prévenir le harcèlement et la violence à l'école

Le projet « Prévenir le harcèlement et la violence entre pairs dans les écoles » en Serbie vise à créer des environnements scolaires sûrs et inclusifs en luttant contre le harcèlement et la violence entre élèves, conformément aux normes et pratiques européennes. Mis en œuvre de janvier 2024 à décembre 2025, il est financé par l'Allemagne à hauteur de 650 000 euros.

L'initiative visait à accompagner les décideurs, les institutions et les professionnels de l'éducation dans l'application des cadres politiques existants en matière de prévention de la violence entre pairs, tout en consolidant les connaissances et les compétences du personnel éducatif afin de favoriser un environnement d'apprentissage plus sûr. En articulant réformes des politiques publiques, renforcement des capacités des professionnels de l'éducation et mobilisation du public, le projet a contribué à définir une nouvelle référence pour la création d'environnements d'apprentissage sûrs et bienveillants en Serbie.

### Coopération et partenariats

Le projet a bénéficié de partenariats solides avec des acteurs clés aux niveaux national et international, notamment le ministère de l'Éducation de la Serbie, l'Institut pour la qualité et l'évaluation de l'éducation, l'Institut pour l'amélioration de l'éducation et l'Institut de santé mentale, garantissant ainsi l'alignement sur les priorités nationales et les réformes éducatives en cours.

BUDGET TOTAL

**650 000€**

## RÉSULTATS 2025

### Renforcement des équipes scolaires pour une prévention efficace de la violence

Plus de 80 enseignants, psychologues scolaires et autres membres du personnel éducatif ont été dotés d'outils pratiques et fondés sur des données probantes pour renforcer la sécurité, l'inclusion et le bien-être des élèves en classe. Grâce à des sessions de formation adaptées, les participants ont amélioré leur capacité à identifier et à traiter les risques de manière précoce, 95 % d'entre eux indiquant que ces outils sur mesure avaient significativement renforcé leur confiance et leurs compétences dans la mise en œuvre de mesures de prévention efficaces au quotidien. En conséquence directe, 36 plans d'action au niveau des établissements scolaires ont été élaborés pour la prévention de la violence, chacun reposant sur des données probantes issues de l'étude nationale sur la violence entre pairs et le bien-être des élèves.

### Rapport national de recherche et synthèse des résultats

Un rapport national de recherche complet ainsi qu'une synthèse des résultats ont été élaborés et publiés. Ils intègrent les contributions de plus de 5 200 élèves, parents et membres du personnel scolaire, ainsi qu'une analyse de la violence numérique, y compris les risques liés à l'intelligence artificielle, des éclairages sur la violence fondée sur le genre, et des comparaisons entre établissements concernant le climat scolaire, les facteurs de

victimisation et l'efficacité des programmes de prévention existants.

### Renforcement d'une approche fondée sur des données probantes pour améliorer la prévention de la violence et le bien-être des élèves

Mené entre mai et octobre 2025, ce travail a permis à la Serbie de disposer, pour la première fois, de recommandations politiques et d'une feuille de route complètes et fondées sur des données probantes, élaborées à l'issue d'un vaste processus participatif associant les principales parties prenantes du secteur éducatif, notamment les décideurs politiques, les établissements d'enseignement primaire et secondaire et les institutions spécialisées. Reposant sur les données de l'évaluation nationale et enrichies par de nombreux groupes de discussion réunissant établissements scolaires et décideurs, ces recommandations fournissent des orientations claires pour renforcer des environnements scolaires sûrs et inclusifs. Alignées sur les priorités du Conseil de l'Europe et les politiques éducatives nationales, les recommandations et la feuille de route sont structurées en actions à court, moyen et long terme, à destination des décideurs et des établissements scolaires. Elles favorisent des actions intersectorielles, des mécanismes de prévention efficaces et des améliorations immédiates, tout en soutenant des changements systémiques durables visant à renforcer le système de protection de l'enfance.

# Türkiye

Le projet « Renforcement de la qualité de l'enseignement des langues étrangères en Türkiye », mené conjointement par l'Union européenne et le Conseil de l'Europe et mis en œuvre par ce dernier en coopération avec le Conseil de l'éducation du ministère de l'Éducation nationale turc, s'étend de juillet 2024 à juillet 2029. Il vise à améliorer la qualité de l'enseignement des langues étrangères en Türkiye, notamment par l'alignement des pratiques nationales sur les normes internationales, en particulier le Cadre européen commun de référence pour les langues (CECR) et son Volume complémentaire (2020). Le projet entend également renforcer les capacités du ministère de l'Éducation nationale à orienter et accompagner les enseignants et les apprenants, ainsi qu'à favoriser une meilleure connaissance du CECR auprès de ces publics.

## CHIFFRES CLÉS

ÉCHANGES DE POLITIQUES PUBLIQUES

10

Décideurs et spécialistes de l'éducation impliqués dans des échanges approfondis.

ALIGNEMENT DES POLITIQUES

2

Cadres de référence promus :  
· CECR  
· Volume complémentaire du CECR (2020)

SENSIBILISATION

400

Participants touchés dans le cadre d'un événement de sensibilisation.

## BUDGET TOTAL

5 403 000€

### Élaboration des bases d'une action publique fondée sur des données probantes

En 2025, le projet a achevé le rapport national sur les politiques et pratiques en matière d'enseignement des langues étrangères, qui sert de base au profil de politique linguistique éducative de la Türkiye, ainsi qu'un rapport complet sur les bonnes pratiques en matière d'évaluation des compétences linguistiques dans les États membres du Conseil de l'Europe. Dix responsables politiques et spécialistes de l'éducation du Conseil de l'éducation et du ministère de l'Éducation nationale ont pu se faire une idée plus précise des politiques et pratiques en matière d'enseignement des langues étrangères dans différents États membres du Conseil de l'Europe, et ont partagé leur expertise lors d'une visite d'étude organisée du 24 au 28 février 2025 au Service de l'éducation du Conseil de l'Europe à Strasbourg ainsi qu'au Centre européen pour les langues vivantes à Graz. Ces deux rapports, ainsi que les conclusions de la visite d'étude, ont contribué de manière significative aux discussions du premier comité stratégique, tenu le 7 octobre 2025 avec les principales parties prenantes du programme conjoint.

### Renforcement des capacités et sensibilisation accrue

La visite d'étude de février a également permis d'élargir les connaissances des participants et de renforcer leurs capacités en matière d'élaboration de politiques publiques. Ces derniers ont ensuite joué un rôle actif dans l'examen des rapports susmentionnés et dans les discussions du comité stratégique d'octobre 2025. Elle a également conduit à l'organisation, le 7 octobre 2025, d'un séminaire sur le CECR dans l'enseignement des langues, destiné aux décideurs. Ce séminaire de renforcement des capacités visait à approfondir la compréhension des principes du CECR, de leur mise en œuvre dans l'enseignement des langues étrangères et de leurs implications pour les politiques publiques dans ce domaine. Par ailleurs, 400 participants, dont des représentants d'ambassades, des fonctionnaires des administrations centrales des ministères, des universitaires, des professeurs de langues étrangères et des représentants d'organisations de la société civile, ont acquis des connaissances précieuses sur le rôle fondamental du CECR dans la promotion d'un enseignement des langues étrangères inclusif et de qualité,



TÜRKIYE

à l'occasion d'un événement de sensibilisation organisé le 8 octobre 2025. Dans leur ensemble, ces activités ont renforcé la coopération entre décideurs, experts et enseignants, tout en consolidant leurs connaissances et leurs capacités en matière de mise en œuvre des normes internationales, en particulier le CECR et son volume complémentaire, dans l'enseignement des langues étrangères en Türkiye.

### Maintien d'un engagement de haut niveau

L'engagement politique de haut niveau, qui a constitué un socle solide pour le lancement du projet, s'est maintenu tout au long de l'année 2025. Le vice-ministre en charge du projet a participé aux deux séminaires organisés en octobre et a suivi de près la perspective d'adhésion de la Türkiye au Centre européen pour les langues vivantes à Graz. Le soutien technique et politique de l'ensemble des membres du comité de pilotage du projet a également été réaffirmé lors de sa deuxième réunion, tenue le 1<sup>er</sup> juillet 2025.

# PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS 2025

23-24 Jan. ↘ Strasbourg

## Donner aux apprenants les moyens d'arriver à un avenir démocratique : lancement de l'Année européenne de l'éducation à la citoyenneté numérique 2025



Comment donner aux apprenants les moyens de construire un avenir démocratique ? Comment leur permettre d'acquérir les compétences, les valeurs, les attitudes et les connaissances nécessaires pour évoluer efficacement dans l'environnement numérique ?

Le Conseil de l'Europe a lancé l'Année européenne de l'éducation à la citoyenneté numérique 2025 lors d'une conférence dédiée, visant à sensibiliser à la valeur de cette éducation et à mettre en lumière son rôle essentiel dans la construction de sociétés inclusives et démocratiques.

Cette Année européenne a constitué une occasion unique de faire progresser la mise en œuvre de l'éducation à la citoyenneté numérique à l'échelle du continent. Tout au long de l'année, l'initiative a mis en évidence les bénéfices de son déploiement dans tous les contextes éducatifs, formels, non formels et informels, en soulignant sa contribution à la lutte contre les discours de haine, le cyberharcèlement, les discriminations, la désinformation,

les atteintes à la vie privée, ainsi que de nombreux enjeux liés à un usage responsable et éthique des technologies numériques. La conférence de lancement a permis de présenter les principaux objectifs de l'Année européenne 2025, de dresser un état des lieux de l'éducation à la citoyenneté numérique et de formuler des recommandations concernant sa mise en œuvre et la manière de relever les défis qui y sont associés. Grâce à des ateliers interactifs, des experts gouvernementaux, des enseignants, des apprenants, des universitaires, ainsi que des représentants de la société civile et du secteur privé ont pu partager leurs pratiques et leurs enseignements, contribuant ainsi à l'élaboration d'une feuille de route 2026-2036 pour l'éducation à la citoyenneté numérique. Chacun peut contribuer à faire la différence et à promouvoir l'importance de l'éducation à la citoyenneté numérique. L'Année européenne a ainsi encouragé l'ensemble des parties prenantes à s'engager et à passer à l'action.

25-27 Mai ↘ Tirana

## 32<sup>e</sup> réunion annuelle conjointe des réseaux ENIC et NARIC

La 32<sup>e</sup> réunion annuelle conjointe des réseaux ENIC et NARIC s'est tenue à Tirana (Albanie) du 25 au 27 mai 2025, réunissant environ 150 participants issus de 43 centres ENIC et NARIC. Cette rencontre a offert une plateforme d'échange de connaissances, de partage de bonnes pratiques et de renforcement de la coopération à l'échelle européenne et au-delà.

L'événement a été ouvert par Villano Qiriazi, chef du Service de l'éducation du Conseil de l'Europe, et a donné lieu à des allocutions de bienvenue d'Ogerta Manastirliu, ministre de l'Éducation et des Sports de l'Albanie, et de Hubert Perr, chef de la coopération auprès de la Délégation de l'Union européenne en Albanie. Les co-secrétariats de la Commission européenne, du Conseil de l'Europe et de l'UNESCO ont présenté les dernières évolutions de leurs activités, tandis que le Bureau de la Convention de

reconnaissance de Lisbonne, ELCORE, le Bureau ENIC et le Conseil consultatif NARIC ont fait le point sur les progrès réalisés dans leurs domaines respectifs.

Une intervention principale de la professeure Barbara Wasson (Université de Bergen), intitulée « IA et reconnaissance : données, éthique et culture de l'IA », a exploré l'impact de l'intelligence artificielle sur la reconnaissance des qualifications. Le programme comprenait une séance plénière ainsi que 12 ateliers parallèles, offrant des espaces de discussion et de collaboration autour de défis communs et d'approches innovantes, notamment l'intelligence artificielle, la reconnaissance automatique et la fraude dans l'éducation. La réunion a réaffirmé l'importance de la coopération et de l'apprentissage entre pairs au sein des réseaux ENIC et NARIC.



27-28 Mai ↘ Strasbourg

## Forum sur l'éducation à la citoyenneté numérique : Agissons maintenant !

Le premier Forum sur l'éducation à la citoyenneté numérique, organisé par le Service de l'éducation du Conseil de l'Europe, s'est tenu à Strasbourg les 27 et 28 mai 2025, dans le cadre de l'Année européenne de l'éducation à la citoyenneté numérique 2025. Plus de 200 participants issus de plus de 30 pays, dont des représentants des pouvoirs publics, des professionnels de l'éducation, des apprenants, des organisations de la société civile, du secteur privé et du milieu universitaire, se sont réunis pour échanger leurs points de vue et renforcer la coopération dans ce domaine.

Le Forum a mis en évidence l'importance des partenariats pour relever les défis numériques actuels et promouvoir les valeurs démocratiques par l'éducation. Les séances plénières et les « Forum Talks » ont exploré les liens entre éducation et démocratie, le rôle des entreprises technologiques, la lutte contre la désinformation en ligne ainsi que le développement de communautés numériques inclusives et accessibles. Un espace de présentation des ressources en éducation à la citoyenneté numérique a permis de mettre en lumière des initiatives portées par la société civile, les entreprises technologiques et les universités. À cette occasion, le Conseil de l'Europe a officiellement lancé le DCE Planner, un cadre pédagogique destiné à soutenir l'intégration de l'éducation à la citoyenneté numérique dans les programmes scolaires. Les conclusions du Forum et les contributions des participants alimenteront l'élaboration de la feuille de route 2027-2031 pour le renforcement de l'éducation à la citoyenneté numérique.

### THÈMES DE DISCUSSION

**Promouvoir la démocratie grâce à l'éducation à la citoyenneté numérique et à la contribution des jeunes.**

**Lutter contre la désinformation en ligne et le cyberharcèlement.**

**La parentalité à l'ère du numérique.**

**Le rôle des entreprises technologiques dans la promotion d'une citoyenneté active et responsable.**



3-4 Juin ↘ Bratislava

## Conférence de clôture de l'initiative d'expérimentation de la politique romani plurilingue – RPPE

L'expérimentation de la politique romani plurilingue (RPPE) s'est conclue par une conférence de clôture tenue à Bratislava les 3 et 4 juin 2025, coorganisée par le Conseil de l'Europe et le ministère de l'Éducation slovaque. L'événement a mis en lumière des exemples concrets d'éducation inclusive, plurilingue et interculturelle favorisant une culture de la démocratie, en cohérence avec la Recommandation du Conseil de l'Europe sur l'importance de l'éducation plurilingue et interculturelle pour une culture de la démocratie (CM/Rec(2022)1). Les établissements participants et les représentants nationaux de la Grèce, de la Slovaquie et de la Slovénie ont partagé des approches réussies pour intégrer la langue et la culture

romani dans l'enseignement primaire, promouvant ainsi l'inclusion éducative et la diversité linguistique. La conférence a souligné l'importance de reconnaître et de valoriser les identités et les langues des élèves dans les systèmes éducatifs. Elle a donné lieu à des présentations, à un webinaire visant à diffuser les résultats du projet, ainsi qu'à des échanges sur la pérennisation de la méthodologie RPPE. L'événement a mis en évidence le rôle essentiel de l'éducation plurilingue dans la construction de sociétés démocratiques inclusives et culturellement diverses, au bénéfice des élèves roms comme des autres minorités linguistiques et culturelles.

3-4 Juin ↘ Prague

## Forum mondial sur l'enseignement supérieur 2025 : renouvellement de la mission démocratique et civique

Le **Forum mondial sur l'enseignement supérieur 2025 : renouvellement de la mission démocratique et civique**, s'est tenu les 3 et 4 juin 2025 à l'Université Charles de Prague. Organisé par le Conseil de l'Europe et le Consortium international pour l'enseignement supérieur, la responsabilité civique et la démocratie, en partenariat avec l'Organisation des États américains et l'Association internationale des universités, et accueilli par le ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports de la République tchèque, le Forum a réuni plus de 100 responsables de l'enseignement supérieur, étudiants, représentants des pouvoirs publics et acteurs de la société civile.

Sous le thème du renouvellement de la mission démocratique et civique, le Forum a examiné comment les universités peuvent répondre au recul démocratique en protégeant la liberté académique, en renforçant l'engagement civique, en rétablissant la confiance dans les institutions publiques et en favorisant la participation démocratique. Le programme, d'une durée d'un jour et demi, comprenait des séances plénières, des tables rondes, des ateliers et des dialogues interactifs.

Le Forum a mis en évidence à la fois les pressions auxquelles l'enseignement supérieur est confronté, telles que la désinformation, les ingérences politiques et l'érosion des normes académiques, et le potentiel transformateur des universités en tant qu'institutions civiques. Les partenaires ont réaffirmé leur engagement en faveur d'actions de suivi coordonnées, d'un plaidoyer commun et de la poursuite de la coopération multilatérale.

### PRINCIPAUX AXES DE DIALOGUE DU PROGRAMME

**Démocratiser la science et rétablir la confiance du public.**

**La liberté académique comme droit et responsabilité.**

**Leadership civique et engagement des étudiants.**

**Ancrage local de la mission universitaire.**



↖  
Brochure  
du programme



↖  
Biographies  
des intervenants



↖  
Rapport du Forum, établi  
par le rapporteur général

11-13 Juin ↘ Budapest

## 4<sup>e</sup> Forum annuel sur l'enseignement de l'histoire : « Là où les apprenants rencontrent l'histoire : réaffirmer le rôle de l'enseignement de l'histoire au XXI<sup>e</sup> siècle »

En tant qu'événement de clôture du programme intergouvernemental en cours sur l'enseignement de l'histoire, le Forum a offert un espace de réflexion sur ses résultats, les enseignements tirés et les réalisations accomplies. L'événement a réuni environ 70 parties prenantes représentant les pouvoirs publics, le monde académique, la société civile, ainsi que des apprenants et des éducateurs. Les discussions ont porté sur le rôle des apprenants, en examinant les espaces et les conditions dans lesquels ils entrent en contact avec l'histoire, ainsi que les défis auxquels ils sont confrontés.

Les deux tables rondes ont couvert un large éventail de thématiques, notamment les manuels scolaires et autres ressources pédagogiques, la pédagogie muséale, la culture numérique, les archives et l'intelligence artificielle. Les interventions principales ont abordé la déformation des récits historiques et la diffusion de la désinformation dans un contexte de résurgence du nationalisme et de l'extrémisme, ainsi que les obligations des États et des autorités publiques de protéger et de promouvoir la liberté académique, la coopération internationale et les approches multiperspectives de l'enseignement de l'histoire.

### PRINCIPALES CONCLUSIONS

**Élaborer, au niveau du Conseil de l'Europe, des documents de politique éducative et des orientations pour les pratiques de classe et l'enseignement de l'histoire à l'ère du numérique.**

**Intégrer la culture historique, l'esprit critique face aux médias et la responsabilité civique en tant que piliers indissociables de l'enseignement de l'histoire.**

**Combiner l'usage des outils numériques avec un enseignement traditionnel en présentiel ainsi qu'avec des visites et des échanges concrets dans les institutions du patrimoine historique.**

**Apprendre aux élèves à naviguer avec un sens critique sur les réseaux sociaux, à repérer la désinformation et la mésinformation, et à interagir de façon responsable avec les contenus historiques.**

**Placer la restauration de la confiance dans les institutions démocratiques et la communication publique au cœur des objectifs de l'enseignement de l'histoire.**

26 Juin ↘ Rome

## Le Conseil de l'Europe et le CIMEA s'associent pour lancer un nouveau centre de lutte contre la fraude dans l'éducation

Le Conseil de l'Europe et le Centre italien d'information sur la mobilité académique et les équivalences (CIMEA), agissant sous le mandat du ministère italien de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, ont signé un protocole d'accord en vue d'établir en Italie le Centre pour la prévention et la lutte contre la fraude dans l'éducation. Signé le 26 juin 2025 par M. Bjørn Berge, secrétaire général adjoint du Conseil de l'Europe, et le professeur Luca Lantero, directeur général du CIMEA, cet accord constitue une avancée majeure dans le renforcement de la réponse collective de l'Europe face à la fraude dans l'éducation et de la promotion de l'intégrité académique.

### Une réponse commune à une menace croissante

Le Centre servira de mécanisme opérationnel commun à tous les États membres du Conseil de l'Europe, et s'attaquera à un large éventail de pratiques frauduleuses, notamment les « usines à diplômes », les fausses qualifications et la déshonnêteté académique. Il fournira également des orientations pratiques, des analyses de données et un soutien technique aux autorités nationales et aux acteurs de l'éducation. Ancré dans la Recommandation CM/Rec(2022)18 du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la fraude dans l'éducation, le Centre contribuera à la mise en œuvre de la Stratégie pour

« *Le marché mondial de la fraude dans l'éducation continue de se développer — c'est une industrie criminelle en pleine expansion. Nous devons agir maintenant !* »

— **LUCA LANTERO**  
DIRECTEUR GÉNÉRAL DU CIMEA

l'éducation 2024–2030 « Priorité aux apprenants », en mettant l'accent sur l'intégrité, la confiance et l'assurance de la qualité dans les systèmes éducatifs européens.

### Un soutien fort de l'Italie

Dans le cadre de cette initiative, le CIMEA a apporté une contribution volontaire de 400 000 € afin de soutenir le lancement du Centre et de renforcer ses premières activités. Le Centre sera hébergé par le CIMEA à Rome et travaillera en étroite coordination avec le Service de l'éducation du Conseil de l'Europe à Strasbourg, tout en collaborant avec des réseaux à travers l'Europe.

« *La fraude dans le domaine de l'éducation est une menace mondiale pour la confiance du public, la sécurité et le droit à une éducation de qualité. Les conséquences sont réelles et profondes.* »

— **BJØRN BERGE**  
SECÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT DU CONSEIL DE L'EUROPE

30 Jun. – 4 Juil. ↘ Graz

## 4<sup>e</sup> Université d'été ECML–CE

La 4<sup>e</sup> édition de l'Université d'été du Centre européen pour les langues vivantes (CELV), intitulée « Inspirer l'innovation dans la formation des enseignants de langues en Europe », s'est tenue du 30 juin au 4 juillet 2025 au siège de l'ECML à Graz (Autriche). Organisée en coopération avec la Commission européenne, cette initiative a réuni 30 formateurs d'enseignants de langues issus de 28 pays européens, ainsi que 8 experts internationaux pour une semaine intensive d'échanges et de développement professionnel.

Le programme a porté sur les évolutions majeures dans la formation des enseignants de langues, notamment la pluralité linguistique et culturelle, l'utilisation des

ressources du CELV, la culture numérique et l'intelligence artificielle, la recherche en formation des enseignants, ainsi que les identités et compétences des formateurs. À travers des présentations, des discussions interactives et des ateliers, les participants ont pris part à des réflexions approfondies et à des échanges collaboratifs.

L'Université d'été a également encouragé l'élaboration de projets de suivi durables afin de garantir un impact à long terme, tandis que des activités culturelles et sociales ont favorisé les échanges interculturels. L'Université d'été du CELV demeure une plateforme essentielle pour l'innovation, la coopération et l'inclusion au sein de la communauté européenne de l'enseignement des langues.

28 Août ↘ Santiago du Chili

## Le Conseil de l'Europe réaffirme son engagement en faveur d'une éducation de qualité au Sommet mondial sur les enseignants

Lors de la réunion annuelle des dirigeants du Comité directeur de haut niveau de l'ODD 4, tenue le 28 août 2025 à Santiago du Chili, le Conseil de l'Europe a réaffirmé le rôle central de l'éducation dans la réponse aux défis mondiaux actuels. S'exprimant au nom de l'Organisation, Matjaž Gruden, directeur de la démocratie, a souligné que l'éducation constitue une réponse puissante dans un monde imprévisible. Le Conseil de l'Europe a salué les appels du Comité à une action urgente visant à renforcer le soutien aux enseignants, à garantir un financement durable de l'éducation, à améliorer les données de suivi de l'ODD 4 et à lancer une consultation mondiale sur le programme d'éducation pour l'après-2030. Ces priorités s'inscrivent pleinement dans les travaux menés par le Conseil de l'Europe pour protéger l'éducation en tant que bien public et pilier fondamental de la démocratie. Le Conseil a également présenté sa prochaine Conférence ministérielle sur l'éducation, qui se tiendra les 3 et 4 décembre 2026 au Monténégro, et a réaffirmé son engagement de longue date en faveur du renforcement de la résilience démocratique et de la cohésion sociale par l'éducation.

### INITIATIVES PRINCIPALES

**L'Espace européen pour l'éducation à la citoyenneté.**

**Un nouvel instrument juridique sur la reconnaissance automatique des qualifications et une charte des droits des étudiants.**

**Un Livre blanc sur l'avenir de la profession d'enseignant à l'ère du numérique.**

29 Sept. — 10 Oct. ↘ Strasbourg

## Exposition « L'éducation aux langues au cœur de la démocratie »

Du 29 septembre au 10 octobre 2025, le Palais de l'Europe à Strasbourg a accueilli l'exposition « L'éducation aux langues au cœur de la démocratie », organisée par le Centre européen pour les langues vivantes (CELV) et le Programme des politiques linguistiques. Coïncidant avec la session d'automne de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), l'exposition a mis en lumière la manière dont l'enseignement des langues renforce la démocratie, la cohésion sociale et la compréhension interculturelle. L'inauguration, le 30 septembre, a été ouverte par la représentante permanente de l'Autriche auprès du Conseil de l'Europe, Aloisia Wörgetter, et a

rassemblé plus de 100 parlementaires et autres invités. Parmi les intervenants figuraient le vice-président de l'APCE Andries Gryffroy (président de la délégation belge), Martin Graf (président de la délégation autrichienne) et Matthias von Gehlen (vice-président du Conseil de direction du CELV).

L'exposition a illustré le rôle central des langues dans l'éducation et la démocratie à travers six concepts clés – collaboration, numérisation, motivation, célébration, inclusion et cohésion – présentés à l'aide d'exemples issus des travaux du CELV et du Programme des politiques linguistiques du Conseil de l'Europe.

2 Oct. ↘ Strasbourg

## Lancement de la plateforme d'apprentissage en ligne E-Democracy Lab

Le Service de l'éducation du Conseil de l'Europe a lancé l'E-Democracy Lab (EDL), une nouvelle plateforme d'apprentissage en ligne conçue pour permettre aux apprenants d'explorer, de mettre en pratique et de coconstruire la démocratie grâce à des cours et des ressources de haute qualité. Hébergée par la Direction de la démocratie, la plateforme EDL regroupe des offres de formation dans des domaines tels que la citoyenneté numérique, les politiques de jeunesse, les élections, l'éducation aux médias, le patrimoine culturel et l'égalité, ainsi que des programmes spécialisés comme HELP et le Programme pour l'égalité.

Dès son lancement, la plateforme propose des cours portant notamment sur la lutte contre le harcèlement et le cyberharcèlement, l'éducation aux médias, le

développement interculturel des établissements scolaires et le Cadre de référence des compétences pour une culture de la démocratie. Multilingue, accessible sur mobile et structurée autour d'un catalogue unique, l'EDL s'inscrit dans la Plateforme de connaissances sur l'éducation du Conseil de l'Europe, offrant un point d'accès centralisé aux professionnels de l'éducation dans les États membres.



↖  
Portail de la plateforme  
des connaissances



↖  
Découvrez l'EDL et  
commencez à apprendre

8-9 Oct. ↘ Strasbourg

## 3<sup>e</sup> Conférence de travail sur l'intelligence artificielle et l'éducation

Les 8 et 9 octobre 2025, le Conseil de l'Europe a tenu sa 3<sup>e</sup> Conférence de travail intitulée « Garantir une éducation de qualité à l'ère de l'IA – Présentation du Compas du Conseil de l'Europe pour l'IA et l'éducation », marquant le lancement officiel de ce Compas. Réunissant des décideurs politiques, des éducateurs, des universitaires, des experts, des représentants du secteur technologique et de la société civile, la conférence a permis d'échanger sur les orientations à donner à l'utilisation future de l'intelligence artificielle dans l'éducation. Avec 120 participants présents, les discussions ont mis en évidence la nécessité d'un cadre de régulation fondé sur les droits humains, adapté aux spécificités de l'éducation et orienté vers le renforcement des capacités, en cohérence avec les normes internationales. Le rapport de cette 3<sup>e</sup> Conférence de travail est en cours de préparation et sera publié en ligne en 2026.



### POINTS ESSENTIELS

**La culture de l'IA a été mise en avant comme une compétence civique et démocratique, intégrant des dimensions technologiques, pratiques et humaines, nécessitant des initiatives cohérentes, un développement continu des enseignants et la participation des élèves, des parents et de la société civile.**

**Une évaluation indépendante, transparente et fondée sur les droits des technologies éducatives est essentielle. Elle doit s'appuyer sur un cadre européen de référence reliant éthique, qualité et données probantes, tout en garantissant souplesse et supervision claire.**

**L'intelligence artificielle ne peut renforcer les apprentissages que si elle est intégrée dans des contextes pédagogiques et institutionnels respectueux de la dignité humaine, de l'autonomie des enseignants et du bien-être des apprenants.**

**Les recommandations transversales incluent la redéfinition de l'éducation de qualité à l'ère de l'IA, la priorité donnée au renforcement des capacités et à l'interopérabilité, la garantie de la transparence et de la responsabilité, la promotion d'un dialogue inclusif, ainsi que le maintien du Compas pour l'IA et l'éducation comme un cadre évolutif et adaptable, aligné sur les initiatives européennes et internationales.**

13- 14 Oct. ↘ Monténégro

## « Vers un espace européen pour l'éducation à la citoyenneté » – Conférence internationale

Une conférence internationale tenue à Bečići, au Monténégro, a réuni des praticiens de l'éducation et des apprenants afin d'explorer comment une éducation à la citoyenneté de qualité peut soutenir la démocratie et comment l'éducation à la citoyenneté démocratique peut être mieux intégrée dans les systèmes éducatifs. Les discussions ont porté sur l'identification des principes clés et des solutions concrètes face aux défis actuels auxquels sont confrontés les systèmes éducatifs et les sociétés européennes.

*« Dans un monde en mutation rapide et marqué par de profondes incertitudes, l'éducation à la citoyenneté démocratique n'est pas seulement une politique publique : elle constitue le fondement moral de nos sociétés. »*

— MME ANDJELA JAKŠIĆ-STOJANOVIĆ  
MINISTRE DE L'ÉDUCATION, DE LA SCIENCE  
ET DE L'INNOVATION DU MONTÉNÉGRO

Les intervenants ont souligné le rôle central des enseignants, des apprenants et des chefs d'établissement dans le renouvellement de la mission démocratique de l'éducation, en insistant sur le fait que la démocratie doit s'apprendre et se pratiquer par l'éducation. La conférence a également présenté l'Espace européen pour l'éducation à la citoyenneté, en précisant ses objectifs et sa mission visant à renforcer la confiance dans les institutions démocratiques. À travers des ateliers et une table ronde, les participants ont partagé leurs expériences et apporté des contributions sur les principes fondamentaux, l'assurance qualité et la mise en œuvre concrète. La conférence s'inscrit dans le processus de cocréation du projet d'Espace européen pour l'éducation à la citoyenneté et contribue aux objectifs du Nouveau Pacte Démocratique pour l'Europe du Conseil de l'Europe.

Nouveau Pacte Démocratique pour  
l'Europe du Conseil de l'Europe.



16-17 Oct. ↘ Strasbourg

## 5<sup>e</sup> Conférence annuelle de l'OHE

La 5<sup>e</sup> édition de la Conférence annuelle de l'OHE, qui s'est tenue les 16 et 17 octobre 2025, avait pour titre « L'histoire à tout prix ? ». Ce thème s'inspirait du deuxième rapport thématique de l'OHE consacré aux crises économiques dans l'enseignement de l'histoire. Le programme a mis en lumière la pertinence de l'histoire économique pour comprendre la manière dont les sociétés réagissent aux crises, s'adaptent aux changements et se relèvent dans la durée. Il a également invité les participants à réfléchir à la façon dont l'enseignement de l'histoire peut aider les apprenants à interpréter les défis contemporains grâce à une meilleure compréhension du passé.

La conférence a aussi offert à l'OHE l'occasion d'aligner ses travaux et ses priorités sur le Nouveau Pacte Démocratique pour l'Europe, notamment à travers des sessions consacrées aux liens entre démocratie et enseignement de l'histoire. En outre, cette édition a introduit plusieurs innovations, notamment une place plus importante accordée aux jeunes générations. Environ 300 participants ont assisté à un débat de type « Oxford » animé par des étudiants, ainsi qu'à une session interactive réunissant des élèves du secondaire et les auteurs du rapport thématique de l'OHE.



6 Nov. ↘ Strasbourg

## FMD 2025 – La résilience du système éducatif comme modèle d'innovation démocratique

Lors du Forum mondial de la démocratie 2025, les échanges ont mis en évidence le rôle des systèmes éducatifs résilients dans le renforcement de la culture de la démocratie, en particulier dans un contexte de recul de la participation des jeunes. Une session spéciale a examiné dans quelle mesure le renforcement de la résilience dans l'éducation peut constituer un processus participatif, à même de donner aux jeunes les moyens d'agir, de développer leur esprit critique et de soutenir les libertés démocratiques. Cette session a notamment donné lieu à la présentation de la boîte à outils EDURES (Education in Times of Emergencies and Crises ou L'éducation en période d'urgence et de crise), élaborée par le Conseil de l'Europe dans le cadre de sa Stratégie pour l'éducation 2030. Fondé sur les six principes de résilience pour l'éducation, EDURES a été présenté comme un cadre pratique destiné à aider les systèmes éducatifs à se préparer aux crises, à y répondre et à s'en relever. Expérimenté dans plusieurs États membres, EDURES contribue aux efforts internationaux visant à transformer l'éducation en contexte de crise et a été mis en avant comme un levier potentiel d'innovation démocratique, en renforçant la participation, la cohésion sociale et la stabilité démocratique.



↙  
Le Forum mondial de la démocratie (FMD2025)



↙  
Session spéciale « De la crise à l'engagement civique : peut-on renforcer la résilience des systèmes éducatifs et être un modèle d'innovation démocratique ? »



↙  
BOÎTE À OUTILS EDURES

7 Nov. ↘ Strasbourg

## « Tirer les leçons de l'histoire pour renforcer la démocratie » – Session plénière de l'OHTE lors du Forum mondial de la démocratie

Le 7 novembre 2025, l'OHTE a coorganisé une session plénière dans le cadre du Forum mondial de la démocratie afin d'examiner comment l'enseignement de l'histoire peut contribuer à la résilience démocratique dans un contexte marqué par la montée du populisme et les défis posés à l'État de droit. Les intervenants, parmi lesquels des experts en éducation, en mémoire, en politiques publiques et dans le domaine des arts, ont souligné la nécessité d'une approche multiperspective de l'enseignement de l'histoire, permettant aux apprenants d'appréhender des récits diversifiés et de développer leur esprit critique, leur tolérance et leur conscience civique. La session a également mis en avant l'importance du soutien aux enseignants, des ressources en éducation à la citoyenneté et des pratiques mémorielles inclusives (à travers les monuments, les musées, les œuvres artistiques et la participation locale) pour favoriser une citoyenneté démocratique. Réunissant environ 500 participants, cette session a réaffirmé la conviction de l'OHTE selon laquelle l'enseignement de l'histoire joue un rôle essentiel dans la formation de citoyens informés et engagés et dans la défense de la démocratie en Europe.



18-19 Nov. ↘ Ljubljana

## « La voie à suivre » - conférence de clôture de l'Année européenne de l'éducation à la citoyenneté numérique

La conférence de clôture de l'Année européenne de l'éducation à la citoyenneté numérique 2025, intitulée « La voie à suivre », s'est tenue les 18 et 19 novembre 2025 à Ljubljana, en Slovénie. Elle a permis de dresser le bilan des réalisations de cette Année européenne et d'explorer les actions, politiques et mesures futures appelées à façonner l'environnement numérique dans et au-delà du secteur éducatif.

Organisée en coopération avec le ministère slovène de l'Éducation et le Conseil de l'Europe, la conférence a mis en évidence l'importance d'intégrer la citoyenneté numérique dans les systèmes éducatifs, de soutenir les enseignants et d'assurer la cohérence entre éducation à la citoyenneté et compétences numériques. Les discussions ont porté sur l'éducation aux médias et à l'information, le bien-être en ligne et les droits dans l'espace numérique.

Le projet de feuille de route pour l'éducation à la citoyenneté numérique (2027–2031) a été présenté, définissant les priorités clés pour accompagner les États membres dans l'intégration de cette éducation à grande échelle. La conférence a réaffirmé le rôle de l'éducation

dans le renforcement de l'engagement démocratique, la lutte contre la désinformation et la promotion de l'esprit critique, contribuant ainsi aux objectifs du Nouveau Pacte démocratique pour l'Europe du Conseil de l'Europe.

### THÈMES CLÉS

**Éducation aux médias et à l'information : ateliers sur les lignes directrices en matière de lutte contre la désinformation, la construction de récits constructifs dans les environnements numériques et l'autonomisation des jeunes pour renforcer la responsabilité médiatique.**

**Bien-être en ligne : ateliers sur les habitudes numériques, la netiquette au service de la démocratie et des droits humains, ainsi que l'équilibre entre temps d'écran et santé mentale.**

**Droits en ligne : ateliers consacrés aux responsabilités éthiques et juridiques des plateformes sociales, à la citoyenneté numérique active et à la sensibilisation des consommateurs.**



25-26 Nov. ↘ Strasbourg

## Conférence « La liberté académique en action 2025 »

La conférence « La liberté académique en action 2025 » s'est tenue à Strasbourg les 25 et 26 novembre 2025. Cet événement faisait suite aux pressions croissantes exercées sur la liberté académique à travers l'Europe, notamment les ingérences politiques, les intimidations juridiques, le harcèlement en ligne, les influences étrangères et la multiplication des procédures-bâillons.

Le programme, d'une durée d'un jour et demi, a réuni des parlementaires, des représentants des États, des universitaires, des juges et experts juridiques, des acteurs de la société civile ainsi que des organisations internationales. Les échanges ont porté sur les garanties politiques, juridiques et institutionnelles nécessaires à la protection de la liberté académique. Un rapport de conférence sera publié dans le cadre du **Nouveau Pacte Démocratique** et sera disponible sur le **site web du Service de l'éducation**.

### AXES DES SESSIONS

Réponses législatives et rôle des parlements.

Protections juridiques au titre de la Convention européenne des droits de l'homme, avec la participation de juges et d'experts juridiques, ainsi que les garanties constitutionnelles, en coopération avec la Commission de Venise.

Mécanismes de protection et programmes d'accueil pour les chercheurs en danger.

Table ronde mondiale sur les défis communs et la solidarité internationale au-delà de l'Europe.



# Activités phares 2025

Aperçu chronologique des principaux événements du Conseil de l'Europe organisés dans le cadre de la mise en œuvre du Programme du Service de l'éducation.

- CDEDU
- CdE à des événements internationaux
- Edutalks
- Projets de lancement
- Groupes de travail
- Webinaires

CAT.	DATE	ÉVÈNEMENT	LIEU	DESCRIPTION
<span style="color: #e91e63;">●</span>	9 JAN.	<b>94<sup>e</sup> réunion du Conseil du Groupe de suivi de Bologne (BFUG)</b>	TIRANA, ALBANIE	La 94 <sup>e</sup> réunion du Conseil du BFUG a réuni les coprésidences en exercice, entrantes et sortantes, ainsi que des parties prenantes clés, afin d'examiner l'état d'avancement du cycle de travail 2024–2027. Les discussions ont porté sur l'évaluation des initiatives en cours, la planification des prochaines étapes et la coordination des préparatifs de la prochaine réunion plénière du BFUG à Varsovie, contribuant ainsi à la progression de l'Espace européen de l'enseignement supérieur.
<span style="color: #e91e63;">●</span>	15 JAN.	<b>Groupe de travail ad hoc sur la reconnaissance automatique</b>	PARIS, FRANCE	Le groupe de travail ad hoc renouvelé sur la reconnaissance automatique s'est réuni afin de faire progresser les travaux relatifs à l'élaboration d'un cadre commun pour la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur. Les échanges ont porté sur l'identification des éléments constitutifs essentiels visant à garantir la confiance, la clarté et la cohérence, ainsi que sur le renforcement des liens entre le futur instrument juridique, le traité multilatéral et la Convention de reconnaissance de Lisbonne.
<span style="color: #004a7c;">●</span>	15 JAN.	<b>Réunion du Bureau de la Convention de reconnaissance de Lisbonne</b>	PARIS, FRANCE	La réunion du Bureau de la Convention de reconnaissance de Lisbonne a été consacrée à la finalisation de la Charte ENIC-NARIC et à l'avancement de la révision du Code de bonnes pratiques pour la prestation d'un enseignement transnational. Les membres ont également préparé l'ordre du jour et les priorités de la prochaine réunion du Comité de la Convention, renforçant ainsi la qualité et l'intégrité des processus de reconnaissance des qualifications.

CAT.	DATE	ÉVÈNEMENT	LIEU	DESCRIPTION
<span style="color: #e91e63;">●</span>	23–24 JAN.	<b>« Donner aux apprenants les moyens d'arriver à un avenir démocratique » – Lancement de l'Année européenne de l'éducation à la citoyenneté numérique 2025</b>	STRASBOURG, FRANCE	La conférence de lancement de l'Année européenne de l'éducation à la citoyenneté numérique 2025 a réuni des décideurs politiques, des éducateurs, des apprenants et diverses parties prenantes afin de sensibiliser à l'importance de l'éducation à la citoyenneté numérique. L'événement a permis de présenter les objectifs de cette Année européenne, de partager des bonnes pratiques et d'examiner des pistes pour relever des défis tels que la désinformation, le cyberharcèlement et l'usage éthique des technologies numériques.
<span style="color: #e91e63;">●</span>	30 JAN.	<b>Lancement du projet « Prévenir le harcèlement et la violence à l'école au Monténégro »</b>	PODGORICA, MONTÉNÉGRO	Le Conseil de l'Europe et la République fédérale d'Allemagne ont officiellement lancé un projet de deux ans visant à renforcer les mécanismes de prévention et de protection contre le harcèlement, le cyberharcèlement et la violence entre pairs dans les établissements scolaires monténégrins. Cette initiative promeut la coopération interinstitutionnelle, des approches fondées sur la recherche ainsi que des outils pratiques afin de garantir des environnements d'apprentissage sûrs et inclusifs.
<span style="color: #004a7c;">●</span>	5 FÉV.	<b>La liberté académique menacée – Conférence de haut niveau du STOA</b>	BRUXELLES, BELGIQUE	Lors d'une session de haut niveau du STOA au Parlement européen, le Conseil de l'Europe a mis en lumière les menaces croissantes pesant sur la liberté académique en Europe et au-delà. Les discussions ont porté sur la protection juridique, les défis numériques et la résilience des institutions, tout en soulignant la responsabilité partagée des décideurs publics, des universités et de la société civile dans la préservation de la liberté académique en tant que pilier de la démocratie.
<span style="color: #004a7c;">●</span>	7 FÉV.	<b>Sommet pour l'action sur l'IA dans l'éducation – Table ronde ministérielle</b>	SÈVRES, FRANCE	Dans le cadre du Sommet pour l'action sur l'IA dans l'éducation, le Conseil de l'Europe a participé à une table ronde de haut niveau consacrée à la gouvernance et à la régulation de l'intelligence artificielle dans le domaine éducatif. Les échanges ont mis en évidence l'importance d'une approche fondée sur les droits humains pour l'intégration de l'IA, en accordant une priorité à la protection des apprenants, en particulier des enfants, tout en préservant la démocratie, l'État de droit et une transformation numérique éthique des systèmes éducatifs.
<span style="color: #e91e63;">●</span>	17–18 FÉV.	<b>Première réunion du groupe de travail sur l'Espace européen pour l'éducation à la citoyenneté</b>	STRASBOURG, FRANCE	La première réunion du groupe de travail sur l'Espace européen pour l'éducation à la citoyenneté a marqué une étape importante dans le renforcement de la mission civique de l'éducation. Les experts ont examiné la codification des principes relatifs à une éducation à la citoyenneté de qualité, à la redevabilité et à l'assurance qualité, ainsi que le renforcement de la coopération afin de répondre aux reculs démocratiques observés en Europe.
<span style="color: #c09a4d;">●</span>	19 FÉV.	<b>EduTalk@CoE – Garantir la qualité et l'intégrité dans l'enseignement transnational</b>	EN LIGNE	Ce webinaire a porté sur la garantie de la qualité et de l'intégrité académique dans l'enseignement transnational, en abordant les défis liés à l'offre transfrontalière et à la diversité des cadres réglementaires. Il a réuni des experts internationaux afin d'examiner les risques liés à la fraude académique, le rôle de la coopération internationale dans le renforcement de l'assurance qualité, ainsi que l'apport des outils numériques pour préserver des normes éducatives équitables, responsables et de haute qualité.

## 5 ACTIVITIES HIGHLIGHTS 2025

CAT.	DATE	ÉVÈNEMENT	LIEU	DESCRIPTION
●	1-2 MARS	<b>Conférence annuelle du réseau des Cinq nations – Citoyenneté numérique</b>	ÉDIMBOURG, ROYAUME-UNI	La conférence annuelle du réseau des Cinq nations a exploré la contribution de l'éducation à la citoyenneté au soutien de l'éducation à la citoyenneté numérique. Les ateliers et discussions ont abordé l'intelligence artificielle dans l'enseignement, l'éducation aux médias, les algorithmes et les cultures en ligne, réaffirmant l'importance de la coopération transnationale dans le cadre de l'Année européenne de l'éducation à la citoyenneté numérique 2025.
●	6 MARS	<b>Échange de vues avec l'Université de Strasbourg</b>	STRASBOURG, FRANCE	Un échange de vues organisé à l'Université de Strasbourg a porté sur la liberté académique, l'internationalisation, la reconnaissance des qualifications et l'accès inclusif à l'enseignement supérieur. Les discussions ont contribué aux travaux d'élaboration des politiques menés par le sous-groupe du CDEDU sur l'enseignement supérieur.
●	11 MARS	<b>Réunion du Bureau ENIC / Conseil consultatif national</b>	STRASBOURG, FRANCE	La réunion du Bureau ENIC et du Conseil consultatif national a permis d'examiner les progrès réalisés dans le cadre du plan de travail 2023-2025, de débattre de la coopération internationale et de préparer la prochaine réunion annuelle conjointe ENIC-NARIC. Les échanges avec des partenaires clés ont renforcé la coordination en matière de reconnaissance des qualifications.
●	17-19 MARS	<b>7<sup>e</sup> session plénière du Comité directeur de l'éducation (CDEDU)</b>	STRASBOURG, FRANCE	La 7 <sup>e</sup> session plénière du CDEDU a permis d'examiner les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la stratégie « Priorité aux apprenants » 2024-2030. Les discussions ont porté sur l'éducation à la citoyenneté numérique, l'Espace européen pour l'éducation à la citoyenneté, les politiques d'enseignement supérieur, l'intelligence artificielle ainsi que la résilience des systèmes éducatifs. Le Comité a approuvé des orientations relatives au CRCCD ainsi que des outils portant sur l'éducation en temps de crise et la culture scolaire inclusive. Il a également fait progresser plusieurs initiatives clés dans le domaine de l'enseignement supérieur, notamment un projet de recommandation sur les qualifications et les compétences linguistiques des réfugiés, les avancées en matière de reconnaissance automatique, la création d'un Comité d'experts sur l'intelligence artificielle et l'éducation (EDU-IA), ainsi que le lancement d'une Charte des droits des étudiants.
●	1 AVR.	<b>EduTalk@CoE sur l'éducation transnationale – Défis et opportunités pour l'intégrité académique et l'assurance qualité</b>	EN LIGNE	Cette édition d'EduTalk@CoE a été consacrée à la préservation de l'intégrité académique et de l'assurance qualité dans l'enseignement transnational. Les experts ont examiné les défis liés à la diversité des cadres réglementaires, les risques de fraude, l'impact de l'intelligence artificielle, ainsi que la nécessité d'une terminologie plus cohérente et d'une coopération internationale renforcée afin de garantir un enseignement transfrontalier de haute qualité.

CAT.	DATE	ÉVÈNEMENT	LIEU	DESCRIPTION
●	10 AVR.	<b>Réunion avec le ministre de l'Éducation du Monténégro sur la coopération actuelle et future</b>	PODGORICA, MONTÉNÉGRO	Des représentants du Service de l'éducation du Conseil de l'Europe ont rencontré le ministre de l'Éducation, des Sciences et de l'Innovation du Monténégro afin de faire le point sur la coopération en cours et d'examiner les perspectives de collaboration future. Les échanges ont porté sur les conférences à venir, les projets conjoints relatifs à une éducation de qualité et à la prévention de la violence en milieu scolaire, ainsi que sur les préparatifs liés à la prochaine présidence du Comité des Ministres par le Monténégro.
●	11 AVR.	<b>Webinaire en ligne : Protéger la liberté académique – Ingérences politiques et liberté académique : faire face aux pressions croissantes en Europe et au-delà</b>	EN LIGNE	Ce webinaire a examiné les menaces croissantes pesant sur la liberté académique, notamment les ingérences politiques, les influences étrangères, le harcèlement numérique et les pressions juridiques. À travers des études de cas et des échanges entre experts, les participants ont exploré des stratégies visant à renforcer la résilience institutionnelle, les garanties juridiques et l'engagement du public afin de protéger la liberté académique en tant que pilier fondamental de la démocratie.
●	8-9 MAI	<b>OHTE à l'occasion de la Journée de la Victoire en Europe</b>	KIEV, UKRAINE	Dans le cadre d'une mission officielle, l'Observatoire de l'enseignement de l'histoire en Europe (OHTE) a marqué la Journée de la Victoire en Europe en solidarité avec l'Ukraine. Des réunions avec des représentants gouvernementaux et académiques ont mis en évidence l'importance d'un enseignement de l'histoire rigoureux et responsable face à la guerre et à la désinformation historique, réaffirmant des valeurs démocratiques communes.
●	14 MAI	<b>Échange de vues sur la liberté académique au Parlement européen</b>	BRUXELLES, BELGIQUE	Lors d'un échange de vues organisé par la sous-commission des droits de l'homme du Parlement européen, le Conseil de l'Europe a souligné la nécessité de réponses coordonnées et multilatérales face aux menaces croissantes pesant sur la liberté académique. Les discussions ont porté sur les normes juridiques, la résilience institutionnelle, l'internationalisation de la recherche ainsi que sur les mécanismes de protection contre le harcèlement et les poursuites-bâillons.
●	20 MAI	<b>Expérimentation de la politique romani plurilingue (RPPE) – Webinaire de clôture</b>	EN LIGNE	Le webinaire de clôture de la RPPE a présenté les résultats d'un projet mené dans plusieurs pays, explorant la manière dont la langue et la culture romani peuvent soutenir l'inclusion éducative des élèves roms. L'événement a mis en lumière des approches concrètes reliant les politiques publiques aux pratiques en classe et a souligné la pertinence de l'éducation plurilingue et interculturelle pour une école inclusive.
●	20-21 MAI	<b>Réunion annuelle du Réseau des conseillers en matière de politiques éducatives (EPAN)</b>	STRASBOURG, FRANCE	La réunion plénière de l'EPAN a rassemblé des conseillers en politiques éducatives afin de faire progresser la co-construction de l'Espace européen pour l'éducation à la citoyenneté. Les discussions ont porté sur la codification des principes, l'assurance qualité et la coopération, en mettant l'accent sur la nécessité d'articuler les cadres européens avec les contextes nationaux et de garantir un impact concret sur les compétences démocratiques des apprenants.

## 5 ACTIVITIES HIGHLIGHTS 2025

CAT.	DATE	ÉVÈNEMENT	LIEU	DESCRIPTION
●	25-27 MAI	Réunion annuelle conjointe des réseaux ENIC et NARIC	TIRANA, ALBANIE	La 32 <sup>e</sup> réunion annuelle conjointe des réseaux ENIC et NARIC a rassemblé des experts de la reconnaissance des qualifications afin de favoriser les échanges de connaissances, d'examiner les progrès réalisés et de renforcer la coopération. Les principaux thèmes abordés ont inclus l'intelligence artificielle et la reconnaissance, la reconnaissance automatique des qualifications ainsi que la lutte contre la fraude dans l'éducation, réaffirmant la valeur de l'apprentissage entre pairs au sein des réseaux.
●	27-28 MAI	Forum sur l'éducation à la citoyenneté numérique : « Agissons maintenant ! »	STRASBOURG, FRANCE	Le premier Forum sur l'éducation à la citoyenneté numérique a réuni plus de 200 participants issus des pouvoirs publics, du secteur éducatif, de la société civile et du secteur privé. Le Forum a encouragé la coopération, mis en lumière des bonnes pratiques et des ressources, lancé le DCE Planner et contribué à l'élaboration de la future feuille de route pour l'éducation à la citoyenneté numérique (2027-2031).
●	3 JUIN	Événement commémoratif au camp de concentration de Natzweiler-Struthof	ALSACE, FRANCE	Un événement intergénérationnel organisé par l'Observatoire de l'enseignement de l'histoire en Europe (OHE) sur le site de l'ancien camp de concentration de Natzweiler-Struthof a réuni des représentants institutionnels et des élèves du secondaire afin de réfléchir aux enjeux de mémoire, aux valeurs démocratiques et à l'héritage historique européen. Cette initiative a mis en avant l'engagement de l'OHE en faveur de la participation de jeunes et du dialogue intergénérationnel.
●	3-4 JUIN	Forum mondial sur l'enseignement supérieur 2025 : renouvellement de la mission démocratique et civique	PRAGUE, RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	Le Forum mondial sur l'enseignement supérieur a rassemblé des dirigeants internationaux afin d'examiner le rôle de l'enseignement supérieur dans le renouvellement des valeurs démocratiques. À travers des discours d'ouverture, des sessions plénières et des ateliers, les participants ont exploré des thématiques telles que la liberté académique, l'engagement civique, la participation étudiante et les partenariats visant à renforcer la démocratie à l'échelle mondiale.
●	3-4 JUIN	Événement et webinaire : Expérimentation de la politique romani plurilingue (RPPE)	BRATISLAVA, SLOVAQUIE	L'initiative RPPE s'est conclue par un événement d'une journée à Bratislava, réunissant des enseignants et des coordinateurs de trois pays afin de réfléchir à son impact et à sa durabilité. Un webinaire public a permis de présenter des bonnes pratiques en matière de promotion de l'inclusion des élèves roms par le biais de la langue et de la culture romani.
●	10-11 JUIN	Fondements de l'Espace européen pour l'éducation à la citoyenneté	STRASBOURG, FRANCE	Le groupe de travail sur l'Espace européen pour l'éducation à la citoyenneté s'est réuni afin de codifier les principes de l'éducation à la citoyenneté démocratique et d'élaborer un cadre d'assurance qualité. Cette réunion a marqué une étape clé dans l'établissement de normes communes visant à soutenir une éducation à la citoyenneté de qualité et à renforcer la culture de la démocratie à travers l'Europe.



## 5 ACTIVITIES HIGHLIGHTS 2025

CAT.	DATE	ÉVÈNEMENT	LIEU	DESCRIPTION
●	11-13 JUIN	<b>4<sup>e</sup> Forum annuel sur l'enseignement de l'histoire</b>	<b>BUDAPEST, HONGRIE</b>	Le quatrième Forum annuel sur l'enseignement de l'histoire, consacré au thème « Là où les apprenants rencontrent l'histoire : réaffirmer le rôle de l'enseignement de l'histoire au XXI <sup>e</sup> siècle », a réuni des autorités publiques, des enseignants, des apprenants, des chercheurs et des associations. Les participants ont examiné les conditions, les innovations et les cadres nécessaires pour garantir un enseignement de l'histoire inclusif et de haute qualité.
●	20 JUIN	<b>Journée mondiale des réfugiés 2025 – Passeport européen des qualifications pour les réfugiés</b>	<b>EUROPE</b>	À l'occasion de la Journée mondiale des réfugiés, le Conseil de l'Europe a mis en lumière l'impact du Passeport européen des qualifications pour les réfugiés, en présentant des parcours individuels d'apprenants et de professionnels reconstruisant leur vie grâce à une reconnaissance équitable des qualifications. Cette initiative a souligné le rôle de l'éducation en matière d'inclusion, de confiance et de mobilité.
●	24-25 JUIN	<b>Conférence de l'UNESCO sur la reconnaissance mondiale des qualifications</b>	<b>PARIS, FRANCE</b>	Lors de la Conférence intergouvernementale de l'UNESCO sur la Convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications, le Conseil de l'Europe a présenté des initiatives européennes visant à promouvoir la transparence, l'assurance qualité et une reconnaissance équitable. L'adoption de lignes directrices opérationnelles et d'une nouvelle feuille de route a marqué des avancées importantes dans la coopération mondiale en matière de reconnaissance.
●	26 JUIN	<b>Lancement du Centre pour la prévention et la lutte contre la fraude dans l'éducation</b>	<b>ROME, ITALIE</b>	Le Conseil de l'Europe et le CIMEA ont signé un protocole d'accord établissant un nouveau centre dédié à la prévention et à la lutte contre la fraude dans l'éducation. Ce centre apportera un appui aux États membres par l'analyse de données, des outils d'orientation et la coopération, afin de renforcer l'intégrité et la confiance dans les systèmes éducatifs.
●	30 JUIN-4 JUIL.	<b>4<sup>e</sup> Université d'été du CELV – Commission européenne</b>	<b>GRAZ, AUTRICHE</b>	La 4 <sup>e</sup> Université d'été du Centre européen pour les langues vivantes (CELV) a réuni des formateurs d'enseignants de langues et des experts afin d'explorer l'innovation dans la formation des enseignants de langues. Le programme a abordé le plurilinguisme, la culture numérique, l'intelligence artificielle et les identités professionnelles, favorisant l'apprentissage professionnel et le développement de projets de suivi durables.
●	3-4 JUIL.	<b>Lancement du groupe de travail sur la Charte européenne des droits des étudiants</b>	<b>PARIS, FRANCE</b>	La réunion de lancement du groupe de travail a marqué le début de l'élaboration d'une Charte européenne des droits des étudiants. Cette initiative vise à consolider et à protéger les droits des étudiants à l'échelle européenne, en promouvant l'inclusion, la participation démocratique et une éducation de qualité, conformément à la stratégie du Conseil de l'Europe en matière d'éducation.

CAT.	DATE	ÉVÈNEMENT	LIEU	DESCRIPTION
●	28 AOÛT	<b>Comité directeur de haut niveau pour l'ODD 4</b>	<b>SANTIAGO DU CHILI, CHILI</b>	Lors de la réunion annuelle des dirigeants du Comité directeur de haut niveau pour l'ODD 4, le Conseil de l'Europe a mis en avant le rôle central de l'éducation dans la réponse aux défis mondiaux. L'Organisation s'est félicitée des appels visant à renforcer le soutien aux enseignants, à garantir un financement durable de l'éducation, à améliorer les données de suivi de l'ODD 4 et à lancer une consultation mondiale sur le programme d'éducation pour l'après-2030, en cohérence avec son engagement en faveur de l'éducation en tant que bien public et fondement de la démocratie.
●	10 SEPT.	<b>Webinaire : Liberté de penser : répression, résistance et droit à la liberté académique</b>	<b>EN LIGNE</b>	Ce webinaire a réuni des experts afin d'examiner la liberté académique sous l'angle des droits humains, en mettant l'accent sur la répression transnationale, les pressions politiques et l'autocensure dans le milieu académique. Les échanges ont exploré des réponses juridiques, institutionnelles et politiques visant à protéger la liberté de recherche et le débat démocratique.
●	15 SEPT.	<b>Première réunion du Centre pour la prévention et la lutte contre la fraude dans l'éducation</b>	<b>ROME, ITALIE</b>	La première réunion de lancement du Centre pour la prévention et la lutte contre la fraude dans l'éducation a rassemblé les partenaires du projet afin de définir les objectifs, les premières activités et les stratégies de communication. Cette réunion a marqué une étape importante dans la mise en place du Centre en tant que pôle de coopération et d'expertise destiné à renforcer l'intégrité dans l'éducation aux niveaux européen et mondial.
●	18-19 SEPT.	<b>Éducation aux médias et à la démocratie pour la résilience des sociétés</b>	<b>HELSINKI, FINLANDE</b>	Lors d'une conférence internationale à Helsinki, le Conseil de l'Europe a mis en lumière le rôle de l'éducation aux médias et à la démocratie dans le renforcement de la résilience des sociétés. Les contributions ont porté sur les compétences démocratiques, l'esprit critique et la citoyenneté numérique, et ont présenté des initiatives clés façonnant l'avenir de l'éducation à la démocratie en Europe.
●	23-25 SEPT.	<b>8<sup>e</sup> session plénière du Comité directeur de l'éducation (CDEDU)</b>	<b>STRASBOURG, FRANCE</b>	La 8 <sup>e</sup> session plénière du CDEDU a adopté des décisions clés dans les domaines de l'éducation à la démocratie, de l'enseignement supérieur et de la transformation numérique. Parmi les principaux résultats figurent des avancées concernant l'Espace européen pour l'éducation à la citoyenneté, le lancement de la rédaction d'une nouvelle convention sur la reconnaissance automatique des qualifications, les progrès relatifs à la Charte des droits des étudiants, les développements liés à la Convention de reconnaissance de Lisbonne, ainsi que la poursuite des travaux sur l'intelligence artificielle, l'éthique, l'intégrité et la reconnaissance des qualifications des réfugiés.

## 5 ACTIVITIES HIGHLIGHTS 2025

CAT.	DATE	ÉVÈNEMENT	LIEU	DESCRIPTION
●	26 SEPT.	<b>Journée européenne des langues – 25<sup>e</sup> anniversaire</b>	EUROPE	L'Europe a célébré le 25 <sup>e</sup> anniversaire de la Journée européenne des langues, en promouvant le plurilinguisme, les échanges culturels et l'apprentissage des langues. Avec des centaines d'événements organisés à travers l'Europe et au-delà, ces célébrations ont mis en évidence la diversité linguistique comme un atout essentiel pour la cohésion sociale, l'inclusion et la participation démocratique.
●	29 SEPT.	<b>Exposition au Palais de l'Europe : L'éducation aux langues au cœur de la démocratie</b>	STRASBOURG, FRANCE	Le Conseil de l'Europe a mis en valeur le rôle de l'éducation aux langues dans le renforcement de la démocratie, de la cohésion sociale et de la compréhension interculturelle à travers une exposition présentant des projets et des ressources issus de son programme de politique linguistique et du Centre européen pour les langues vivantes. Accueillie au Palais de l'Europe, cette exposition a illustré la manière dont l'éducation aux langues soutient les valeurs démocratiques en articulant politiques publiques, recherche, formation des enseignants et pratiques en classe.
●	2 OCT.	<b>Lancement de la plateforme d'apprentissage en ligne E-Democracy Lab par le Conseil de l'Europe</b>	EN LIGNE	Le Service de l'éducation du Conseil de l'Europe a lancé l'E-Democracy Lab, une nouvelle plateforme d'apprentissage en ligne proposant des cours et des ressources de haute qualité pour soutenir l'apprentissage, la pratique et la coconstruction de la démocratie. Hébergée par la Direction de la démocratie, la plateforme rassemble, au sein d'un catalogue multilingue et accessible sur mobile, des offres de formation couvrant la citoyenneté numérique, l'éducation aux médias, les politiques de jeunesse, les élections, l'égalité et l'éducation aux droits humains.
●	8 OCT.	<b>Conférence : Garantir une éducation de qualité à l'ère de l'IA – Présentation du Compas du Conseil de l'Europe pour l'IA et l'éducation</b>	STRASBOURG, FRANCE	La troisième conférence de travail sur l'intelligence artificielle et l'éducation a réuni des décideurs publics, des éducateurs, des experts, des représentants du secteur privé et de la société civile afin d'examiner les usages responsables, éthiques et centrés sur l'humain de l'intelligence artificielle dans l'éducation. L'événement a permis de présenter le Compas pour l'IA et l'éducation, offrant des orientations pratiques pour aligner l'utilisation de l'IA dans l'éducation sur les droits humains, la démocratie et l'État de droit.
●	14 OCT.	<b>Conférence internationale : Vers un Espace européen pour l'éducation à la citoyenneté</b>	BEČIĆI, MONTÉNÉGRO	Cette conférence internationale a rassemblé des éducateurs, des apprenants et des décideurs afin d'examiner comment une éducation à la citoyenneté de qualité peut soutenir la démocratie et être intégrée dans les systèmes éducatifs. À travers des ateliers et des tables rondes, les participants ont contribué à la coconstruction de l'Espace européen pour l'éducation à la citoyenneté, en mettant l'accent sur les principes, l'assurance qualité et la mise en œuvre concrète dans les contextes d'éducation formelle, non formelle et informelle.

CAT.	DATE	ÉVÈNEMENT	LIEU	DESCRIPTION
●	16-17 OCT.	<b>Conférence annuelle de l'OHE</b>	STRASBOURG, FRANCE	La conférence a exploré le rôle de l'histoire économique dans la compréhension des réponses des sociétés aux crises ainsi que la pertinence de l'enseignement de l'histoire pour relever les défis contemporains. En lien avec le Nouveau Pacte Démocratique pour l'Europe, l'événement a également renforcé la participation des jeunes, avec près de 300 participants prenant part à des débats animés par des étudiants et à des sessions interactives entre élèves et auteurs de rapports.
●	30 OCT.	<b>Solutions numériques et d'IA à l'honneur dans le cadre de la Convention de reconnaissance de Lisbonne</b>	EN LIGNE PARIS, FRANCE	Un article publié par <i>University World News</i> a mis en lumière les principales réformes examinées lors de la 10 <sup>e</sup> session du Comité de la Convention de reconnaissance de Lisbonne, en mettant l'accent sur la transformation numérique, l'intelligence artificielle, les micro-certifications et l'enseignement transnational. L'article a souligné les récentes mises à jour de la Charte ENIC-NARIC et du Code de bonnes pratiques, renforçant la transparence, l'équité et la protection des apprenants dans les processus de reconnaissance.
●	6 NOV.	<b>Forum mondial de la démocratie 2025 : La résilience du système éducatif comme modèle d'innovation démocratique</b>	STRASBOURG, FRANCE	Lors du Forum mondial de la démocratie, une session dédiée a examiné la manière dont des systèmes éducatifs résilients peuvent renforcer la culture de la démocratie et répondre à la baisse de la participation des jeunes. Les échanges ont mis en avant la boîte à outils EDURES en tant que cadre pratique permettant aux systèmes éducatifs de se préparer aux crises et d'y répondre, tout en favorisant la participation, la cohésion sociale et l'engagement démocratique.
●	6 NOV.	<b>Webinaire sur le bien-être en ligne : Amplifier la voix des jeunes</b>	EN LIGNE	Ce webinaire a permis de sensibiliser au bien-être numérique dans le cadre de l'Année européenne de l'éducation à la citoyenneté numérique 2025. Réunissant des experts, des décideurs politiques et des jeunes, l'événement a examiné les défis et les opportunités liés aux technologies numériques et a mis en avant l'éducation à la citoyenneté numérique en tant que cadre global visant à promouvoir le bien-être, ainsi que les droits et les responsabilités en ligne.
●	7 NOV.	<b>Session plénière de l'OHE dans le cadre du Forum mondial de la démocratie</b>	STRASBOURG, FRANCE	Lors du Forum mondial de la démocratie, l'OHE a coorganisé une session plénière consacrée au rôle de l'enseignement de l'histoire dans le renforcement de la résilience démocratique face à la montée du populisme et aux défis liés à l'État de droit. Réunissant des experts issus de l'éducation, des politiques publiques et du secteur artistique, les échanges ont mis en évidence l'importance de la multiperspectivité, du soutien aux enseignants et des pratiques mémorielles inclusives pour développer l'esprit critique et la citoyenneté démocratique. Environ 500 participants ont pris part à cette session.

## 5 ACTIVITIES HIGHLIGHTS 2025

CAT.	DATE	ÉVÈNEMENT	LIEU	DESCRIPTION
●	18 NOV.	<b>Liberté académique en action 2025 : une conférence de haut niveau pour renforcer la résilience démocratique</b>	<b>STRASBOURG, FRANCE</b>	La conférence a abordé les pressions croissantes pesant sur la liberté académique en Europe, notamment les ingérences politiques et les intimidations juridiques. Réunissant des décideurs politiques, des universitaires et des experts juridiques, l'événement a examiné les mécanismes de protection de la liberté académique. Un rapport de conférence sera publié dans le cadre du Nouveau Pacte Démocratique.
●	18-19 NOV.	<b>« La voie à suivre » : conférence de clôture de l'Année européenne de l'éducation à la citoyenneté numérique 2025</b>	<b>LJUBLJANA, SLOVÉNIE</b>	La conférence de clôture de l'Année européenne de l'éducation à la citoyenneté numérique 2025 a permis de dresser le bilan des réalisations et de définir les priorités futures dans ce domaine. Les discussions ont porté sur l'éducation aux médias et à l'information, le bien-être en ligne et les droits numériques, contribuant à l'élaboration de la feuille de route pour l'éducation à la citoyenneté numérique 2027-2031.
●	20 NOV.	<b>Plurilinguisme : enjeux, bénéfices et perspectives en Europe et en Alsace</b>	<b>STRASBOURG, FRANCE</b>	Une table ronde publique organisée dans le cadre des Mercredis du Conseil de l'Europe a exploré le rôle du plurilinguisme dans l'éducation, la participation démocratique et l'inclusion sociale. Les contributions issues des milieux de l'éducation, de la recherche et des médias ont mis en lumière à la fois les bénéfices et les défis pratiques liés à la promotion de la diversité linguistique aux niveaux local et européen.
●	21 NOV.	<b>« L'avenir de l'Europe se construit dans les salles de classe » : conférence à l'Université d'Elbasan</b>	<b>ELBASAN, ALBANIE</b>	Accueillie par l'Université d'Elbasan, cette conférence internationale a examiné la mission démocratique de l'éducation dans un contexte de mondialisation et de transformation des systèmes éducatifs. L'événement a mis en évidence le rôle des écoles et des universités dans la défense des valeurs démocratiques et la promotion d'une éducation de qualité et inclusive, avec des contributions d'universitaires, de décideurs publics et de praticiens de l'éducation.
●	25-26 NOV.	<b>Atelier « L'IA pour l'éducation aux langues » au CELV</b>	<b>GRAZ, AUTRICHE</b>	Cet atelier a réuni des enseignants de langues et des formateurs d'enseignants afin d'explorer les usages responsables et pédagogiquement pertinents de l'intelligence artificielle. Les participants ont examiné des projets de lignes directrices éthiques, testé des ressources de développement professionnel et partagé des perspectives nationales, contribuant ainsi à l'affinement des outils et des productions futures, notamment des lignes directrices actualisées, un rapport et des supports de formation visant à soutenir l'enseignement des langues enrichi par l'IA.
●	27-28 NOV.	<b>Conférence finale du projet pilote sur l'éducation à la citoyenneté numérique en Türkiye</b>	<b>ANKARA, TÜRKIYE</b>	La conférence finale du projet pilote sur l'éducation à la citoyenneté numérique en Türkiye a réuni des autorités nationales, des éducateurs et des apprenants afin d'évaluer l'impact du projet et de partager les enseignements tirés. L'événement a mis en avant des outils pratiques et des mesures politiques facilitant l'intégration des compétences en citoyenneté numérique dans l'enseignement du premier cycle du secondaire, en favorisant l'inclusion, la tolérance et l'autonomisation des apprenants.

Tout au long de l'année 2025, le Service de l'éducation du Conseil de l'Europe a poursuivi une ambition claire : placer l'éducation au cœur de la démocratie, des droits humains et de l'État de droit. Guidées par la stratégie « Priorité aux apprenants » 2024–2030, ses actions ont contribué à renforcer le rôle de l'éducation en tant que pilier de sociétés libres, inclusives et résilientes.

Le présent rapport met en lumière les principales réalisations autour de trois priorités interdépendantes : renouveler la mission démocratique et civique de l'éducation, renforcer la responsabilité sociale et la réactivité des systèmes éducatifs, et faire progresser l'éducation grâce à une transformation numérique fondée sur les droits humains. De l'éducation à la citoyenneté à l'intégrité académique, de l'inclusion et de l'égalité de genre aux politiques linguistiques et à l'enseignement de l'histoire, l'année 2025 a été marquée par une coopération soutenue, des innovations et des progrès concrets. Parmi les avancées majeures figurent la consolidation de l'Espace européen pour l'éducation à la citoyenneté, l'Année européenne de l'éducation à la citoyenneté numérique, ainsi que la publication du rapport sur l'érosion de la liberté académique en Europe. Des progrès significatifs ont également été accomplis dans la reconnaissance des qualifications, la lutte contre la fraude dans l'éducation et l'élaboration d'outils pratiques destinés à accompagner les États membres et les acteurs de l'éducation.

À travers ses organes directeurs, ses réseaux d'experts et ses programmes de coopération, le Service a réaffirmé son engagement en faveur de systèmes éducatifs de qualité, équitables et fondés sur l'intégrité, capables de répondre aux défis technologiques, sociaux et géopolitiques contemporains. Cette brochure offre un aperçu des activités, des partenariats et des initiatives tournées vers l'avenir qui ont jalonné l'année. Elle reflète une conviction partagée : investir dans l'éducation, c'est investir dans l'avenir démocratique de l'Europe.



 [LinkedIn](#)

 [@CoE\\_Education](#)

[www.coe.int/education](http://www.coe.int/education)

[www.coe.int](http://www.coe.int)

Le Conseil de l'Europe est la principale organisation de défense des droits humains du continent. Il comprend 46 États membres, dont tous les membres de l'Union européenne. Tous les États membres du Conseil de l'Europe ont signé la Convention européenne des droits de l'homme, un traité visant à protéger les droits humains, la démocratie et l'État de droit. La Cour européenne des droits de l'homme contrôle la mise en œuvre de la Convention dans les États membres.

FRA

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE